



---

**l'italie : le pci**  
**occhetto - Fassino - Carpinelli - moins**

---

**la hongrie : de 1956 aux réformes**  
**aczel**

---

**le zaïre : les intellectuels**  
**mobé-fansiamba**

---

---

**abonnement**

pour la Belgique  
pour l'étranger

700 f  
800 f

faites-vous et faites-nous plaisir en effectuant sans tarder un versement au compte 001-1047600-76 des CM  
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles  
pour les moins de 25 ans,  
l'abonnement est de respectivement 350 f et 400 f

---

**comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart,  
Roger Somville.

**comité de rédaction :**

Jacques Aron, Francis Chenot, Claudine Cyrès, Pascal Delwit,  
Jean-Michel De Waele, Dominique Driessen, Anne Drumaux,  
Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh,  
Jean-Pierre Keimeul, Rosine Lewin, Béangère Marquès-Pereira,  
Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard,  
Jean-Maurice Rosier, Christian Vandermotten, Benoît Verhaegen.

**mise en page :** Hélène De Noose

**rédacteurs en chef :** Pierre Gillis, Michel Godard

---

Avec l'appui de la Commission communautaire française de la région de Bruxelles-Capitale.

Edité par FREE asbl sous le patronage de la Fondation Jacquemotte.

---

## sommaire

éditorial		3
- berlinguer, un communiste de type nouveau	<b>achille occhetto</b>	8
- les communistes, les socialistes, les verts et les autres...	<b>piero fassino</b>	23
- la reconstruction de l'identité dans l'expérience du parti communiste italien	<b>giovanni carpinelli</b>	35
- la mafia	<b>jacques moins</b>	61
<hr/>		
- vers un socialisme démocratique : réflexions sur l'expérience hongroise	<b>györgy aczel</b>	74
introduction	<b>claudre renard</b>	73
- intellectuels zaïrois : quelles responsabilités devant l'histoire?	<b>mobé-fansiama</b>	95
<hr/>		
<b>livres</b>		
- sankara, compaore et la révolution burkinabe		106
- 3 livres : harmattan «afrique 2000»		108
- aliénation ou autogestion, le dilemme de notre temps		111
- beyond perestroïka		113
<hr/>		
<b>revue</b>		
- toudi		120
<hr/>		



Le comité de rédaction des *Cahiers Marxistes* a décidé d'occuper un créneau supplémentaire. Il amorce sa reconversion en agence de voyages, dont les deux co-rédacteurs en chef seront les Gentils Organiseurs. Vivent les voyages, puisqu'ils forment la jeunesse. Le monde gagne à être redécouvert, lui qui change encore plus vite que tout ce que nous avons pu imaginer. Nous avons voulu, nous voulons le changement : ne nous plaignons pas, nous sommes servis. La gauche ne peut se permettre de cultiver la nostalgie. Les voies de la mutation sociale sont parfois inattendues, certes, mais jamais impénétrables, contrairement à d'autres. Pénétrons-les donc, afin de tenter de débrouiller l'écheveau avec lequel nous devons quand même tricoter notre socialisme.

Il nous faut pour cela quitter la Belgique - les recompositions en cours sous d'autres cieux seront, espérons-le, de nature à nourrir notre propre réflexion, susceptibles de germer dans nos deux communautés et nos trois régions, assez fortes pour supporter une transplantation hors du milieu qui les a vues se dessiner.

Commençons par la fin, avec un petit saut en Afrique : triste peinture des intellectuels zaïrois que celle qui nous est proposée par Anicet Mobé-Fansiamama !

Première escale de longue durée : l'Italie, avant de nous tourner vers nos voisins bataves - l'exotisme ne nous fait pas peur -, dont les particularités politiques seront au centre de la prochaine livraison des *Cahiers*, celle qui inaugurera l'année 1990. L'Italie donc, que nous connaissons sans doute mieux que la Hollande, et plus particulièrement le PCI, que le XVIII<sup>e</sup> Congrès vient de lancer sur un cours nouveau.

Il nous a semblé de bon compte d'aller d'abord à la source, et de donner la parole aux protagonistes du tournant. Deux textes témoignent de cette volonté : à tout seigneur, tout honneur, écoutons Achille Occhetto, secrétaire général du PCI. Il a prononcé en pleine campagne électorale

pour le Parlement européen un discours consacré au cinquième anniversaire de la mort d'Enrico Berlinguer, discours-bilan, discours-programme, discours-perspectives. Les thèmes qu'il évoque, le langage qu'il utilise sont révélateurs de la manière dont le groupe dirigeant entend redessiner l'identité communiste italienne. Le souci d'approfondir ce questionnement nous a amenés à interroger Piero Fassino, membre du secrétariat national du PCI, et il a bien voulu préciser pour nous la position de son Parti sur plusieurs points-clés. La référence au mouvement communiste a-t-elle encore un sens ? Les ambitions du PCI sont aujourd'hui européennes, au sens où c'est seulement à ce niveau que le PCI entrevoit de réelles possibilités de transformation sociale. D'autre part, le clivage socialistes/communistes est aujourd'hui dépassé ; d'où l'eurogauche, projet central pour le PCI.

Le même tournant est ensuite décortiqué par Giovanni Carpinelli, qui prend le recul de l'analyste pour nous montrer comment le PCI a entrepris un effort important, volontariste, pour ajuster son identité, qui relève d'une espèce de subjectivité collective, à la réalité de sa pratique politique, à sa « nature », à son insertion dans la société italienne. Métamorphose social-démocrate ? Oui, nous dit Carpinelli ; mais il voit aussi dans le cours nouveau du PCI l'occasion d'affirmer ses propres options d'une manière plus nette que par le passé, et donc, paradoxalement peut-être, la source d'un radicalisme revivifié. En quelque sorte, la période actuelle représente la fin d'une phase essentiellement défensive, qui avait culminé dans le projet avorté de compromis historique et dans l'enlisement du PCI dans la majorité gouvernementale, à la fin des années 70. On parlait à l'époque d'élargissement de l'aire démocratique. On dit à présent que cette logique « consociative » est absolument épuisée (la richesse du vocabulaire politique italien <sup>(1)</sup> semble, elle, bien inépuisable !). Aujourd'hui, les contrastes sont plus marqués : il ne s'agit plus seulement de préserver les institutions démocratiques, mais aussi de s'avancer vers une alternative au « régime DC », alternative qui, comme l'a expliqué un autre dirigeant du PCI, Claudio Pettruccioli, lors d'une récente rencontre des revues européennes de gauche, exige un déplacement du pouvoir vers la société civile.

<sup>(1)</sup> En passant, voici une remarque sémantique qui ne me semble pas de détail : il existe en italien deux mots différents que l'on traduit par libéral. Lorsqu'on réfère au libéralisme économique (le néo-libéralisme, dirions-nous plutôt), on utilise le mot « liberista ». Par contre, lorsqu'Occchetto parle de notre « liberalo-communismo », ce qui a de toute façon de quoi surprendre, ce terme renvoie aux valeurs du libéralisme politique, aux valeurs de la Révolution française - nous pourrions donc presque l'entendre libertaire, la connotation anarchisante en moins ; on rejoint ainsi à peu près l'acception anglo-saxonne du terme.

Enfin, Jacques Moins nous apporte un éclairage bien utile pour comprendre ce qui est sans doute une des facettes les plus détestables de la société italienne, en même temps qu'une de ses spécificités : la mafia, jadis contre-société, aujourd'hui présente jusque dans l'appareil d'Etat. L'alternative au régime DC passe par là, puisque les collusions entre celui-ci et celle-là sont avérées.

Les hasards de notre calendrier de publication nous ont amenés à juxtaposer à cet ensemble d'articles consacrés à l'Italie un document que nous avons jugé de grand intérêt, à savoir un texte de György Aczel consacré à la Hongrie. Claude Renard situe l'auteur du document, témoin privilégié et acteur de trente ans d'histoire, ce qui justifie en soi et sans conteste notre publication. Mais György Aczel a écrit ce texte il y a près d'un an, et dans le contexte hongrois, cette année pèse et pèsera plus que pour 365 jours ordinaires. Des questions soulevées par Aczel ont d'ores et déjà trouvé des éléments de réponse, et certains des jugements portés sur l'histoire de la Hongrie sont sensiblement différents de ceux de l'actuelle direction du Parti Socialiste Hongrois, qui a cessé entretemps d'être Ouvrier. Ainsi en est-il de l'appréciation sur l'insurrection de 1956 à Budapest, appréciation nuancée chez Aczel, mais qui fonctionne aujourd'hui comme une référence positive pour le pouvoir hongrois, puisqu'il a choisi l'anniversaire de cette insurrection pour fonder symboliquement la nouvelle République de Hongrie, qui a préféré ne plus être Socialiste et Populaire. Insistons-y, la volonté de la rédaction n'est certes pas d'opposer l'opinion d'un dirigeant de la génération précédente aux évolutions galopantes dont nous sommes témoins, mais plutôt de montrer que le processus de réforme plonge ses racines (ou certaines d'entre elles) dans les choix politiques de l'équipe sortante, et d'ainsi mieux situer ruptures et continuités en Hongrie.

La coïncidence est fortuite, écrivions-nous. Elle n'est pas malvenue pour autant, dans la mesure où une question les relie : celle de l'identité communiste, discutée et secouée aussi bien en Italie qu'en Hongrie. Elle ne se pose évidemment pas dans les mêmes termes à Rome, à Budapest, ... ou à Bruxelles. Reszoe Nyers, nouveau Président du PSH, a clôturé le Congrès de son Parti en déclarant : « L'histoire du PSOH comme PARTI D'ETAT est close. Un renouveau social, économique et politique ne peut être réalisé sans la formation d'un nouveau parti [...] Ce nouveau parti se transformera d'un parti d'Etat en un parti de gauche, contrôlé démocratiquement par ses membres ». Et comme en écho, Petruccioli interprète la crise des régimes communistes, qu'il prend soin de distinguer d'une crise du communisme, comme la fin d'une phase étatique de la démocratie. Tant mieux, et dix fois plutôt qu'une,

surtout si l'on associe à cet effondrement d'une conception étatique de la démocratie à la fois pluralisme politique et déplacement du pouvoir vers la société civile - c'est à dire un réel progrès de la démocratie.

Le paradoxe, des deux côtés, c'est qu'on affirme ou qu'on accepte l'idée que cette conception non- ou anti-étatique de la démocratie soit brevetée sociale-démocrate. C'est - au moins - un pied de nez de l'Histoire. N'est-ce pas du côté communiste, et dans la gauche du mouvement socialiste, qu'on mettait l'accent sur l'indispensable autonomie de réflexion et d'action de la classe ouvrière (ou des forces populaires, pour parler plus moderne), aussi bien à l'égard d'alliés politiques occasionnels (les libéraux, par exemple), que de gouvernements à participation socialiste ? N'est-ce pas Lénine qui choquait même ses camarades en prétendant que tout Etat est bourgeois, et qui mettait en garde contre l'emprise de la bureaucratie sur l'Etat bolchevik ? D'autre part, cette imputation ne revient-elle pas à ériger l'identité social-démocrate en invariant de l'Histoire, comme si la nature des partis adhérant à l'Internationale Socialiste n'avait pas elle aussi considérablement évolué depuis le début du siècle - et précisément dans le sens d'une identification croissante à l'appareil d'Etat ?

On touche ici du doigt un aspect des ravages de la perversion stalinienne. La réalité de l'occupation sans partage de l'appareil d'Etat par les partis communistes au pouvoir a complètement occulté tout un ensemble de positions qui avaient pourtant largement contribué à modeler une identité communiste irréductible à la défense des privilèges d'une nomenklatura. L'eurocommunisme a sans doute été la dernière tentative de donner corps à cette identité. L'occultation a manifestement été efficace, au point qu'il semble ne rien subsister de ces positions : cette élaboration s'est évaporée dans la mémoire collective, pour ne laisser place qu'au Goulag. Oserions-nous suggérer que la gauche tout entière est perdante dans cette opération ?

Reste aussi que tout n'est pas dit par la «désétatisation». Un corollaire presque naturel du déplacement du centre de gravité de la société vers le civil est la revalorisation du marché. Jacques Nagels et Hubert Cambier ont débattu (*CM* n°s 166 et 167) de la compatibilité du marché et du socialisme, et nous ne saurions assez vous recommander la lecture de leurs papiers si vous voulez être éclairé sur la question. Les débats actuels, en particulier en Hongrie, vont toutefois largement au-delà de cette discussion, et on y retrouve plutôt la vieille idée d'Adam Smith qui voyait dans la main invisible du marché le régulateur social par excellence. Ici, c'est une intervention récente et décidée dans le débat politique italien que je veux évoquer. Le philosophe Norberto Bobbio,

qui vient de fêter son quatre-vingtième anniversaire, a été interviewé par l'Espresso. On sait le rôle qu'il a joué dans les années 70, et la manière incisive dont il a sommé le PCI de se prononcer sans ambage sur l'universalité de la démocratie et de l'Etat de droit. Aujourd'hui, il tord le bâton dans l'autre sens, se déclare plus togliattiste que les communistes eux-mêmes, invite le PCI à approfondir la démarche amorcée par Occhetto dans son intervention sur la Révolution française en travaillant au dépassement de la contradiction historique entre les droits libéraux fondamentaux et la prospective socialiste. Mais surtout : « Je me demande, déclare-t-il, si l'étreinte entre le capitalisme et la démocratie ne pourrait pas, à un moment donné, se transformer en étreinte mortelle [...] Dans un système économique de marché, où potentiellement tout peut devenir marchandise, il ne fait pas de doute que le nombre de voix aux élections devient aussi une marchandise [...]. Les pays développés sont menacés d'une dégénérescence clientélaire de la démocratie, alors que le seul droit de vote, pour les neuf dixièmes de la population mondiale que la pauvreté et le délabrement acculent à une condition de non-hommes, ne suffit pas à fonder la condition et le sentiment de «citoyenneté démocratique» qui permet précisément de se sentir humain. »

Ce qui confirme qu'il ne faut pas confondre grand âge et sénilité...

Pierre GILLIS

Note :

Toutes les illustrations de ce numéro sont extraites de «CORE» le supplément satirique de l'«UNITA».

# berlinguer : un communiste de type nouveau

achille occhetto

secrétaire général du pci

Discours prononcé à Padoue le 7 juin 1989  
à l'occasion du cinquième anniversaire de son décès

*Le socialisme comme libération humaine, comme non-violence, comme participation engagée et démocratique (« protagonismo »)*

## *innovateur et leader national*

Il y a cinq années mourait un communiste italien, profondément original, un grand communiste italien, un communiste de type nouveau qui a contribué jusqu'à sa mort à réformer et à rénover nos idées, en allant jusqu'à ce qui nous définit comme communistes.

On n'est pas communiste, on le devient, disait Berlinguer. Il entendait par là qu'avant même d'être un choix politique, être communiste, c'est un choix éthique, c'est une élaboration, une transformation, une libération personnelle.

Il y a cinq ans mourait un grand leader national, un grand homme de notre république, qui a pensé et qui a lutté pour le renouveau de cette république démocratique, la nôtre. L'Italie entière s'est inclinée et a rendu hommage à cet homme, à ce communiste, à ce leader national.

Qu'un tel homme ait combattu et soit mort pour les idéaux mêmes pour lesquels nous combattons aussi, pour cette démocratie que nous voulons aussi transformer, cela donne force, dignité et valeur à nos efforts. Mais avant tout, je dois ici, par fidélité à Enrico Berlinguer, rendre hommage à tous ces étudiants, à tous ces travailleurs chinois victimes du massacre de Tien An Men.

D'abord, il faut qu'il soit clair qu'entre ceux qui se réclament de la non-violence, de la liberté et de la démocratie, et ceux qui défendent les prérogatives d'un pouvoir autoritaire et violent, nous choisissons les premiers, et nous sommes à leurs côtés. Il ne pourrait en être autrement pour un Parti qui, comme le nôtre, confère aux valeurs de non-violence et de démocratie une portée universelle.

Tout ce qui est arrivé, tout ce qui se produit encore ces jours-ci en Chine est la tragique confirmation de ce que Berlinguer dénonçait avec appréhension dès 1981. Ce qui se déroule fait plus que confirmer dramatiquement l'épuisement de la poussée propulsive des modèles des sociétés dites du socialisme réel ; cela démontre leur faillite structurelle. Cette faillite est celle d'un pouvoir dogmatique, autoritaire et fondé sur l'idée absurde qu'il détient une sorte de monopole des lois, des destinées, du socialisme qui, par ailleurs, se réduisent alors aux préceptes d'une idéologie d'Etat.

Ce qui par contre est clair depuis longtemps, c'est qu'il n'y a ni pays, ni idéologie qui soit porteur, par quelque volonté quasi-divine, de la vérité et de l'avenir de cette grande réalité qu'est le mouvement pour l'émancipation de l'homme. Ce qui dans les critiques de Gramsci à l'encontre du modèle soviétique apparut comme une différence visible de conception, ce qui s'approfondit grâce à l'élaboration de Berlinguer et à sa «propulsion» de la démocratie comme valeur universelle, cela devient aujourd'hui quelque chose de plus : une nouveauté radicale, originale. Nous respectons et nous nous sentons les frères et les fils de tous ceux qui, au cours de ce siècle, ont mené de grandes batailles pour le socialisme, de tous ceux qui, à leur époque, dans tant de parties du monde et en Chine, ont combattu contre la domination coloniale et pour l'autonomie nationale. Mais c'est précisément pour cela que nous considérons qu'il faut condamner les dirigeants chinois d'aujourd'hui : en agissant comme ils le font, ils trahissent leur propre mouvement de libération.

Nous disons que quels que soient les slogans, les idées ou les drapeaux que les étudiants de Pékin ont agités, ils ne doivent pas être exaltés pour ce qu'ils expriment immédiatement, mais bien pour l'intention, pour la volonté dont ils témoignent. En tant que volonté de paix, de non-violence, de fraternité, de démocratie, elle rejoint notre propre volonté. Elle est notre propre drapeau. Et nous ajoutons : ceux qui au nom du socialisme, au nom du peuple, commettent des actes contre le socialisme et contre le peuple, ceux-là sont coupables deux fois. Ce qui arrive aujourd'hui pose une pierre tombale sur l'idée d'un modèle abstrait de société construit et dominé d'en haut. En ces journées, nous

avons rendu évident le nouveau pas en avant accompli lors du XVIII<sup>e</sup> Congrès de notre Parti. Nous avons clairement affirmé que cette conception du communisme est fautive et doit être combattue, qu'elle n'est pas la nôtre et qu'elle n'est celle d'aucun communisme, mais qu'elle a dominé toutes les sociétés de l'Est, qu'elle se fonde sur un système qui ne reconnaît pas la valeur de la confrontation, de l'opposition, du pluralisme démocratique.

Dans ce sens nous n'avons rien à voir avec ces systèmes. Notre choix, au Congrès, de la lutte pour la démocratisation de toutes les sociétés nous place désormais, irréversiblement, en dehors de et contre ces expériences.



### *une agression contre le pci*

La volonté obstinée de ne pas prendre acte de cette position - qui va bien au delà de la question de la dénomination de notre Parti - n'est rien d'autre que la démonstration d'un fanatisme idéologique qui refuse de raisonner sur les faits et sur les positions concrètes, et qui préfère la logique de la croisade. Cette obstination démontre que ce ne sont pas tellement ces régimes autoritaires qui sont haïs, mais bien le socialisme libéral, démocratique et autonome du PCI. Il s'agit d'une agression, qui n'honore certes pas ceux qui la commettent, qui s'attaque au renouveau

de la gauche, qui frappe le neuf et non l'ancien, dont certains des critiques actuels ont pourtant partagé la responsabilité dans le passé.

Dans l'intérêt de ce renouveau, nous invitons toutes les forces intellectuellement honnêtes à repousser cette véritable agression contre le PCI, lui qui, dès le premier moment et pas par hasard, s'est trouvé aux côtés des étudiants et des citoyens en lutte à Pékin. Il faut repousser une agression qui, au lieu de canaliser la révolte politique et morale contre les assassins, la dirige contre les amis des victimes. Tout ceci n'est plus tolérable, et c'est précisément au nom de la liberté, au nom d'une information concrète et honnête, au nom du droit à l'existence d'une opposition démocratique socialiste et européenne que ce n'est plus tolérable. Il est désormais évident qu'en Italie, nous nous appelons communistes en raison de notre histoire, qui remonte à Antonio Gramsci. Il est désormais évident pour tous que nous sommes autre chose que ces régimes dont nous dénonçons la faillite.

Nous sommes les héritiers de ce qu'il y a de meilleur dans la tradition du Risorgimento et dans la tradition réformiste de notre pays.

Il est évident pour tous que notre parti est fait de générations qui sont venues à nous en combattant le stalinisme ; notre nom est lié à une expérience de lutte démocratique et antifasciste, lutte que nous avons menée avec les socialistes et avec toutes les forces de gauche et démocratiques italiennes. Aujourd'hui, ce nom peut être mis au service d'une nouvelle expérience politique plus avancée, d'une nouvelle expérience organisationnelle de gauche. Dans cette perspective il peut aussi changer.

Mais ce qu'on nous demande en réalité, ce n'est pas de changer de nom, mais de disparaître de la scène politique italienne. Ce qu'on veut ainsi, c'est un régime sans opposition. Aujourd'hui, nous disons qu'il n'y a pas de modèle à construire et à suivre. C'est un monde nouveau qu'il faut faire survivre et croître tous ensemble.

Ce fut l'intuition de Berlinguer et c'est l'étalon du nouveau cours du PCI.

Le risque écologique, la grande pauvreté et les émigrations bibliques du Sud vers le Nord du monde, les nouvelles technologies, facteurs potentiels de progrès décisifs mais aussi de destruction de l'humanité, la question nucléaire : voilà les grands défis que le monde nouveau doit pouvoir affronter. Un monde - comme l'affirma Berlinguer au XV<sup>e</sup> Congrès de notre Parti - plus uni que dans le passé, par quelques accords de fond, concernant des questions de vie et de mort, qui sont communs à tous les pays et à l'humanité entière. Il n'y a ni modèle, ni recette, ni vérité révélée pour gouverner ce monde.

## *le temps des alternatives globales*

Nous sommes tous confrontés aux grands problèmes, aux grands dilemmes globaux. L'Occident aussi se réfugie dans l'illusion narcissique et coupable qu'il a la recette toute prête, qu'il a la solution en poche. La drogue, la pauvreté, la violence, l'aliénation, le risque écologique frappent l'Ouest - et pas moins que l'Est. L'affirmation d'un monde d'hommes libres et égaux, responsables et conscients de leurs propres ressources et de leurs propres limites, est quelque chose qui appartient au futur et pas encore au présent. C'est le monde entier, toujours plus uni et interdépendant, qui doit changer, abandonner les vieux modèles et les oppositions destructrices, et affronter plus solidairement un destin commun.

Ce sont les hommes libres qui affirment la liberté, les démocrates qui affirment la démocratie, les non-violents qui affirment la non-violence en dehors des idéologies et dans toutes les parties du monde, ce sont ces hommes qui préparent un avenir meilleur.

Voilà la nouveauté radicale que nous voulons représenter. En face de nous, un parcours âpre, difficile, sur lequel basculent bien des valeurs sûres.

C'est le défi que nous choisissons. Cette voie est peut-être tortueuse, elle réclame sans doute un travail de longue haleine, nous en sommes conscients, mais c'est l'unique voie capable de défendre et de développer la démocratie. En effet, c'est dans la violence et dans l'injustice que s'exerça la domination du capitalisme jusqu'à l'émergence du mouvement socialiste, continuateur des traditions démocratiques de la Révolution française. Mais aujourd'hui, après l'affirmation et le déploiement de la démocratie, nous pouvons dire que ceux qui s'attardent en visions vieilles et étroites du socialisme, et ces régimes qui prétendent parler et tirer au nom du socialisme, sont cause de souffrances et d'injustices que nous combattons. Et nous les combattons de la même manière que le mouvement socialiste a combattu celles produites par le capitalisme à ses débuts.

Nous disons que le soi-disant «socialisme réel» a produit des souffrances aussi grandes que celles contre lesquelles il s'était dressé, et qu'il a trahi ainsi la cause de la libération humaine. C'est la grande et terrible signification de la mort de tant de jeunes Chinois. Et nous disons encore qu'il n'est pas de meilleur alibi pour tous les réactionnaires que celui offert par de tels modèles de société, qui entendent unir contre la démocratie ce qu'il y a de pire dans l'étatisme à ce qu'il y a de pire dans le capitalisme, comme on a essayé de le faire. Il est illusoire de penser

pouvoir introduire de pures rationalisations économiques sans changer en profondeur les règles politiques et institutionnelles. Comme on peut le constater, cette attitude débouche sur de graves et imprévisibles processus dégénératifs du même autoritarisme.

Une chose cependant doit être claire : le choix ne se situe pas entre ces régimes en faillite et l'acceptation du conservatisme social et politique. C'est une fausse alternative que celle-là. Croire cela nous enfermerait dans une vision restreinte, incapable d'affronter les défis nouveaux et, en définitive, nous conduirait, à notre tour, à commettre de tragiques erreurs. Le drame chinois servirait alors à réprimer doublement : en Chine d'abord, en Italie et en Europe ensuite. Par contre, ce qui est vrai, c'est que le mouvement socialiste européen, par son histoire, par sa situation géographique, par son profond sens de la démocratie, peut être, s'il le veut vraiment et s'il en est capable, le pivot d'une nouvelle politique.

Ce fut aussi une intuition de Berlinguer, et le nouveau cours du PCI a voulu la développer. Sur nous pèsent donc de lourdes responsabilités. Notre tout premier devoir est de promouvoir une nouvelle collaboration entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud du monde.

Nous nous appliquerons et nous nous emploierons à éliminer tout ce qui subsiste de vieux et de pourri dans l'expérience socialiste. Pour cela nous estimons que la gauche européenne doit appuyer les forces réformatrices à l'oeuvre contre les conservateurs en URSS.

Nous voulons construire une nouvelle eurogauche qui soit en mesure de promouvoir une nouvelle politique mondiale, une politique du monde uni, interdépendant, de l'unité des nations, loin de tous les vieux égoïsmes de bloc et d'Etat. Voilà la leçon que nous avons reçue d'Enrico Berlinguer, voilà l'action que nous voulons porter en avant. Nous nous sentons, et nous voulons être les héritiers de cette vision de la politique d'Enrico Berlinguer, qui a fait de lui fondamentalement autre chose qu'un homme du vieux communisme de la III<sup>e</sup> Internationale : le précurseur d'une nouvelle gauche. Face à cela, ce qui se passe en Italie fournit malheureusement la confirmation d'une inadéquation générale de la politique. De la survivance de vieux schémas et de vieilles mentalités. Comme Berlinguer, nous nous battons aujourd'hui contre la dégénérescence de la politique. Nous combattons toute cette confusion de raisonnement, les rencontres secrètes dans un camping-car, les contradictions, les incompréhensions simulées, les demi-phrases de Forlani et les emportements de Craxi, et par dessus tout le retour perpétuel, inutile et incohérent des mêmes choix politiques fondés sur des motivations et

des difficultés incompréhensibles. Tout cela est exactement le contraire de ce que nous, et Berlinguer avec nous, entendons par politique.

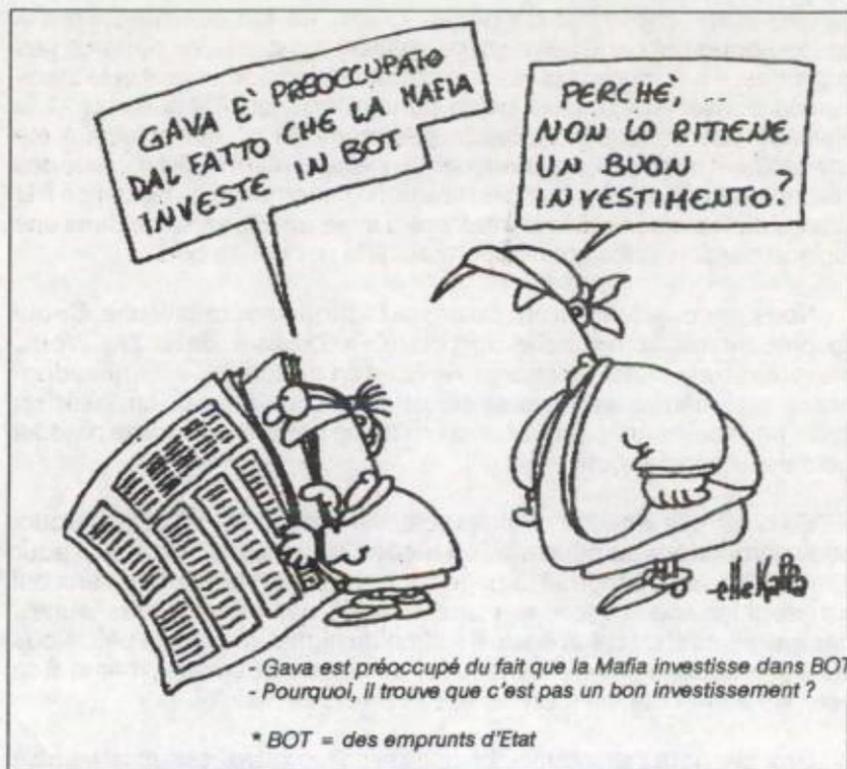
Pour Berlinguer, la politique était une adhésion totale et passionnée au développement de la société, confiance dans les femmes, dans les hommes et dans leur vie, dévouement affectif et intellectuel pour que cette croissance soit dirigée vers des fins communes et générales. Pour vous, Messieurs du Gouvernement, la politique, au contraire, c'est l'utilisation du pouvoir pour conserver et augmenter ce même pouvoir, c'est l'attention prêtée à ce que pourraient dire ou faire des pouvoirs ou des groupes d'intérêts, c'est un désintéret total pour les femmes et les hommes de chair et de sang, indulgence pour les louches manoeuvres d'un Maticena, sympathie pour les trafics d'un Salvo Lima <sup>(1)</sup>, et antipathie pour tout ce qui part d'un mouvement authentique, d'une authentique expression de la société. Berlinguer souleva la question de la moralité et vous l'avez attaqué. Moi, ces derniers jours, j'ai soulevé la question du vote corrompu par des clientèles et des pouvoirs de la mafia et vous m'avez attaqué également. Mais qu'avez-vous fait toutes ces années, qu'a fait Gava <sup>(2)</sup> pour combattre la mafia ?

Vous, Messieurs de la majorité, vous devez nous expliquer, à moi et au peuple italien, pourquoi, après l'abolition du vote secret, vous restez quand même et toujours les représentants, mieux même, les champions de l'ingouvernabilité. Vous devez admettre que si vous avez ouvert une crise gouvernementale, en déclarant, une minute plus tard, être tous d'accord pour reconstituer la majorité, vous l'avez fait parce que vous n'êtes pas capables de résoudre les problèmes réels du pays. Vous l'avez fait parce que vous ne voulez pas être jugés pour vos responsabilités d'aujourd'hui et pour les choix que vous effectuerez après les élections. C'est pour cela que nous disons aujourd'hui : faisons une réforme institutionnelle et électorale qui permette au gouvernement de gouverner à l'abri des manoeuvres, des truquages et des sabotages, et au Parlement de légiférer et de contrôler en dehors des pressions et des chantages.

Nous disons également : nous choisissons la voie d'un véritable changement pour réaliser une véritable stabilité.

(1) Euro-député démocrate-chrétien, ancien maire de Palerme, compromis avec la Mafia.

(2) Ministre de l'Intérieur.



Que chacun assume ses propres responsabilités.

Si DC et PSI veulent conclure une nouvelle alliance, ils doivent le faire dans la transparence. Les responsabilités de qui gouverne et de qui est dans l'opposition doivent être claires aux yeux du pays. Ainsi les citoyens pourront juger. Pour cela nous proposons une réforme politico-institutionnelle qui garantisse stabilité et transparence, qui permette aux citoyens de choisir leurs gouvernements et leurs programmes.

Voilà quelle est, aujourd'hui, la question morale de Berlinguer.

Craxi déclare que nos propositions sont des escroqueries, excusez du peu. Il n'a cependant pas le courage d'expliquer pourquoi. Moi je dis que l'escroquerie se trouve dans le comportement de celui qui agit des propositions abstraites et démagogiques concernant la présidence, tout en continuant à naviguer dans les eaux troubles du vieux système de pouvoir, qui reste au gouvernement tout en prenant ses distances, renonçant ainsi à assumer ses propres responsabilités.

Une autre chose est désormais claire. Le fameux rééquilibrage à gauche poursuivi par Craxi n'est pas payant à gauche, ne renforce pas la gauche. Il a comme seul résultat possible le renforcement et la stabilisation conservatrice. Quoi qu'en pense Craxi, un PSI à 20 ou 22 % n'amène pas de résultats positifs, pas même là où cet objectif a été atteint. C'est pourquoi, nous lançons un signal d'alarme. S'il n'existe pas une indication claire à gauche en faveur de l'alternative, la tendance à la stabilisation conservatrice se renforcera avec un PSI enfermé dans une logique conservatrice qui n'apporte rien de neuf ni de bon.

Nous lançons donc un cri d'alarme à toute la société italienne. Ce qui se prépare est la revanche du pouvoir exorbitant de la DC. Vous, Messieurs de la majorité, laissez aller l'Etat en morceaux, vous abandonnez à eux-mêmes services et transports, vous laissez en l'état un système fiscal honteux, vous faites croire un déficit qui mène le pays au bord de la banqueroute.

Ce n'est pas ainsi qu'on prépare l'avenir de l'Italie. C'est pourquoi nous demandons au peuple italien d'envoyer un signal. Un signal pour dire que l'heure de tourner la page est arrivée. Un vote contre ceux qui haussent les épaules face aux protestations des femmes, des jeunes, des travailleurs, des plus âgés. Il suffit d'un signal, il suffit de peu. Nous vous demandons un vote en notre faveur aux européennes, même si ce vote, de votre côté, ne représente pas un choix définitif.

Un vote pour l'alternative. Le défi de l'alternative est aussi valable pour l'Italie que pour l'Europe, et en cela notre position nationale est absolument cohérente avec notre position européenne. Nous disons en effet : à gauche et pour la gauche en Italie, à gauche et pour la gauche en Europe.

Nous disons qu'ou bien l'Europe sera à gauche, ou bien elle ne sera qu'un plus grand marché où les plus forts chercheront à étouffer, à écraser, à supprimer les plus faibles, et elle ne sera alors en rien une authentique réalité supranationale démocratique.

L'Europe à laquelle aspirait Berlinguer, et à laquelle nous aspirons tous est celle de la liberté, de la démocratie, de la justice et de la solidarité. Nous voulons un changement réel. Une alternative réelle de programme et de gouvernement. Une mutation bien nette de ligne politique, de contenus et de choix politiques, qui soit claire dans chaque ville et dans chaque village italien.

La question capitale est celle que posait le même Berlinguer dans son mémorable article paru dans *Rinascita* en 1979 : «Voulons-nous une petite Italie réduite et perclue - demandait Berlinguer - toujours plus déséquilibrée dans ses aires géographiques, parcourue en permanence de tensions et troublée d'oppositions déchirantes, décadente, ou voulons-nous lui imprimer un processus de croissance civile et de transformation économique et sociale, démocratiquement dirigée et gouvernée ?»

Voyez, ils nous accusent d'être «mouvementistes», de donner trop d'espace, trop d'importance au mouvement des jeunes, aux mouvements écologistes, à ceux des femmes, à cette grande révolution non-violente de notre siècle qui fut si chère à Berlinguer. Nous sommes avec la fraîcheur, la générosité réfléchie des mouvements, qui n'appellent pas le désordre, mais qui sont au contraire exigeants d'un nouvel ordre, d'une nouvelle crédibilité, d'un véritable assainissement. Vous nous accuserez peut-être d'être des «mouvementistes» parce que nous sommes du côté du mouvement des étudiants et des travailleurs de Chine en lutte contre le vieil ordre, le vieux régime ?

Mouvementistes, ceux qui ne relient pas la lutte à la politique, aux exigences d'un nouveau gouvernement des hommes et des choses, ceux-là le sont : en ce sens, les mouvementistes, ce n'est pas nous, mais plutôt ces autonomes qui furent alors défendus et appuyés parce qu'ils attaquaient - vous en souvenez-vous ? - les berlinguéristes. Berlinguer était lui aussi devenu de plus en plus sensible et attentif à ces mouvements qui ne se définissaient pas sur le plan économique-social, mais qui affirmaient des droits civils et qui s'inspiraient d'idéaux et de valeurs.

Les mouvements pacifistes, écologistes, féministes, jeunes, rompaient et rompent avec les vieux schémas, avec les coalitions fossilisées pour porter à l'avant-plan les personnes, les problèmes, les choses. Pour porter au premier plan les programmes et leur contenu face aux formules et aux coalitions, ce qui fonde une nouvelle conception, transversale, des alliances sociales et politiques. Et aujourd'hui nous sommes au premier rang dans les combats des jeunes.

Avant tout dans la lutte des jeunes contre la drogue.

Il doit être clair que la lutte contre la drogue, si on veut vraiment qu'elle soit telle, doit être en premier lieu une lutte des jeunes, dans laquelle on écoute avant tout les jeunes. Ces jeunes qui, au cours de tous ces mois, ont manifesté sur toutes les places d'Italie contre la drogue, pour la solidarité, contre les marchands de mort. Nous nous souvenons quand Enrico Berlinguer lança le premier, dans de mémorables discours

aux jeunes, une grande campagne d'idées pour libérer les jeunes de la drogue.

La drogue est une arme terrible qui asservit, détruit la volonté de vie, et tue l'esprit de rébellion aussi, de millions d'hommes.

Mais pour combattre véritablement la drogue, on doit se tenir fermement au véritable objectif, qui est de frapper les grands trafiquants, les marchands de mort, les puissantes organisations multinationales qui contrôlent la production et le trafic de la drogue.

En Amérique, avec le Secrétaire Général de l'ONU Perez de Cuellar, j'ai parlé essentiellement de la drogue, des moyens et des possibilités de la vaincre. Il m'a dit que c'est une guerre difficile. Qu'il faut combattre des pouvoirs énormes. Mais que l'unique moyen est que chaque Etat, que toute la communauté internationale se batte à fond, sans faiblesses et sans fléchissements contre les grands et puissants trafiquants.

A Vienne, au Centre de Coordination anti-drogue de l'ONU, trois pays - la France, l'Allemagne et l'Angleterre - sont arrivés aux mêmes conclusions. La lutte contre la drogue, nous devons nous en rendre compte, se livre à ce niveau. Nous disons qu'un des objectifs prioritaires du «gouvernement mondial», de la nouvelle coopération internationale qui doit s'instaurer, est la coordination sous l'égide de l'ONU de la lutte contre le trafic des narcotiques.

Et j'ajoute que l'Italie, qu'une ville italienne comme Palerme, peut, avec Vienne, devenir un des centres de ce travail de coordination de l'ONU.

### *du côté des jeunes*

Ainsi on est vraiment du côté des jeunes.

Et on est vraiment du côté des jeunes si on y combat, comme nous voulons le faire, les mille formes de solitude, de tristesse des quartiers populaires et des bidonvilles, de la pauvreté moderne. Si on veut, comme nous le voulons, réaliser une sérieuse réforme de l'école, si on propose comme nous le faisons, un revenu minimum garanti, un salaire assuré pour qui n'a pas de travail, qui peut être lié à la disponibilité à la formation et au travail, et qui est aujourd'hui un droit élémentaire du citoyen, une élémentaire garantie sociale et de liberté.

On est du côté des jeunes si on propose, comme nous le faisons, la réduction du service militaire et son intégration au service civil.

Nous, communistes, sommes également solidaires, nous sommes, nous pouvons bien le dire, une vaste partie du mouvement écologiste italien. Mieux, nous avons l'orgueil d'avoir été avec Berlinguer, avec le Berlinguer de l'austérité, les précurseurs de ce mouvement. Aujourd'hui, nous sommes convaincus qu'une telle question est devenue centrale pour notre société, pour le destin même de la civilisation.

Farmopiant, Acna, Comigliano, Manfredonia <sup>(3)</sup>, les côtes sardes, celles de l'Adriatique, Karin <sup>(4)</sup>, autant de noms, autant de faits, qui rendent toujours plus évident et plus dramatique ce problème central. Nous l'avons dit à notre Congrès. Nous devons prendre en compte une nouvelle vérité fondamentale : l'histoire des hommes, celle de leurs besoins, de leurs misères et de leurs richesses se rejoignent désormais et mettent en jeu la biosphère, les équilibres écologiques, la survie même de la planète.

Personne ne peut se dispenser de prendre en compte cette nouveauté qui est la conséquence même de notre propre développement. Mais précisément pour cela, pour affronter cette grande question globale, il faut une politique capable de transformer l'actuel modèle de développement.

C'est pour cela que nous discutons et polémiquons avec les Verts fondamentalistes : vous est-il possible de vous déclarer ni de droite ni de gauche sans risquer l'éclatement de la potentialité même du mouvement écologiste ? Pensez-vous vraiment qu'il soit possible pour vous, comme vous le dites, de vous joindre à une majorité qui a derrière elle ces forces qui ont conduit l'Italie à la banqueroute dans le domaine de l'environnement ? Croiriez-vous vraiment à leurs promesses ?

Et encore : est-il possible de mener une bataille pour l'environnement en se tenant à l'écart et en faisant abstraction d'une lutte réformatrice plus générale, d'une lutte en profondeur qui aille aux racines des méfaits produits par un certain usage du pouvoir, méfaits aggravés par des intérêts précis et par des classes sociales bien caractérisées. Croit-on vraiment qu'il soit possible de mener une bataille pour l'environnement qui fasse abstraction ou soit finalement contre le mouvement des travailleurs ? Non. Les batailles pour le travail, pour les droits des

(3) entreprises polluantes

(4) navire transportant des déchets toxiques

citoyens, et pour l'environnement doivent devenir une bataille unique pour le progrès, ou ce seront autant de batailles perdues. Une force en mesure de souder et unir ces diverses luttes pour le changement est nécessaire. Le vert sans le rouge est une illusion.



### *solidaires des femmes*

Pour cela, nous communistes, nous sommes également solidaires et nous faisons partie des mouvements de femmes qui représentent une grande force, un ballon d'espérance pour tous. L'espérance d'une société qui soit pleinement et fondamentalement d'hommes et de

femmes. Nous sommes convaincus qu'un nouveau projet réformateur, qui se voudra vraiment projet de transformation qualitative de notre société, devra être fortement imprégné de la culture des femmes. Nous sommes convaincus que la force rénovatrice des mouvements des femmes représente une puissance qui doit transformer, avec la condition des femmes, la société toute entière. La lutte des femmes sous ses divers aspects pousse effectivement à une réorganisation générale de la société, de ses rythmes, de ses horaires, à une modification des modes de vie, des comportements, des rapports sociaux, de la compatibilité du développement. Une réorganisation qui permette à chaque homme et à chaque femme, indépendamment de son sexe, de développer sans discrimination une activité productive, de se consacrer à la famille, de vivre une vie affective plus libre. Aujourd'hui, nous voyons bien qu'une frénésie de consommation, que la primauté de l'argent, qu'une idéologie de «superman» sont les sources d'une violence continuelle contre les femmes, contre leur expressivité, contre leur liberté et en réalité contre chacun de nous ; aussi restons-nous convaincus que la révolution féminine peut être plus forte que tout, qu'elle peut être la plus grande révolution non-violente de notre temps, par l'affirmation de nouvelles relations humaines et en définitive d'un nouveau niveau de civilisation qui reconnaisse l'irremplaçable dignité de l'être humain, qu'il soit homme ou femme.

### *solidaires des travailleurs*

Nous, communistes, nous sommes à vos côtés, travailleurs, comme nous l'avons toujours été. Pour que le travail vous soit garanti. Pour que vos droits soient respectés. Vous avez vu. Nous avons bougé. Nous avons lutté. Nous avons dit que chez Alfa et chez Fiat on violait vos droits. Romiti <sup>(5)</sup> a fait la grosse voix. Mais à la fin on a découvert qu'à la Fiat et chez Alfa ces choses se passaient. Elles ne doivent plus arriver.

Voyez : si on se bouge, si on est uni, on peut vaincre. On peut obtenir ce qu'il est sacro-saint d'obtenir. Bougeons-nous donc encore. Contre l'exploitation. Pour l'emploi. Pour la démocratie dans les usines. Pour la défense de l'épargne des travailleurs. Et pour l'augmentation des salaires. La bataille du travail salarié doit redevenir centrale. De cette façon nous sommes aussi fidèles à la leçon de Berlinguer. Lequel était convaincu que ces intérêts, ces aspirations, en devenant conscients et en se faisant mouvements, rendaient une nouvelle sève à la politique. En ne se

(5) Administrateur de Fiat

dispersant pas, en ne se fragmentant pas, mais en se condensant en véritables mouvements politiques de masse, ils pouvaient introduire un nouveau cours politique dans notre pays et conduire à une autre organisation de notre société.

Telle était l'idée que Berlinguer avait de la politique. Une politique qui, partant toujours des hommes et des femmes devenait politique nationale, regard général qui s'ouvrait sur le monde. C'est également notre conception de la politique. Une politique nouvelle, nationale et mondiale. Une politique appelée à constituer au niveau mondial de nouvelles relations, de nouvelles solidarités, des directions communes. Une politique de justice, de liberté, de solidarité. Une politique pour l'Italie de demain, pour l'Europe de demain, pour le monde de demain. Enrico, tu nous as laissés voici cinq ans. Tout nous sembla plus obscur, plus difficile. Cependant nous avons résisté, nous avons médité tes enseignements, nous sommes allés de l'avant en restant fidèles à tes et à nos idéaux.

Et aujourd'hui nous nous battons pour l'eurogauche, pour le nouveau parti communiste. Et nous savons qu'avec ton exemple, ta lutte passionnée et tes idées, tu es à nos côtés.

Traduction française : Jacques CORRIERI

*Le tournant que représente le XVIII<sup>e</sup> Congrès dans l'histoire du PCI nous a amenés à adresser une série de questions à Piero Fassino, un des dirigeants actuels du PCI qui incarnent bien la nouvelle génération qui a pris en main les destinées du Parti. Il est sans doute un de ceux qui puissent le mieux nous éclairer « de l'intérieur ».*

*Ces questions portaient sur le caractère dépassé ou non de la scission du mouvement ouvrier entre communistes et socialistes, sur les efforts visant à recomposer la gauche à l'échelle européenne, sur la situation italienne, sur les nouveaux thèmes politiques que le PCI met en avant, sur l'écologie ... Les réponses qu'il nous a aimablement données s'inscrivent dans un cadre de réflexion cohérent, qu'il nous a semblé judicieux d'accentuer, en présentant ses réponses sous la forme d'un texte suivi, notre intervention - les questions - disparaissant dans l'opération. La structuration du texte et les intertitres sont donc de la rédaction des Cahiers Marxistes.*

## **les communistes, les socialistes, les verts et les autres ...**

**piero fassino**  
du secrétariat national du pci

### **de la crise du communisme...**

Au cours des 70 années qui nous séparent de 1920, l'Europe a connu le fascisme, le nazisme, la tragédie du stalinisme, la guerre d'Espagne, le traité de Munich, la seconde guerre mondiale. Et depuis la fin du conflit armé, la guerre froide, la division en blocs militaires et économiques rigides et antagonistes, la déstalinisation et l'établissement progressif de rapports Est-Ouest, la naissance de la Communauté Economique Euro-

péenne et son élargissement. Et finalement, dans les dernières années, une nouvelle phase de détente. Aux plans économique et social, l'Europe a connu durant ces 70 années une transformation gigantesque des conditions individuelles et collectives de vie et de travail. Enfin, pendant ces 70 années, les rapports entre communistes et socialistes ont traversé des phases extrêmement variées, des moments de polémique enflammée et des moments de forte unité d'action.

Il serait toutefois complètement sot de ne pas voir que les motifs de la division de 1920-21 ont été profondément modifiés par l'histoire.

On ne peut pas ignorer que les pays communistes ont connu des transformations, des crises et des changements tout aussi bouleversants que ceux connus par les pays de l'Europe occidentale.

Pour le PCI, il est donc totalement anachronique de parler encore de « mouvement communiste ». Depuis au moins 30 ans, nous vivons une crise irréversible de l'idée d'un mouvement communiste comme organisation centralisée et monolithique des partis communistes, dotée d'une stratégie mondiale organique, guidée par un centre de commandement unique. C'était une position qui pouvait tenir le coup tant que le monde était divisé en blocs opposés, quand la guerre froide contraignait toutes les forces politiques et tous les pays à des choix drastiques : il fallait se situer d'un côté ou de l'autre. Nous sommes passés de la guerre froide à une phase moins tendue, qui a vu la logique de fer des deux camps commencer à s'affaiblir. On ne peut pas oublier que c'est au nom de « l'unité du mouvement communiste » que se sont déroulées des tragédies comme l'invasion de la Hongrie, l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la restriction de la liberté et la répression de la dissidence dans les pays socialistes. Disons-le clairement : l'invocation du « mouvement communiste » a souvent pesé comme une chape sur les partis et sur les pays désireux de s'engager sur la voie d'un développement libre, autonome et démocratique du socialisme, et qui les en a empêchés. D'autre part, la dernière décennie a vu s'approfondir la crise des pays communistes, de ce communisme fondé sur un modèle à parti unique et sur l'identification parti/Etat. Il suffit d'examiner ce qui se passe en Pologne, en Hongrie, en RDA.

Regardons d'abord ce qui se passe en RDA : c'est le pays communiste le plus prospère, le plus riche, dans lequel les gens vivent dans des conditions de consommation et de revenus pas très éloignées de celles de l'Occident. Et pourtant les gens s'enfuient. Cela signifie qu'il ne suffit pas de garantir un certain bien-être, si on ne reconnaît pas des droits et la liberté.

Si on se penche sur la Hongrie, sur la Pologne, même sur la perestroïka en URSS, au-delà des nombreuses différences entre ces pays, on voit apparaître un trait commun : ces pays connaissent une

véritable « révolution démocratique » qui se réalise à travers la reconnaissance de la nécessité absolue d'élections libres, de la liberté de presse, du pluralisme syndical et du pluripartisme.

En bref : nous sommes en présence d'une crise du « communisme réel », c'est-à-dire de ce communisme qui a gouverné une partie de l'Europe pendant quarante ans.

### *... aux difficultés de la social-démocratie*

L'expérience social-démocrate a elle aussi été mise à rude épreuve par la restructuration capitaliste de ces dernières années : en Allemagne la CDU de Kohl, en Grande-Bretagne Madame Thatcher, en France le gouvernement de Chirac - heureusement de brève durée -, ont été la pointe avancée d'une offensive conservatrice et libérale qui a tendu à démanteler ou à réduire les conquêtes sociales et politiques du welfare state.

On se fourvoierait toutefois à établir une sorte de parallélisme : la crise du communisme est beaucoup plus aiguë et beaucoup plus profonde, et les difficultés rencontrées par la social-démocratie ne peuvent lui être comparées.

On ne peut pas non plus sous-estimer la contribution de la social-démocratie aux conquêtes de hauts niveaux de bien-être et de civilisation, notamment dans quelques pays européens.

Pourtant, les partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe occidentale s'interrogent aujourd'hui sur les limites de leur expérience : plus particulièrement, ils se demandent comment garantir les grandes conquêtes de la sécurité sociale, face aux nouvelles formes de marginalisation et de misère de la société moderne. Je pense aux contributions stimulantes de deux dirigeants du SPD comme Peter Glotz et Oskar Lafontaine.

Il s'agit d'une recherche qui ne regarde pas seulement les partis sociaux-démocrates, mais toute la gauche, et en premier lieu ces partis communistes qui, comme le PCI, ont concouru de manière déterminante à réaliser en Occident des conquêtes de liberté et de démocratie auxquelles on ne peut renoncer.

En somme, à l'Est et à l'Ouest, les modèles de la gauche se transforment et se rénovent profondément. Cette recherche se situe sur un terrain plus avancé, et elle redessine le profil de la gauche, en allant bien au-delà des divisions de 1920-21.

C'est toute la gauche, qu'elle descende de la II<sup>e</sup> ou de la III<sup>e</sup> Internationale, qui doit redéfinir sa propre identité face aux grands changements de ces années.

### *recomposer l'identité de la gauche*

Il faut pour cela passer outre aux vieilles catégories idéologiques et aux schémas abstraits. Il faut aussi que la gauche se recompose et qu'elle retrouve son unité autour de quelques choix fondamentaux.

En premier lieu, l'option fondamentale de la démocratie politique et de l'Etat de droit. La crise des pays communistes démontre que l'objectif de l'égalité sociale ne suffit pas.

Gorbatchev, dans un discours récent, a eu le courage et l'honnêteté d'affirmer qu'« il est temps d'introduire aussi en Union Soviétique l'Etat de droit ». C'est une affirmation éclatante qui va au-delà de l'ambiguïté de l'expression « démocratie socialiste ». La démocratie n'a pas besoin d'adjectif : il n'y a démocratie que lorsque tous les droits individuels de liberté, pour tous les citoyens, sont respectés et protégés.

Cette idée met en évidence la possibilité d'une nouvelle synthèse politique et culturelle fondée sur la rencontre entre la culture du mouvement ouvrier et socialiste, et la culture libéral-démocrate. Les grandes transformations de ces années les ont poussées toutes deux à regarder au-delà de leurs propres catégories culturelles et idéologiques : la pensée socialiste, partant de la centralité de l'égalité sociale en est venue petit à petit à récupérer les valeurs de la démocratie et de l'Etat de droit ; la pensée libéral-démocrate, partant de la centralité de la liberté en est venue petit à petit à récupérer la valeur de socialité.

Une occasion historique s'offre donc à la gauche en Europe, celle de réunir dans un seul projet politique les valeurs de liberté de la Révolution française, et les valeurs d'égalité de la Révolution d'Octobre.

### *l'europe : un enjeu central*

Un élément non-négligeable de la recomposition de la gauche, recomposition que nous souhaitons, concerne la définition du cadre dans lequel son action devrait s'exercer.

En effet, le processus d'intégration européenne est irréversible. Bien plus, l'échéance de 92 accélérera encore une profonde réorganisation économique, sociale, culturelle et politique à l'échelle continentale.



- Je suis le parti libéral italien
- Mais combien font les libéraux en Italie ?
- L'un dans l'autre, 2 %
- C'est mal barré pour les communistes italiens

Face à ce processus, une attitude de seule défense ou d'opposition a priori serait suicidaire pour la gauche.

La vraie question, c'est de savoir qui dirigera ces processus d'intégration dans les prochaines années : l'Europe sera une chose ou une autre, selon qui gouvernera et guidera l'intégration économique et politique.

Jusqu'à présent, les processus d'intégration ont été dirigés par des forces conservatrices ou modérées : ceci a conféré à l'intégration européenne un caractère arriéré fondé sur une libéralisation financière sans restriction, sur la dérégulation sauvage du marché, sur la destruction de la sécurité sociale. Cette intégration a été guidée et dirigée essentiellement par les banques, les grands groupes financiers, par quelques sociétés multinationales. Il est donc temps que la gauche sorte de la condition subalterne qui fut la sienne, et qu'elle renverse les tendances dominantes jusqu'à ce jour. C'est possible si la gauche réussit à orienter l'intégration économique et politique dans une autre direction.

Pour ce faire, la gauche en Europe doit se donner une stratégie et un programme adaptés aux contradictions venues à maturité pendant ces mêmes années : avec quelle politique du travail affronter le sous-emploi des jeunes et le chômage technologique, comment établir un nouveau rapport entre environnement et développement, comment dépasser la crise du welfare state, sous quelles formes de démocratie économique réaliser la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, comment contrôler l'internationalisation financière et les restructurations industrielles, comment répondre aux nouvelles questions posées par la révolution féminine, comment définir les politiques à mener pour réaliser une juste et solidaire intégration des citoyens extra-communautaires. L'ensemble de ces thèmes réclame des choix institutionnels tout aussi importants : quels pouvoirs législatifs et quel contrôle donner au Parlement européen, comment remplacer l'actuelle suprématie de la Commission de la CEE par un authentique « gouvernement européen », essentiellement responsable devant le Parlement européen.

Sur tous ces thèmes nous pouvons et nous devons collaborer avec les diverses forces de la gauche : communistes, socialistes et sociaux-démocrates, mouvements verts et écologistes, forces progressistes d'inspiration laïque et religieuse.

D'autre part, tous les partis européens se posent des questions et réfléchissent : le SPD allemand réécrit son « programme fondamental » ; le PSOE, en Espagne, s'interroge sur la manière de réaliser un rapport plus équilibré entre modernisation et justice sociale ; en France se déroule un débat significatif sur le rapport entre action de gouvernement et projet de transformation sociale ; le parti travailliste anglais sort d'une longue crise avec un programme et une identité profondément renouvelés. Le PCI, quant à lui, vient à peine de clore un Congrès qui l'a vu engager sa politique sur un « cours nouveau ». Et en Espagne aussi, le PCE est en train de se rénover, grâce à l'expérience de la Gauche Unie.

Tout cela est très important, et pourtant, on ne peut s'en contenter. Il ne suffit pas que la gauche se renove dans chaque pays pris séparément. Il faut que cette rénovation s'accompagne de la construction d'une politique d'inspiration continentale. C'est le grand thème de la construction de la « eurogauche », objectif auquel le PCI s'est attelé avec une grande conviction.

### *une politique d'alliance à l'échelle européenne*

C'est dans ce contexte que le PCI a noué avec les principaux partis socialistes européens des rapports de confrontation, de discussion et de convergence toujours plus fréquents. Désormais, nos rapports avec

les sociaux-démocrates allemands, avec les travaillistes anglais et avec les socialistes français sont consolidés et réguliers. Nos rapports avec les socialistes espagnols, grecs et autrichiens évoluent positivement. Un pas supplémentaire a été accompli en juin avec la participation d'une délégation officielle du PCI au Congrès de l'Internationale Socialiste en qualité d'observateur.

Immédiatement après les élections il a été question d'une adhésion des europarlementaires du PCI au groupe socialiste. Nous pensons que ce choix aurait témoigné d'un manque de souffle, et qu'il se serait révélé peu praticable. Le PCI a préféré s'assigner à lui-même et à toutes les forces de gauche un objectif bien plus ambitieux : construire au Parlement européen un nouveau pôle unitaire de gauche, en respectant les rythmes nécessaires et en s'appuyant sur une plate-forme clairement « européenne ».

C'est précisément dans cette perspective que se situe la décision du PCI de proposer au PC espagnol, au PC grec de l'intérieur et au Parti Socialiste Populaire danois de constituer au Parlement européen le groupe de la « Gauche Unitaire Européenne », comme une étape dans la réalisation de l'unité de la gauche au Parlement européen.

Nous sommes évidemment conscients que cette unité ne peut se faire du jour au lendemain, et que des conditions favorables devront venir à maturité. Il n'est pas douteux qu'une amélioration des rapports entre le PCI et les socialistes italiens est une des conditions nécessaires à la réalisation d'une plus solide unité de la gauche en Europe.

Dès à présent, le groupe de la Gauche Unitaire Européenne a signé un accord de consultation permanente avec le groupe parlementaire socialiste. C'est un événement très significatif qui ouvre de nouvelles perspectives dans les rapports entre communistes et socialistes. C'est un choix cohérent avec l'objectif de se consacrer, en respectant les rythmes nécessaires, à la constitution au sein de l'assemblée de Strasbourg d'un plus vaste groupe parlementaire de la gauche européenne.

Bien entendu, ces rapports avec les partis socialistes européens ne nous empêchent pas de maintenir des rapports bilatéraux avec les partis communistes d'Europe occidentale ; au contraire, nous espérons que ces partis voudront eux-mêmes participer à la construction d'une nouvelle « eurogauche » unitaire, et nous continuerons naturellement à rechercher à Strasbourg et à Bruxelles des possibilités de convergence et de travail commun avec tous les autres groupes parlementaires de gauche et progressistes.

## en italie

Sur le terrain italien, l'objectif que poursuit le PCI, c'est l'alternative, fondée sur un accord politique entre les forces progressistes et de gauche : communistes, socialistes et sociaux-démocrates, verts, républicains, catholiques progressistes. Il s'agit donc d'une forme d'union de la gauche, mais les analogies avec l'expérience française me paraissent risquées et approximatives.

Il y a en effet de nombreuses différences entre les systèmes politiques italien et français : le système électoral (en Italie, proportionnel; en France, majoritaire à deux tours); la géographie des partis; le rapport des forces à gauche - il est renversé, puisqu'en Italie, le PCI a environ deux fois plus de voix que le PSI, alors qu'en France, le PCF n'a qu'un tiers des voix du PS. Les rapports entre communistes et socialistes sont



très différents : il me semble, par exemple, que la ligne de fermeture, pétrifiée, choisie par le PCF a considérablement favorisé l'affirmation d'un certain recentrage du Parti Socialiste français.

De toute façon, il est évident pour nous que la réalisation de l'alternative implique le passage de la DC à l'opposition, ce qui mettrait fin à une situation qui a vu ce parti gouverner l'Italie de manière ininterrompue depuis 45 ans.

Naturellement, la réalisation de cette alternative ne sera pas facile : le plus grand obstacle est représenté par la politique du PSI qui continue à gouverner avec la DC, tout en sachant que cette alliance est sans perspective.

Il s'agit donc de créer les conditions de l'alternance. C'est à cet objectif que nous, communistes, travaillons, que ce soit en menant notre bataille d'opposition au Parlement et dans le pays, que ce soit en nous efforçant d'améliorer petit à petit les rapports entre communistes et socialistes, que ce soit en nous retournant vers la société civile pour rassembler toutes les énergies culturelles, productives, sociales disponibles pour une politique de réforme et de rénovation.

### *le rouge et le vert*

Ce renouveau implique la prise en compte d'une dimension relativement nouvelle de la politique : toute l'Europe connaît une explosion massive de sensibilité à l'environnement. Le mouvement vert n'est pas homogène, ni culturellement, ni politiquement. En Allemagne, par exemple, il sort d'une matrice essentiellement fondamentaliste ; en Italie, au contraire, le mouvement vert est plutôt issu d'une matrice progressiste et de gauche.

Il est significatif qu'en Italie, dans les conseils municipaux, les élus verts sont presque toujours alliés aux forces de gauche, au pouvoir ou dans l'opposition.

En tout cas, le mouvement écologiste est et sera une force dont il faudra tenir compte toujours davantage, et c'est à la gauche qu'il incombe d'établir des rapports d'alliance « entre le rouge et le vert ». Aussi parce que nous, communistes italiens, sommes convaincus qu'« il n'y aura pas de vert sans rouge ». Naturellement, ceci requiert de la part de la gauche qu'elle se mesure à cette nouvelle sensibilité avec une réflexion culturelle adéquate. La gauche, qu'elle soit de tradition communiste ou de tradition social-démocrate, est née et a grandi vissée dans la société industrielle. Pendant près d'un siècle, la culture de la gauche a été l'industrialisme, c'est-à-dire un modèle social et culturel qui fait du

travail et de la production des valeurs absolues, auxquelles toute autre chose, y compris l'environnement, est subordonnée.



Cette culture est en crise. Il y a un nombre toujours plus grand de citoyens - et en premier lieu de travailleurs - qui n'accepte plus de subordonner quoi que ce soit au travail et à la production. Au contraire, il s'agit de penser et de pratiquer un nouveau rapport, plus juste et plus équilibré, entre les exigences de la production, les revendications du travail et le besoin d'un habitat naturel dans un environnement non-pollué et libre.

Ceci nécessite bien sûr une nouvelle culture qui aille au-delà du productivisme, mais aussi des instruments légaux et de politique sociale concrets. Il s'agit, comme nous l'avons dit à notre dernier Congrès, d'entamer une véritable « restructuration écologique de l'économie », qui fasse de l'environnement et de sa protection un pilier d'une nouvelle qualité du développement.

### *changer au moins aussi vite que les choses elles-mêmes*

C'est dans ce contexte que nous avons récemment porté sur les fonts baptismaux notre shadow-cabinet. Celui-ci constitue un authentique « gouvernement de l'opposition », destiné à rendre notre action d'opposition plus efficace et plus pénétrante. En outre, la constitution d'un shadow-cabinet rend plus claire aux yeux de l'opinion publique l'idée qu'un gouvernement ou une majorité différente de l'actuelle est possible en Italie.

Elle est possible et elle est nécessaire, parce que notre société change de peau, de visage et d'identité, avec une accélération inédite de

tempo et de modalité : ce qui se déroulait jusqu'il y a quelque temps en lustres ou en décennies se déroule en deux ou trois ans ; ce qui requérait une lente et graduelle maturation subjective explose en libérant une grande charge traumatique. Il n'y a pas un domaine - du travail à l'organisation de la production, des formes d'organisation sociale aux manières de gouverner - qui ne soit le siège de mutations objectives et de l'émergence de nouvelles subjectivités. Sans exagérer, on peut et on doit parler cette fois d'une vraie transition de phase, d'un changement d'époque. On pourrait m'objecter qu'au cours de ces dernières années, la gauche - et aussi les communistes - a souvent annoncé, avec pas mal de désinvolture, la fermeture ou l'ouverture d'anciennes ou de nouvelles phases. Cette critique est probablement fondée. Mais cela n'empêche ; aujourd'hui, il me semble que nous nous trouvons à un passage critique de longue portée pour la société européenne : l'Europe est en train de passer, rapidement et de manière complexe, d'un modèle social industriel - par nature stable, rigide, structuré - à un modèle social nouveau, néo-industriel, beaucoup plus mobile, dynamique, flexible.

La société est traversée dans toutes ses articulations par la dualité crise/transformation : aucune classe, aucune couche sociale ne demeure pareille à elle-même. La classe ouvrière change, sa composition matérielle s'élargit en englobant un plus grand nombre de travailleurs salariés. De nouvelles formations sociales surgissent, et leur localisation dans la production et dans les rapports sociaux produit des intérêts et des projets qui se déplacent dans la direction d'un développement progressiste. D'autre part, de nouveaux antagonismes surgissent, faisant apparaître des contradictions nouvelles et aiguës (on peut penser au chômage des jeunes ou au dramatique problème de la drogue) ainsi que de nouvelles subjectivités (la défense de l'environnement, l'égalité des sexes, la lutte contre la marginalisation, etc.), qui ne se laissent pas réduire aux schémas traditionnels des conflits de classe, puisque ces nouvelles contradictions traversent horizontalement toutes les classes et toutes les couches sociales.

Entendons-nous bien : ceci ne signifie nullement que les classes sont en voie d'extinction, que les conflits sociaux sont dépassés, ou encore, que le changement des rapports de production et des rapports sociaux appartienne au passé. Le conflit social n'est certainement pas dépassé, et il se reproduit aussi là où sont rassemblés des cols blancs à la place de cols bleus ; l'orientation régressive et unilatérale de la gestion des processus de restructuration illustre à quel point le changement des rapports sociaux continue à être le noyau dur du gouvernement de la société. Il ne s'agit donc pas de nier l'existence des classes et de la lutte des classes. Il s'agit plutôt de repenser les contenus, les modalités, les

rythmes, les acteurs, les conditions nécessaires de la relance d'une nouvelle phase de développement et de progrès.

Certes, poser la réflexion en ces termes, c'est pour la gauche un choix culturel courageux avant même d'être un choix politique. Une phase de transformations importantes et rapides peut pousser beaucoup d'entre nous à s'interroger sur les « dangers » que comporte l'ouverture d'une discussion tous azimuts. Mais gare à ce qui se passerait si la gauche adoptait une attitude purement défensive, en tentant de sauvegarder un modèle qui a fait ses preuves, mais sans se préoccuper de savoir si les conditions de validité de ce modèle existent encore ! Ce serait une opération politiquement perdante dès le départ.

Le passage à une nouvelle phase de développement et de progrès dépendra pour une grande part de qui guidera la transformation, de la position politico-culturelle qui s'affirmera, de la classe qui jouera le rôle dirigeant.

Tout cela se ramène d'ailleurs à une question cruciale : face au nouveau qui avance, face à des changements radicaux, face à des contradictions inédites, le mouvement ouvrier ne peut répondre en s'appuyant sur les catégories du passé, comme si les changements du réel ne déterminaient pas et n'appelaient pas en retour d'autres changements dans notre manière d'être et de penser. Nous avons face à nous une société plus mobile, plus dynamique, plus flexible. La société vit toujours plus « en temps réel ». Le « changement », c'est-à-dire l'évolution continue et la modification des choses, est une condition récurrente de la vie quotidienne, et il devient un indice de la vitalité et du niveau de liberté de la société. Ceci exige de nous un grand effort pour abandonner une manière d'être qui a souvent fait presque apparaître la gauche comme une force de « conservation », plus statique, plus immobile, plus rigide que le réel.

# la reconstitution de l'identité dans l'expérience du parti communiste italien

giovanni carpinelli

*L'intérêt des Etats est, comme toutes les choses humaines, sujet à mille révolutions. Les mêmes lois et les mêmes coutumes deviennent successivement utiles et nuisibles au même peuple.*

C.A. Helvétius, *De l'esprit* (1758)

D'une certaine manière, la notion d'identité désigne un invariant, une constante. On ne change pas d'identité comme on change de chemise. Les traits qui composent l'image caractéristique d'un être singulier ne peuvent changer que très lentement. D'où cette impression d'immobilité, de fixité, que l'identité peut donner. Impression trompeuse, car l'identité peut aussi changer, et assez radicalement, surtout dans le long terme, et pour les organisations bien plus que pour les individus.

Il y a, bien sûr, une identité des organisations <sup>(1)</sup>. Elle réside, comme pour les individus, dans la conscience subjective d'une invariante singulière. Pour les organisations, la «conscience subjective» peut être moins facile à déterminer. Elle peut être multiple, elle peut donner lieu à des images qui ne coïncident pas. Elle n'existe qu'à travers des déterminations individuelles. Ce qui peut donner une identité officielle, qui correspond aux déterminations individuelles des dirigeants et une identité ordinaire, qui a cours parmi les membres de l'organisation. De toute façon, avec l'identité, nous sommes dans le domaine de l'image, de la conscience, du paraître et du ressentir, et non pas de la réalité, de l'action, de l'être et du faire. Il y a, évidemment, des rapports plus ou moins intenses entre l'image et la réalité, entre la conscience et l'action. Mais il vaut mieux distinguer analytiquement les domaines. On pourrait se servir du mot «nature» pour désigner le pendant objectif de l'identité, ce qu'une organisation est vraiment, ce qu'elle réalise effectivement dans l'action.

Ce texte a essentiellement pour but de montrer que, dans le cas du parti communiste italien, la «nature» a changé plus vite que l'identité. Pour des raisons qui tiennent à la continuité du groupe dirigeant et à l'escamotage des ruptures idéologiques, des transformations même profondes n'ont pas été menées jusqu'au bout et ont coexisté pendant longtemps avec des éléments plus anciens, qui devaient représenter en quelque sorte la part indestructible de fidélité au projet originaire. Il y a cependant un phénomène que les psychologues connaissent bien, et qui est perceptible même d'un point de vue sociologique <sup>(2)</sup>. Un individu peut avoir une identité multiple, mais il n'y a pas **dans le domaine de l'identité** un fond et une surface.



Un visage caché, une attitude cachée, qui ne se manifestent pas dans l'action, ne sont pas plus «vrais» que le «masque» affiché, ou le comportement adopté en fonction des circonstances, ou d'une situation. Au contraire. Car la situation qui justifie l'existence des «masques», du comportement «provisoire», peut durer longtemps. Et l'heure de vérité peut se faire attendre et ne sonner jamais. Comme quoi, le «fond» finit par relever de l'imaginaire, et la «surface» pour honteuse qu'elle soit, est de plus en plus seule, dans les faits, à tenir son rôle, à «jouer le jeu».

La connaissance «par analogie» est une fausse connaissance. Ce qui se passe dans le cas des individus ne se passe pas nécessairement de la même manière dans le cas des organisations. L'analogie entre l'individuel et le collectif pourrait même être tout à fait trompeuse. Elle peut suggérer des hypothèses, elle n'offre pas de certitudes. Cependant l'hypothèse est intéressante et elle mérite d'être explorée dans ses possibilités, sinon pleinement confirmée dans sa validité.

### *un rôle consolidé dans le temps*

La victoire du fascisme a représenté un élément décisif pour l'enracinement futur du parti communiste dans la société italienne. L'organisation rigide et les perspectives insurrectionnelles, qui caractérisaient au début les partis communistes, ont représenté un avantage par rapport aux structures souples et aux horizons parlementaires du parti socialiste dans la lutte contre l'oppression fasciste. L'«avantage» s'est traduit dans un sacrifice extraordinaire et dans une formidable dépense d'énergies. Le résultat a été le maintien d'un faible, et pourtant précieux, réseau organisationnel même dans les périodes les plus difficiles. En 1943, le nombre des cadres communistes en Italie pouvait se situer un peu au-dessus de 3000, probablement <sup>(37)</sup>. Ce n'était pas grand-chose dans un sens. C'était énorme en comparaison avec la faiblesse relative d'un parti socialiste qui n'avait pas à ce moment-là derrière lui tout son tissu traditionnel d'organisations parallèles (syndicat, coopératives...). Ces organisations avaient été détruites par les fascistes dans la première moitié des années 20. Elles furent reconstituées en partie sous une direction communiste pendant la Résistance et surtout après la Libération <sup>(4)</sup>.

Tandis que les socialistes subiront deux graves scissions, une en 1947 (à droite) et l'autre en 1964 (à gauche), les communistes deviendront à partir de 1948, même en termes numériques, le principal parti de la classe ouvrière. Un premier élément de l'«anomalie italienne» dans le domaine du mouvement ouvrier (et aussi en ce qui concerne le système politique) se met ainsi en place. Le cas français n'est pas fort différent à ce moment-là, du moins dans les grandes lignes <sup>(8)</sup>. A d'autres égards aussi, l'anomalie italienne a des traits qui rappellent l'anomalie française : la République italienne, qui s'installe d'une façon plus précise en 1948, ressemble bien plus à la IV<sup>e</sup> République française qu'à la Ve ; et la «troisième force» a une complexion faible et une vie dure dans les deux pays jusqu'à la fin des années 60. L'anomalie italienne n'était pas si isolée au départ. Elle aura sa phase de manifestation la plus aiguë dans les années 70. Elle a tendance à diminuer tout doucement depuis <sup>(9)</sup>.

La métamorphose social-démocrate du parti communiste italien doit être vue aussi dans ce cadre de l'«anomalie italienne» qui s'amenuise petit à petit, et de différentes manières ; une autre manière, en effet, est la croissance électorale du parti socialiste italien à partir de 1980 : il avait eu 9,8% des voix aux élections législatives de 1979 ; il est passé à 11,4% en 1983, pour arriver à 14,3% en 1987.

Entre 1946 et 1948, le parti communiste s'est affirmé aussi comme le «deuxième grand» de la vie politique italienne. Et il l'est encore maintenant. Entre 1963 et 1976, et après 1979, il a incarné seul, ou presque, l'opposition de gauche aux gouvernements successifs, qui ont toujours été formés par le «premier grand», le parti le plus important, la Démocratie chrétienne et par un nombre variable d'alliés. D'ailleurs la Démocratie chrétienne est au gouvernement en Italie d'une façon ininterrompue depuis 1944.

### *la fonction de gouvernement indirect*

Le rôle que le parti communiste a joué dans l'opposition, surtout de 1948 à 1976, ne peut pas être compris si l'on assimile opposition et exclusion du pouvoir. Dans le système politique italien, tel qu'il a fonctionné de 1948 à 1976 précisément, l'opposition communiste était exclue uniquement du pouvoir gouvernemental direct. Elle a cependant exercé une fonction de gouvernement indirect, et elle a participé d'une façon significative au processus de décision parlementaire.

Du point de vue de la nomenclature historique, le mot «centrisme» désigne, en Italie, seulement un certain type de coalition gouvernementale formée par la Démocratie chrétienne et par d'autres partis situés au centre de l'échiquier politique. L'inclusion des socialistes dans une telle majorité et l'exclusion des libéraux ont fait parler de centre gauche. D'un point de vue typologique, «centrisme» et «centre gauche» n'en correspondent pas moins **tous les deux** à une situation caractérisée par un phénomène auquel on peut donner, à l'instar de M. DUVERGER, la dénomination unique de «centrisme». Ce phénomène a lieu quand les majorités gouvernementales sont formées par des modérés qui laissent subsister tant sur leur droite que sur leur gauche une opposition de caractère extrémiste. Dans une situation politique dominée par des alliances de type centriste, un parti révolutionnaire bien organisé et doté d'une certaine force électorale arrive à exercer une fonction de gouvernement indirect par la menace qu'il fait peser sur l'avenir de la majorité : «la peur de voir croître le péril rouge (pousse) la droite et le centre à consentir quelques réformes» <sup>(7)</sup>. Sur la base d'un tel mécanisme, le parti

communiste a obtenu bien des résultats dans l'Italie des années entre 1950 et 1970. La fonction de gouvernement indirect a cependant abouti à une division permanente et pernicieusement fonctionnelle des tâches : d'un côté, le parti révolutionnaire qui s'agite, mais qui **ne saurait pas gouverner** ; de l'autre, les partis modérés qui font barrage à la révolution et qui sont les seuls légitimés à gouverner. Cette division des tâches n'a pas été radicalement renversée par la politique de solidarité nationale entre 1976 et 1979. Le parti communiste a eu beau montrer qu'il était «responsable». Il n'est pas parvenu à exercer **directement** des fonctions gouvernementales.

Dans le Parlement de la République italienne, dès la première législature qui a débuté en 1948, les majorités gouvernementales n'ont pas été seules à «faire la loi». Spécialement sur des questions mineures, elles ont souvent négocié avec l'opposition. Cette pratique s'est principalement développée dans le cadre des commissions parlementaires, qui souvent détiennent et exercent directement le pouvoir législatif. Sur la base d'un échantillon statistiquement significatif, il est permis d'arguer que sur les quatre cinquièmes des lois promulguées entre 1948 et 1972, les élus communistes ont voté pour ou se sont abstenus <sup>(6)</sup>. Le recours à des majorités parlementaires élargies comporte un prix aussi bien pour les partis gouvernementaux que pour l'opposition. Les partis gouvernementaux doivent accepter de modifier sur certains points leurs projets de loi, ou donner leur appui à un nombre déterminé de projets présentés par l'opposition. A leur tour, les communistes, en échange de quelques modifications obtenues, sont devenus très souvent responsables eux aussi de mesures inspirées de critères qui n'auraient pas dû être, normalement, les leurs, ou qui rendaient leur politique méconnaissable. C'est ainsi que l'opposition a pu sembler - et a été en bonne partie - plus préoccupée de corriger dans le détail la politique du gouvernement que d'élaborer ses propres projets selon une logique autonome <sup>(7)</sup>. Au cours de l'été 1989, on a vu finalement surgir un cabinet de l'opposition, selon le modèle du **shadow cabinet** britannique. Les dirigeants communistes ont voulu montrer par là l'importance qu'ils attribuent désormais à l'élaboration cohérente d'une politique qui ait, même dans l'immédiat, **son** échelle des priorités et ne ressemble donc pas à une suite mal coordonnée d'actes glissés dans les interstices d'un mécanisme fondamentalement régenté par d'autres. C'est une méthode qui a peut-être une coloration sociale-démocrate. Elle devrait, de toute façon, dans les intentions de ses promoteurs, donner des contours plus nets et vigoureux à l'image politique du parti.

## *l'apparition d'une identité communiste nationale*

Quand est-ce que le parti communiste italien a commencé à acquérir une physionomie différente par rapport à ses homologues, aux autres partis communistes qui agissaient dans le cadre d'une démocratie parlementaire ? La tentation de rétrodater les tournants est grande. Le culte de la continuité dans la tradition communiste italienne pousse naturellement à voir dans le «nouveau» le «déjà prévu», à montrer que l'«actuel» n'est que l'aboutissement, le développement le plus approprié, du «potentiel» dans d'autres conditions. C'est une vilaine habitude, un défaut infernal, qui brouille fâcheusement les pistes. De plus, il justifie les soupçons de tous ceux qui considèrent comme apparents les changements dans les partis communistes et qui croient à l'existence d'un «invariant communiste»<sup>(10)</sup>.

Pour s'y retrouver, il faut au moins distinguer entre changements mineurs (dans le système, dans la structure), et changements structurels (du système, de la structure). Le culte de la continuité doctrinale a amené les novateurs à présenter les changements comme des développements, des adaptations, **ce qui en a certainement diminué la portée**. La peur du changement trop brutal produit la viscosité dans le changement. La nouveauté s'impose, avec le temps, non pas en balayant l'anachronisme, mais en se superposant à l'anachronisme, qui est tenu en vie artificiellement par le biais de redéfinitions et rafistolages. Un aspect d'innovation radicale dans la démarche récente d'Achille OCCHETTO est offert précisément par la référence à une part indispensable de discontinuité.

Au cours de son histoire, le parti communiste italien a acquis successivement des conformations caractéristiques (identités globales), qui étaient partiellement différentes les unes des autres. Les changements structurels de l'identité globale ont été rares. Le plus souvent c'est le caractère de tel ou tel élément déterminé (identité particulière) qui a changé, sans que la composition et l'équilibre de l'ensemble soient fortement modifiés. Si l'on prend évidemment le point de départ (l'image du parti communiste en 1921) et l'aboutissement actuel, le changement est énorme. Mais il s'est produit peu à peu, et d'une façon irrégulière. Il y a eu des modifications élémentaires et progressives. Il y a eu aussi des bouleversements assez profonds.

Les années qui vont de 1944 à 1947 correspondent à une phase de bouleversement profond dans l'identité du parti communiste italien. C'est alors qu'une nouvelle conformation caractéristique et durable est apparue. Cette conformation s'est par la suite largement maintenue

jusqu'à la moitié des années 70. Comment désigner, brièvement, ce type d'identité globale ? L'expression qui convient le mieux est peut-être «identité communiste nationale». Les traits «italiens» s'accroîtront à partir de 1956. Mais les circonstances mêmes qui ont rendu possible une telle accentuation s'étaient dessinées elles aussi entre 1944 et 1947.

D'une façon constitutive, l'identité communiste nationale est double, elle inclut et essaie de relier le mieux possible deux éléments : le rôle national immédiat du parti et l'appartenance du même parti au mouvement communiste international. Le canevas de base n'est pas nouveau. Il remonte à 1928 pour la confusion entre l'internationalisme et la fidélité à l'Union Soviétique <sup>(11)</sup>. Il remonte à 1935, au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, pour la scission entre une attitude favorable à la démocratie parlementaire dans le présent et la référence assez claire à un pouvoir socialiste absolu pour l'avenir <sup>(12)</sup>. Cette scission ne disparaîtra pas de sitôt. Elle laissera des traces jusqu'à la première moitié des années 70, dans le cas du parti communiste italien du moins <sup>(13)</sup>. Elle sera à la base de ce phénomène que TOGLIATTI même appellera en 1956 la «doppiezza» (la «duplicité»). Selon beaucoup de militants et cadres communistes, si le parti avait choisi le terrain de la démocratie par ruse, par «tactique», il avait d'autre part des «plans secrets» d'un tout autre genre ; il serait ainsi resté fidèle à la perspective léniniste traditionnelle. Togliatti en 1946 n'employait pas le mot «doppiezza», mais il avait déjà perçu le phénomène <sup>(14)</sup>.

En 1946, et en fait depuis que, en 1944, Togliatti était revenu d'Union Soviétique et avait prononcé ses premiers discours en Italie, l'avenir était toujours occupé par une perspective de type léniniste, comme en 1935. Mais le présent dans lequel l'attitude favorable à la démocratie parlementaire s'inscrivait, commençait à s'allonger indéfiniment. De plus - et il y avait là une contribution originale de TOGLIATTI - la liaison entre le régime qu'il fallait fonder dans le futur immédiat et le socialisme de l'avenir le plus lointain était réalisée avec beaucoup d'habileté. L'Italie devait se donner, selon Togliatti, un régime démocratique progressiste (**democrazia progressiva**) et ce régime était présenté comme une étape sur le chemin du socialisme.

Les communistes ont joué un rôle certain dans l'élaboration et l'approbation de la Constitution républicaine en 1947. Dans le climat de la guerre froide, ils ont même un moment pris quelques distances à l'égard du texte constitutionnel. Ils semblent avoir eu peur de céder à une sorte de fétichisme démocratique <sup>(15)</sup>. Ces réserves seront oubliées par la suite. La conciliation entre l'élément démocratique et l'élément socialiste aura justement sa clé de voûte dans une certaine idée de la Constitution

La loi fondamentale de l'Etat deviendra ainsi le passage obligé pour la réalisation du socialisme. Les communistes diront même plus. Ils vont suggérer que l'application intégrale de la Constitution, et la logique des principes directeurs formulés en ouverture du texte, rendent nécessaires des transformations dans le sens du socialisme <sup>(16)</sup>.

Si l'attitude favorable à la démocratie parlementaire n'était pas une nouveauté absolue en 1944, et si elle ne représente pas une particularité italienne, sur un autre terrain il y a eu par contre une nouveauté beaucoup plus grande, une véritable rupture par rapport à la tradition, et un élément d'originalité italienne. C'est l'organisation du parti. Depuis 1944 la plus large ouverture a été consentie aux inscriptions. La petite secte de cadres et de militants a été remplacée par un parti de masse : 500.000 membres en 1944, 1.770.000 en 1945, 2.068.000 en 1946...

Le Statut que le parti s'est donné au Ve Congrès, en janvier 1946, doit accompagner cette croissance. A l'article 2, il lie l'adhésion à des exigences purement pragmatiques : pour demander une carte, il suffit d'accepter le programme du parti tout en s'engageant à le réaliser. Plus loin, l'article 5 indiquait parmi les devoirs de chaque adhérent au parti celui d'«acquérir et d'approfondir la connaissance du marxisme-léninisme et d'en appliquer les enseignements dans la solution des questions concrètes». En 1979, cette formulation a été remplacée par une autre bien moins contraignante : chaque adhérent doit «accroître ses connaissances culturelles et politiques et approfondir l'étude de l'histoire et du patrimoine d'idées du parti communiste italien et de tout le mouvement ouvrier ou révolutionnaire» <sup>(17)</sup>.

### *la dimension réformiste*

Une dimension qui est relativement faible, à l'intérieur de l'identité communiste nationale, entre 1944 et 1947, et encore au-delà, c'est bien la dimension réformiste. Le parti réclame des réformes, après la guerre, dans son programme officiel. En fait il n'est ni précis, ni pressé, du moins dans le secteur industriel et financier. Par contre, la «réforme agraire» a joué un rôle important dans la mobilisation communiste surtout en 1949 et en 1950 ; elle concerne, alors, essentiellement une redistribution de la propriété ou des améliorations pour les paysans dans les contrats de fermage <sup>(18)</sup>. En 1949 la dimension réformiste se développe aussi avec le Plan du travail proposé par la CGIL, le syndicat communiste et socialiste placé sous la direction du communiste G. di VITTORIO. En 1956 le parti communiste même consacre une partie importante de son élaboration dans le domaine du programme aux «réformes de structure» <sup>(19)</sup>. Si la

métamorphose social-démocrate des communistes italiens en ces dernières années a une origine lointaine, et tout à fait noble de surcroît, c'est là qu'il faut sans doute la chercher, dans cette orientation réformatrice qui commence à se dessiner entre 1949 et 1956.

1956, c'est l'année du Rapport Khrouchtchev, et de la révolte en Hongrie. Dans l'attitude à l'égard de l'intervention soviétique en Hongrie, les socialistes et les communistes italiens qui étaient restés alliés jusque là, vont se diviser. Une certaine séparation était déjà en train de se produire. Mais les événements hongrois accélèrent le processus. Les communistes et une minorité du parti socialiste approuvent l'intervention soviétique, tandis que la majorité du parti socialiste prend la position contraire.

Dans les années suivantes, les socialistes se rapprochent de la Démocratie chrétienne. Ils entrent dans la majorité gouvernementale à la fin de 1963. L'industrialisation de l'Italie a progressé rapidement (le PIB a un taux de croissance de 6,7% par an entre 1951 et 1963) <sup>(20)</sup>. Les coalitions gouvernementales centristes, dominées par la Démocratie chrétienne, étaient à bout de souffle après 1953. Avec l'inclusion des socialistes dans la majorité, le camp gouvernemental arbore un programme réformatrice. Les débuts en 1962-63 sont assez impressionnants. La suite est décevante. L'élan réformateur du centre gauche est déjà brisé en 1964. Cependant l'alerte pour les communistes a été rude. Sagement, le parti a choisi de ne pas s'opposer aux réformes. Il met plutôt la majorité gouvernementale au défi d'exécuter les programmes étalés au début. Finalement la concurrence avec les socialistes se situe sur le terrain du réformisme. Les communistes visent à offrir l'image d'un parti qui a une volonté déterminée de réaliser effectivement les réformes et qui, pour cela, est d'autant plus autorisé à dénoncer le réformisme purement verbal de la majorité gouvernementale.

Cette opposition communiste au nom des réformes possibles avait pourtant une faiblesse. Le rapport entre les interventions conjoncturelles chaque fois souhaitées, et la perspective néanmoins maintenue de transformations structurelles, n'était pas clair. «L'analyse économique de la réalité empirique», ainsi que s'est exprimé à ce propos D. SAS-SOON, a été négligée au profit d'une attention beaucoup plus grande pour les problèmes culturels et théoriques <sup>(21)</sup>. Il n'y avait pas la liaison nécessaire entre le concret dans le présent immédiat et cet autre concret qui avait une importance stratégique, et qui devait aussi former l'objet d'une intervention dans un futur prévisible. Cette faiblesse ne sera pas éliminée dans la période suivante de la solidarité nationale, et encore après. Elle va plutôt s'aggraver dans les années 70. Elle caractérisera

notamment les programmes économiques communistes des années 1977, 1979 et 1981.

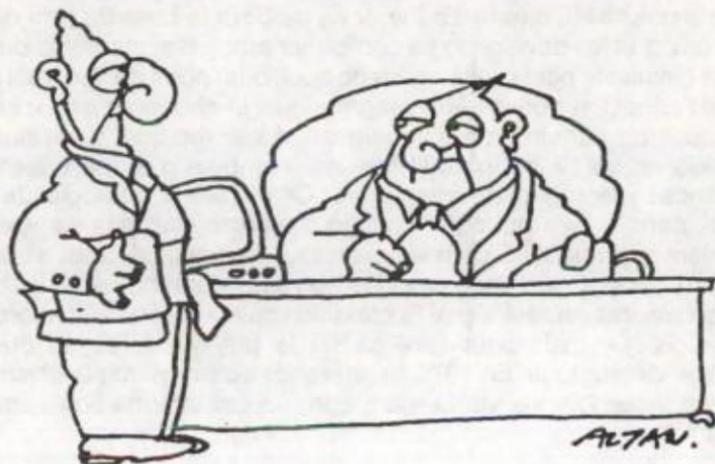
Lorsqu'on ne veut pas seulement gérer les affaires, mais qu'on a aussi l'ambition tout à fait honorable de toucher aux mécanismes structurels, il n'est pas suffisant, en effet, de laisser entendre qu'on va adopter un nouveau style de gouvernement. Il faudrait aussi indiquer la démarche que l'on compte suivre, assembler en un système cohérent les mesures auxquelles on attribue la capacité d'apporter, sinon des solutions définitives, au moins des changements positifs ; il faudrait encore donner, de ces changements positifs, une description qui ait la valeur d'une promesse déterminée. Ainsi les militants, ou l'opinion publique même, pourront vérifier un jour si les objectifs ont été effectivement réalisés. La difficulté, naturellement, consiste à donner «les réponses nécessaires, incisives et précises, sur les points névralgiques qui requièrent des choix»<sup>(22)</sup>. Sur ce terrain, la culture et la pratique communistes italiennes se sont avérées tout à fait décevantes, et dans les années 70 bien plus que dans les deux décennies précédentes, sans doute à cause des responsabilités accrues<sup>(23)</sup>.

Comment expliquer la propension redoutable de la culture communiste italienne pour l'idéologisme abstrait ? A. PIZZORNO établit une connexion intéressante à ce propos. Il y a une hétérogénéité de la base sociale dans les organisations communistes d'un côté, et il y a une présence considérable d'intellectuels au sommet de ces mêmes organisations<sup>(24)</sup>. L'explication de Pizzorno concerne le syndicat, mais elle semble pouvoir s'appliquer aussi au parti. L'universalisme abstrait du discours culturel et le flou des programmes les plus ambitieux sont des facteurs de cohésion... Ils n'ont pas d'effets négatifs trop évidents tant que le parti est dans l'opposition. Ils vont s'avérer clairement nuisibles quand, entre 1976 et 1979, le parti aura un rôle à jouer dans le cadre d'une majorité gouvernementale nouvelle.

### *un épanouissement mal assuré*

C'est une autre séquence d'événements qui va d'abord déclencher la crise de l'identité communiste nationale. Entre 1968 et 1981 le «socialisme réel» envoie des signaux inquiétants ou carrément négatifs. Les régimes se maintiennent, mais il le font en recourant à des méthodes brutales et voyantes : il y a l'intervention soviétique à Prague en 1968, la proclamation de la loi martiale en Pologne en 1981. En 1979 l'Afghanistan entre dans la sphère d'influence soviétique par un coup de force appuyé de l'extérieur. Des événements semblables s'étaient produits

I CINESI  
VOGLIONO  
DEMOCRAZIA. MANDIAMOGLI  
UN RAPPRESENTANTE  
CON IL CAMPIONARIO.



- Les Chinois veulent la démocratie.  
- Envoyons-leur un représentant avec le catalogue.

déjà dans les années 40 et 50. Ils n'avaient pas eu d'effet sur la direction du parti communiste italien. Clairement les paramètres, les critères, d'après lesquels les dirigeants jugent, ont changé ; Tchécoslovaquie, Afghanistan, Pologne : la condamnation formulée par les communistes italiens devient de plus en plus nette. Après les événements de Pologne. Enrico BERLINGUER déclare que la force propulsive de la Révolution d'octobre s'est épuisée <sup>(25)</sup>.

Les rapports avec l'Union Soviétique évoluent aussi. TOGLIATTI avait prôné le polycentrisme à l'intérieur du mouvement communiste international, déjà en 1956. De 1976 à 1979 une liaison régionale entre partis communistes prend forme. C'est l'«eurocommunisme». Avec les Italiens, il y a les Français et les Espagnols. Le modèle de socialisme à réaliser n'est plus au bout du compte le modèle soviétique. La liaison

entre le socialisme et les libertés démocratiques s'affirme comme une valeur permanente.

La duplicité communiste avait plusieurs aspects. Nous en avons déjà rencontré deux. Il y avait la distinction entre l'attitude favorable à la démocratie dans l'immédiat et la foi profonde dans un retournement ultérieur de type léniniste : et il serait injuste d'imputer une telle distinction uniquement à des militants mal informés <sup>(26)</sup>. Il y avait le contraste entre la possibilité offerte d'adhérer au parti sur la base du programme (immédiat) et le «devoir» de se conformer aux enseignements du marxisme-léninisme par la suite : comme quoi, d'un point de vue institutionnel, si l'adhésion pouvait être pragmatique, le cheminement successif impliquait un certain type d'imprégnation idéologique. Ce n'était pas mauvais en soi : il est normal que les membres d'un parti aient des références idéologiques communes. Cependant l'idéologie de référence, dans le cas qui nous occupe, ne permettait pas de «penser» aisément la pratique. D'où mille exercices savants, pédants, et parfois même grossiers, pour faire «cadrer» non pas la pratique avec la théorie - ce qui n'aurait pas été si mal (à condition que la théorie soit reformulée et élaborée) -, mais pour faire cadrer la pratique avec un mauvais héritage idéologique. En 1979, la référence au marxisme-léninisme est tombée, nous l'avons vu. Le parti communiste affirme son caractère laïque <sup>(27)</sup>.

Il peut paraître banal d'affirmer que la démocratie est une valeur universelle. Mais la valeur d'un énoncé ne dépend pas seulement de son contenu. Il faut voir **qui** produit cette déclaration-là, et par rapport à quel contexte. Ainsi «le roi est nu» est-il un énoncé banal, quand il a l'allure d'une constatation. Et pourtant...

Dans le contexte de la culture communiste italienne, attribuer une valeur universelle à la démocratie signifiait tourner le dos à un dernier aspect de la duplicité, à un aspect très enfoui dans beaucoup d'esprits, à toute une sophistique captieuse <sup>(28)</sup>. Cela signifiait tout simplement qu'il n'y avait pas deux poids et deux mesures dans le domaine de la démocratie. Ce qui valait pour l'Ouest, valait pour l'Est aussi. La plus solennelle des déclarations dans ce sens a été formulée par Enrico BERLINGUER à Moscou, le 3 novembre 1977, pendant une manifestation publique organisée pour le 60<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'octobre, en la présence de L. Brejnev : «L'expérience faite nous a amenés à la conclusion - et il en a été de même pour d'autres partis communistes dans l'Europe capitaliste - que la démocratie est aujourd'hui non seulement le terrain sur lequel l'adversaire de classe est obligé de reculer, mais aussi qu'elle est la valeur historiquement universelle sur

laquelle une société socialiste originale doit être fondée». Enrico Berlinguer n'a pas connu les événements chinois de cette année 1989. Il est mort en 1984. Après le déchaînement de la répression en Chine, cette année, Achille OCCHETTO a rappelé qu'un mouvement communiste international n'existait plus (ndlr : voir le texte du discours d'Occhetto dans ce n° des *CM*). Le parti communiste italien prenait encore une fois les distances et d'une façon encore plus dure que par le passé.

Finalement, le volet extérieur de la duplicité qui a caractérisé jusque là le parti communiste italien s'affaiblit considérablement dans la deuxième moitié des années 70. Le socialisme réalisé ne représente plus le modèle de socialisme à réaliser non seulement en fait, **mais aussi en ligne de principe**. Le lien avec l'URSS reste : mais il n'est plus de fer, il est de caoutchouc pour reprendre une formule de Giorgio GALLI <sup>(29)</sup>.

A l'affaiblissement du volet extérieur correspond dans les mêmes années, et surtout de 1975 à 1977, un renforcement du volet intérieur, du rôle dans la vie politique italienne. Il y a, certainement, un rapport de cause à effet entre les deux phénomènes. L'accession du parti communiste italien au pouvoir est dans l'ordre des possibilités qui s'ouvrent pour un futur assez proche en 1975. Certes, elle ne se produira pas, au bout du compte. Le parti restera à mi-chemin. Mais les dirigeants parlent déjà en futurs hommes de gouvernement, ils donnent des gages sur la manière dont ils conçoivent la démocratie. La perspective du pouvoir a, en somme, stimulé et accéléré la révision idéologique <sup>(30)</sup>.

La progression électorale réalisée par le parti communiste italien entre 1972 et 1977 a été exceptionnelle. Seule la Démocratie chrétienne avait fait mieux entre 1946 et 1948, quand elle avait bondi de 35% des voix à 48%. En 1972 le parti communiste avait eu 28% des voix ; il est passé à 33% en 1975 (élections régionales), pour arriver à 34% en 1976 (élections législatives). Dans le cadre de la représentation proportionnelle qui caractérise le système électoral italien, un résultat pareil peut bien s'appeler une victoire (on parle souvent de victoire pour beaucoup moins). En tout cas, le parti communiste était mis, par le résultat de 1976 plus spécialement, devant des tâches nouvelles auxquelles il n'était pas tout à fait préparé <sup>(31)</sup>.

La victoire communiste survenait dans une situation caractérisée par une crise grave dans la direction politique du pays. Depuis 1969, au moins, les gouvernements se succédaient sans vraiment faire face aux problèmes posés par une agitation sociale très large. Un tel climat avait favorisé le développement du terrorisme aussi bien sur une base idéologique d'extrême droite que sur une base idéologique d'extrême gau-

che <sup>(32)</sup>. Or, les élections de 1976, par leurs résultats, n'aidaient pas à résoudre la crise de direction politique. Ils l'amplifiaient même, car la droite, apparemment sur la défensive, pouvait craindre le débordement, sans que la gauche soit vraiment en état de gouverner. Le climat politique allait ainsi être marqué encore pendant plusieurs années par une sensation d'impuissance diffuse, où les éléments de tension se croisaient et s'alimentaient réciproquement, sans susciter de contre-mesures aptes à réduire le fond du malaise.

Finalement, les transformations confusément espérées par les uns, vivement redoutées par les autres, n'eurent pas lieu. Les anciens équilibres de pouvoir avaient été secoués, mais ils étaient encore solides. Les communistes avaient proposé depuis 1973 un «compromis historique», une alliance (sur un pied d'égalité) avec les socialistes et les démocrates chrétiens. Ils allaient être mêlés, après les élections de 1976, à la politique dite de la solidarité nationale : la Démocratie chrétienne seule formerait le gouvernement ; dans un deuxième temps, les communistes et les autres partis fidèles à l'esprit de la Constitution chercheraient un accord sur les mesures à prendre dans les domaines de l'économie et de l'ordre public ; dans un troisième temps, en mars 1978, les mêmes forces politiques, à la seule exception des libéraux, donneraient naissance à une majorité parlementaire. Pour les communistes, c'était une manière plus sérieuse et systématique de pratiquer le gouvernement indirect.

Dans le domaine de la gestion courante, la politique de solidarité nationale allait produire d'assez bons résultats : un assainissement du déficit et même l'apparition d'un surplus dans la balance des paiements, une inflation jugulée, une position bien assurée de la monnaie sur le marché des devises... Sur le plan social, les résultats étaient fort modestes, pour ne pas dire négatifs. Les travailleurs avaient dû consentir des sacrifices, pour lesquels le parti communiste n'avait réclamé dans l'immédiat aucune contrepartie précise. Les mesures destinées à favoriser la résorption du chômage restaient à l'état de projet ou avaient des effets dérisoires. La loi sur les loyers (*equo canone*) de juillet 1978 finissait par provoquer une large diffusion des contrats en noir. La lutte contre l'évasion fiscale ne prenait pas corps. Un service national de santé devait être mis sur pied. Il commencerait à fonctionner seulement en janvier 1980 <sup>(33)</sup>.

Sur le plan institutionnel, cependant, et d'une façon peut-être inattendue, la politique de solidarité nationale a abouti à un résultat très positif pour les communistes : l'acquisition d'une légitimité démocratique pleine, parce que généralement reconnue. Après 1979 ils ne sont plus

frappés par une interdiction de principe dans le domaine des fonctions gouvernementales. Ils ne sont pas relégués dans l'opposition à cause du danger qu'ils feraient courir aux institutions démocratiques s'ils devaient accéder au pouvoir. Ils sont dans l'opposition pour des raisons contingentes, liées au jeu politique du moment <sup>(34)</sup>. Ils peuvent briguer tous les postes. Depuis 1976, la Chambre des députés a un président communiste, Pietro INGRAO d'abord, Nilde IOTTI ensuite. Il ne faut pas que la patrie soit en danger, ou que tous les principaux partis se portent garants, pour que les communistes soient appelés à exercer des responsabilités ministérielles. C'est un changement dont les communistes mêmes ne percevront pas dans un premier temps toute la portée, et les avantages possibles d'un point de vue stratégique <sup>(35)</sup>.

Dans une optique qui n'est pas celle, exclusive, d'un parti, l'expérience de la solidarité nationale a aussi eu l'effet de donner des assises plus solides au système parlementaire en Italie. Elle a permis de tracer par la suite une distinction nette entre la nature démocratique du régime et les règles concrètes, le mode d'organisation que le régime s'est donnés. La nature démocratique du régime a fait l'objet d'un consensus plus large. Le mode d'organisation, par contre, s'est révélé de plus en plus inefficace et inadéquat. Un régime démocratique doit aussi être capable de produire des décisions importantes, qui ne se limitent pas à accompagner tant bien que mal l'évolution spontanée des affaires, mais qui introduisent des correctifs, des orientations nettes, des modifications significatives.

Des spécialistes sont allés jusqu'à affirmer que l'Italie n'était pas gouvernée <sup>(36)</sup>. C'est une exagération. Gouverner signifie aussi bien administrer que diriger. A partir des années 70 surtout, l'Italie n'a pas connu un gouvernement au sens plein (et double) du mot. Elle a été essentiellement administrée et fort peu dirigée. L'expérience de la solidarité nationale n'a pas représenté une exception dans cet ordre d'idées. Au contraire. La «culture du compromis historique» a engendré ce paradoxe ; «pour un grand changement il faut un grand rassemblement de forces (*schieramento*). Mais, d'une façon générale, le grand rassemblement oblige à garder un niveau modeste dans les programmes et à remettre à plus tard le projet» <sup>(37)</sup>.

Le parti communiste a retiré son appui au gouvernement de solidarité nationale en janvier 1979. Il n'en a pas moins payé un prix assez lourd pour la politique qu'il avait menée précédemment. La perte aux élections législatives de juin 1979 est sèche : 1.500.000 voix en moins, une chute de 4 points en pourcentage (de 34 à 30%). Le résultat est d'autant plus grave qu'il correspond au premier recul après la fin de la guerre ; de 1946

à 1976, en effet, le pourcentage des voix communistes avait progressé à chaque nouvelle élection pour le Parlement national. En 1977, les inscriptions au parti cessent d'augmenter ; le cycle positif qui s'interrompt ainsi est plus récent ; il avait commencé à se manifester à la fin des années 60.

### *l'irrésolution*

Une identité ne s'écroule pas à une date précise. Elle s'effrite et elle se met à changer plus ou moins lentement. L'identité communiste nationale est entrée dans une phase d'évolution accélérée à la fin des années 70. Elle ne pouvait plus compter sur les grands paramètres de son univers traditionnel. Elle avait trouvé un appui important dans une certaine interprétation de l'ordre constitutionnel ; mais l'ordre constitutionnel était aussi en crise. La question d'une réforme institutionnelle commençait à être à l'ordre du jour <sup>(28)</sup>. Un autre point de repère essentiel pour l'identité communiste nationale était ce qu'on peut appeler l'héritage léniniste : l'URSS, les régimes socialistes, les partis communistes. Tout dernièrement une spécificité européenne occidentale avait semblé pouvoir s'affirmer. Mais l'intervention soviétique en Afghanistan à partir de la fin décembre 1979 allait directement sonner le glas de l'eurocommunisme. Le parti français eut vite fait de justifier une telle politique au nom de l'anti-impérialisme. Le parti italien la désapprouva en faisant appel au principe de l'indépendance nationale.

Une fois abandonnées les vieilles références, ou, pour mieux dire, étant donné que les supports concrets des vieilles références chancelent, une phase d'incertitude assez grande s'ouvre. De plus, le parti vient de subir un échec qu'il ne soumet pas immédiatement à une analyse lucide. En participant à la majorité de solidarité nationale, il s'est situé, une fois de plus, sur le terrain du réformisme, il a suivi un chemin de type social-démocrate. Il a pu avoir des arrières-pensées ou des intentions non pas révolutionnaires, mais plus radicales que celles d'une social-démocratie purement gestionnaire. Il n'empêche que c'est dans le cadre culturel de la réflexion sur les stratégies sociales-démocrates qu'un bilan de l'expérience réalisée avec les gouvernements de solidarité nationale devrait se situer. L'identité révolutionnaire du parti communiste n'a pas joué un rôle dans les événements des années 70, en ce sens qu'elle n'a pas inspiré des comportements ou des propositions. Bien au contraire, elle a dû être niée et effacée, du moins en ce qui concernait le présent, l'actualité. Dans la texture même des événements, l'identité révolutionnaire du parti a été absente. Elle a seulement plané dans le ciel comme

un astre lointain, qui ne serait même pas l'étoile polaire et qui ne serait donc d'aucun secours pour le choix du chemin à suivre.

Mais que se passe-t-il ? L'expérience de la solidarité nationale n'est même pas encore arrivée à son terme que l'identité révolutionnaire refoulée occupe le devant de la scène, mais dans le domaine de l'idéologie. A Gênes, en septembre 1978, BERLINGUER proclame haut et fort que le parti communiste ne peut pas renier son histoire et ses idéaux pour jouer le rôle d'une social-démocratie, pour devenir une social-démocratie. C'est encore l'épouvantail de la social-démocratie qui est utilisé en 1981, pour expliquer pourquoi les communistes ont rompu avec la politique de solidarité nationale : *«La difficulté à laquelle les partis sociaux-démocrates ont dû faire face réside justement en ceci : que leur politique, en ayant l'illusion d'être réaliste et concrète, dans les faits est devenue souvent une adaptation à la réalité telle qu'elle est, et a conduit à mettre entre parenthèses l'engagement pour la transformation de la situation existante, les a amenés, donc, à l'obscurcissement et à la perte de leur autonomie "idéale" et politique par rapport au capitalisme. Notre "diversité" à l'égard de la social-démocratie réside dans le fait que nous, communistes, nous ne renoncerons jamais à cet engagement pour la transformation et à notre autonomie "idéale" et politique. Quand, par exemple, nous avons vu que notre participation à une majorité de gouvernement ne servait pas, étant donné la volonté des autres, à un processus de changements réels quoique seulement partiels, dans la façon de gouverner l'Etat et de faire vivre la population, nous n'avons pas hésité à abandonner cette majorité»* <sup>(39)</sup>. Curieuse explication, dans un sens. En termes purement logiques, elle n'est pas très cohérente. Berlinguer reconnaît que le parti communiste ne poursuivait pas une politique révolutionnaire («changements... seulement partiels»). La tentative qui a échoué était bien une tentative réformiste (si elle doit être classée quelque part à l'intérieur d'une dichotomie entre réforme et révolution). Le parti communiste après cet échec n'a pas la moindre intention d'adopter maintenant une stratégie révolutionnaire. La réaffirmation de la foi révolutionnaire a donc une fonction purement idéologique. Elle sert à rassurer les militants, en affirmant que la table des valeurs suprêmes n'a pas changé. Mais cette table des valeurs n'a jamais eu un début d'application pendant l'expérience de la solidarité nationale. La question n'est pas là. Le parti communiste a joué dans les faits un rôle social-démocrate. A-t-il bien joué ce rôle ? Est-ce que social-démocratie est uniquement synonyme de démission, de passivité, d'incapacité à pratiquer une politique de réformes ? Tel ne semble pas être le cas. En faisant valoir la fidélité aux objectifs révolutionnaires lointains, le parti communiste ne désigne pas une politique. Il avoue une incapacité. Il n'a pas su être efficacement

réformiste. Là est le vrai problème : quelles sont les limites, les carences, les inadéquations du réformisme que les communistes ont essayé de pratiquer ? Y a-t-il eu une véritable tentative réformiste, avec l'expérience de la solidarité nationale ? Pourquoi cette tentative a-t-elle échoué, si elle a vraiment été entamée ? En fait, elle n'a été entamée que d'une façon confuse.

Malheureusement, pendant plusieurs années, une bonne partie des principaux dirigeants communistes ne va pas trop s'interroger sur la qualité de sa culture réformiste. Un véritable écran de fumée idéologique empêche de mesurer l'importance d'un tel problème. Cet écran de fumée est nourri par des élucubrations sur la «diversité» communiste, sur une «troisième voie» possible entre la social-démocratie et le socialisme réel<sup>(40)</sup>. Une valorisation excessive de l'originalité fausse tout. Refusant et la social-démocratie et le socialisme réel, les communistes italiens s'installent dans une sorte de *no man's land* où il devient encore plus difficile de s'acheminer vers les déterminations plus précises. BERLINGUER a le sentiment d'une telle difficulté quand il écrit en décembre 1981 : *«Mais celle-ci (la "diversité communiste") est, justement, la prémisse : il faut que maintenant notre réflexion se poursuive et aborde les contenus concrets de l'action pour produire le renouvellement et nous renouveler nous-mêmes d'une façon authentique et non pas fictive ; c'est-à-dire que nous devons chercher à préciser en quoi une telle action consiste après avoir dit en quoi elle ne peut et ne doit consister»* <sup>(41)</sup>

### *le sens d'une métamorphose*

Ce n'est pas l'idéologie ou l'élaboration théorique abstraite qui vont mettre un terme à la crise d'identité dans le parti communiste italien. La crise d'identité va susciter toute une littérature<sup>(42)</sup>. Mais il n'y a pas un texte précis auquel on puisse faire référence comme au manifeste du renouveau. Pourtant ces textes aussi, dans la mesure où ils contiennent des analyses concrètes et aboutissent à des indications praticables, vont agir dans le sens du renouveau, à la longue.

Les impulsions décisives au changement viennent de la pratique. Au Parlement de Strasbourg, le groupe formé par les élus communistes italiens se rapproche des socialistes. A la différence du parti communiste français, le parti italien a fini par adopter, déjà dans le courant des années 60, une position de principe favorable à l'unification européenne. Dans la première moitié des années 80, et surtout à partir de 1984, il commence à attribuer une grande importance à la notion de «gauche

européenne» ; cette notion renvoie à la perspective d'une liaison étroite entre les communistes italiens et les socialistes des autres pays européens. Dans les thèses pour le XVIIe Congrès (1986), le PCI affirme qu'il est «une composante décisive de la gauche européenne». Intentionnellement ou non, la double négation, qui revenait à dire : ni sociaux-démocrates ni communistes autoritaires, a servi à assurer le passage. Au bout du compte, les communistes italiens vont vers une intégration de plus en plus nette dans le cadre des social-démocraties européennes. Ils ne deviennent pas pour autant plus «modérés».

Le radicalisme ou la modération d'un parti se mesurent aussi aux politiques concrètement menées. Somme toute, le parti communiste italien dans les années 70 a été fort modéré. Certainement il voulait aussi par là «rassurer», en faisant contrepoids par rapport au radicalisme de son objectif final (historique). Les intentions ne changent rien au résultat qui a été fort peu révolutionnaire et maladroitement, très faiblement, réformiste.

Le déplacement plus net, plus plein, de la force communiste italienne sur le terrain social-démocrate pourrait être un facteur de radicalisation effective. La question des objectifs lointains est importante. L'idée du but final est peut-être même dangereuse<sup>(43)</sup>. Elle comporte un degré redoutable de certitude dogmatique quant à une destination ultime de l'histoire humaine ; on peut remplacer «histoire» par «préhistoire» : le dogmatisme utopique reste. Les objectifs lointains sont utiles. Ils peuvent changer, ils peuvent être définis autrement en cours de route, mais ils permettent de savoir où l'on va, où l'on souhaite aller, où l'on voudrait en venir, dans le long terme, quand «nous serons tous morts» ainsi que le disait si bien KEYNES. Le niveau décisif est pourtant un autre. C'est le niveau de la liaison entre la pratique immédiate et les objectifs lointains. C'est donc le niveau des interventions structurelles, qui modifient les situations d'une manière durable, dans le sens voulu.

A ce niveau des interventions structurelles non seulement réalisées mais même projetées, l'action du parti communiste italien a été particulièrement faible ou inefficace dans les deux dernières décennies. Maintenant, avec la métamorphose sociale-démocrate en cours, le parti redécouvre le domaine des réformes structurelles, des propositions incisives ; il n'en est pas encore aux projets chiffrés en économie : mais il est animé de dispositions nouvelles à l'égard de l'administration publique (qu'il voudrait soumettre à des critères de productivité) et du marché (qu'il voudrait orienter sans nécessairement accroître le poids du secteur nationalisé)<sup>(44)</sup>.

Une sorte de vénération pour les règles constitutionnelles -vénération destinée à compenser les références à un autre type de légitimation possible, à un autre système de gouvernement -, la «culture de l'amendement», la peur aussi de prendre des risques avaient concouru à faire assumer aux communistes une attitude fort peu ouverte envers les problèmes posés par le mauvais fonctionnement des institutions dans les années 70 et encore après. Finalement il a fallu admettre que la fidélité à l'esprit démocratique de la Constitution n'était pas une bonne raison pour fermer les yeux sur la manière dont les pouvoirs souverains sont actuellement organisés et fonctionnent concrètement. De plus, après 1979, les autres partis n'ont pas hésité à modifier les règles du jeu démocratique à leur avantage. La tendance à réduire la participation marginale des communistes au pouvoir a été assez claire ; les règlements parlementaires ont été modifiés dans ce sens ; et les socialistes ont assez souvent préféré s'allier à la Démocratie chrétienne plutôt qu'aux communistes dans les administrations régionales et locales ; ainsi il arrivait que les communistes soient exclus du pouvoir même quand ils étaient de loin, comme à Turin par exemple, le parti le plus fort dans le sens de la majorité relative. En novembre 1987, un tournant s'amorce dans la politique générale du parti communiste, et il concerne tout particulièrement les problèmes institutionnels. Dans un rapport qu'il tient devant le Comité central, Achille OCCHETTO, parle d'une rupture (*discontinuità*) nécessaire avec le passé ; la recherche d'une grande coalition est jugée à ce moment-ci néfaste ; les programmes doivent avoir la priorité sur les alliances ; et, dans le domaine des programmes, il y a une nouveauté certaine : les communistes ne défendent plus l'organisation existante des pouvoirs souverains. Ils sont favorables à une grande réforme dans le domaine des institutions : *«la tâche nous incombe - avant qu'il ne soit trop tard - d'adopter les raisons de la stabilité, de la capacité de gouvernement, de l'efficacité et de la productivité que l'action de l'Etat doit avoir»* ; en même temps le problème de toucher à la loi électorale était posé, quoique d'une façon encore très prudente<sup>(45)</sup>. Un pas ultérieur sera franchi en octobre 1988. Achille Occhetto, qui est maintenant secrétaire du parti communiste, aborde dans ces termes le problème qui avait été laissé en suspens : *«La réforme des autonomies locales n'est pas concevable sans un nouveau système électoral qui permette aux citoyens de décider directement le programme qui devra être réalisé, les forces politiques, et les hommes appelés à le réaliser. (...) Aussi pour le gouvernement central, l'électeur a droit à ce que sa voix ait une signification précise, à ce que par son choix il puisse tout à fait clairement indiquer quelle majorité devra selon lui gouverner le pays»*<sup>(46)</sup>.

Une nouvelle identité du parti communiste italien est en train de

prendre forme <sup>(47)</sup>. Elle n'a pas remplacé brusquement l'ancienne. Elle s'est greffée sur certains aspects de l'ancienne identité. Elle a aussi des antécédents dans la tradition même du parti communiste italien. Elle a une caractérisation sociale-démocrate assez incontestable.

Ce changement est positif. Il va dans le sens d'une plus grande efficacité dans l'action et n'implique pas forcément un abandon des objectifs lointains. Il constitue une démonstration de vitalité, et d'assurance. L'idée que les traditions seraient naturellement statiques est pour le moins discutable. Une tradition qui n'établit pas un rapport dialectique avec le changement peut survivre comme témoignage du passé, mais



elle aura tendance à perdre cette force autonome qui, contrairement aux apparences, a son ressort dans l'ampleur et dans l'intensité des échanges avec le milieu environnant.

Une école, un courant culturel, une tendance politique et, à plus forte raison, un parti ont une autonomie et une vitalité qui sont strictement liées à leur capacité de s'ouvrir à l'innovation, et d'intégrer (ce qui ne signifie certes pas broyer) les apports extérieurs. La volonté d'ouverture comporte aussi une menace pour l'identité du groupement. Mais ici on voit combien l'analogie entre l'individuel et le collectif peut être trompeuse, quand il est question de l'identité. Un individu ne peut changer radicalement les traits de son identité pendant sa vie. **Mais un groupement peut avoir une vie plus longue que celle d'une génération.** Les hommes qui ont successivement dirigé le parti communiste italien ont appartenu à trois générations différentes : celle qui avait encore connu l'Italie pré-fasciste (Gramsci, Togliatti, Longo) ; celle qui est devenue adulte à la fin de la seconde guerre mondiale (Berlinguer, Natta) ; l'actuel secrétaire du parti communiste, Achille Occhetto avait vingt ans en 1956.

Dans toute construction, ou reconstitution, d'une identité il peut y avoir une part d'identification avec un modèle. Les qualités intrinsèques, et même les défauts caractéristiques, du modèle ont une importance relative. La manière selon laquelle le modèle est assimilé est bien plus importante. Elle ne saurait pas être mécanique. L'identité singulière est toujours le produit d'une différenciation. En s'identifiant de plus en plus avec les social-démocraties européennes, le parti communiste italien choisit une direction de recherche, un type de culture, un cadre de travail. Il ne trouve pas toutes faites les solutions aux problèmes précis qu'il doit affronter dans son contexte national.

Le crise d'identité avait plongé dans l'irrésolution le parti qui avait mené alors une action surtout défensive, par à-coups, au gré des circonstances. Maintenant les grandes lignes d'une solution à la crise d'identité ont été nettement tracées. Quelques choix exemplaires très généraux donnent le sens du changement. Il faut espérer que ces choix exemplaires soient suivis par une série innombrable de modifications précises et convergentes dans les programmes, dans les attitudes, dans la structure interne même du parti. C'est au niveau de la pratique diffuse que le renouveau doit prouver sa force et sa solidité.

## Notes

- 1) Ce n'est pas l'opinion de L. GALLINO, «Identità, identificazione», in *Laboratorio politico*, a. II, n° 5-6, sept.-déc. 1982, p. 145 ; mais l'identité des organisations et des groupes fait l'objet de longs développements dans le même numéro de revue : cf. F. CAZZOLA, «Le difficili identità dei partiti di massa», pp. 5-58, et G.E. RUSCONI, «Identità», pp. 158-197.
- 2) L. GALLINO, art. cité, pp. 153-155.
- 3) P. SPRIANO, *Storia del partito comunista italiano*, vol. V, Torino, Einaudi, 1975, p. 58.
- 4) Les origines lointaines du plus ample enracinement communiste dans la réalité italienne sont attentivement illustrées par H. PORTELLI, «La longue marche du Parti communiste italien», *Esprit*, nov. 1976, aux pp. 554-556 ; deux traits significatifs surtout se dégagent dans cet article : «S'affirmant toujours "communiste", mais revendiquant l'héritage socialiste, le PCI constitue (...) à ce premier niveau une réalité politique extrêmement complexe et pour le moins originale. Second trait essentiel, l'existence d'un véritable groupe dirigeant national et autonome vis-à-vis de l'Union Soviétique».
- 5) Des analyses plus détaillées feraient naturellement ressortir bien des différences. Voir, en ce qui concerne les différences entre PCI et PCF, S. TARROW, «Il comunismo in Italia e in Francia. Adattamento e trasformazioni», in *Il comunismo in Italia e in Francia*, a cura di D. BLACKMER e S. TARROW, Milano, Etas Libri, 1976, pp. 357-398.
- 6) Quant à dire que l'anomalie italienne, avec ses racines économiques et ses aspects sociaux, serait destinée à disparaître rapidement, il y a là un pas qu'il serait imprudent de franchir. Il faut lire, pour s'en convaincre, un livre d'autant plus significatif, à ce point de vue, qu'il est empreint par ailleurs d'une fierté certaine : G. SAPELLI, *L'Italia inafferrabile*, Padova, Marsilio, 1989. Sur le rapport possible entre anomalie italienne en général et fait communiste, cf. M. TELO, «Il Pci dall'eurocomunismo all'eurosinistra», *Problemi del socialismo*, n° 28 (= 6 de la nouvelle série), sept.-déc. 1985, pp. 224-225.
- 7) M. DUVERGER, *La Démocratie sans le peuple*, Paris, Seuil, 1967, p. 118.
- 8) Cf. F. CAZZOLA, *Governo e opposizione nel Parlamento italiano*, Milano, Giuffrè, 1974, p. 81. L'échantillon utilisé comprend 391 lois assez régulièrement réparties dans l'arc de cinq législatures ; il équivaut à 4,6% du phénomène global qu'il est censé représenter. Tout récemment encore, M. SALVADORI a écrit : «Il faut (...) tenir compte du fait qu'en Italie ce ne sont pas les deux Chambres qui sont à l'origine du processus législatif, mais les commissions parlementaires. Et dans ces commissions le PCI joue, avec l'accord direct des partis gouvernementaux, un rôle crucial dans l'élaboration des lois qui relèvent d'intérêts communs des forces gouvernementales et du parti communiste lui-même» («Gouverner en Italie», *Lettre internationale*, n° 20, printemps 1989, p. 72).
- 9) F. CAVAZZUTI, «La cultura dell'emendamento», pp. 24-35, in *Lettere da vicino*, a cura di L. BALBO e V. FOA, Torino, Einaudi, 1986.
- 10) On trouve l'expression *invariant communiste* notamment chez A. KRIEGEL, *Un autre communisme ?*, Paris, Hachette, 1977, p. 30.
- 11) F. CLAUDIN, *L'eurocommunisme*, Paris, Maspero, 1977, p. 32.
- 12) S. WOLIKOW, «Le PCF et le Front populaire», in R. BOURDERON et alii, *Le PCF*.

*Etapas et problèmes 1920-1972*, Paris, Edit. Sociales, 1981, p. 161.

- 13) Cf. aussi R. BELLAMY, *Modern Italian Social Theory*, Cambridge, Polity Press, 1987, p. 152 : «Even after 1973, when it inaugurated the much vaunted policy of a «historical compromise», the PCI continued to be ambivalent about the nature of the future communist society».
- 14) D. SASSOON, *Togliatti e la via italiana al socialismo*, Torino, Einaudi, 1980, p. 44.
- 15) *Storia del PCI attraverso i suoi congressi*, a cura di A. CECCHI, Roma, Newton Compton, 1977, p. 84.
- 16) *Ibid.*, pp. 152, 157 (rapport...), 167, 180 (... et conclusions de P. TOGLIATTI au VIII<sup>e</sup> Congrès, 1956).
- 17) Pour une comparaison avec le cas du parti communiste français, voir G. LAVAU, *A quoi sert le PCF ?*, Paris, Fayard, 1981, pp. 22-23, et S. TARROW, «Il comunismo in Italia e in Francia», cité, pp. 369-371.
- 18) L. CAFAGNA, «Note in margine alla "Ricostruzione"», *Giovane critica*, été 1973, pp. 5 et 7-8 ; *id.*, «I comunisti e le riforme», in *Il PCI allo specchio*, Milano, Rizzoli, 1983, pp. 591-595.
- 19) D. SASSOON, *The Strategy of the Italian Communist Party*, London, Frances Pinter, 1981, pp. 78-81 et 140-166. Sur les sources sociales-démocrates de ce choix, cf. M. TELO, *Le New Deal européen*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 1988.
- 20) Entre 1952 et 1970, l'Italie, par son développement économique, raccourcit la distance qui la sépare des pays européens les plus industrialisés. En 1952, le produit national italien par habitant était égal à un tiers environ de la même donnée statistique calculée pour la France ou la Suède. En 1970, il se situait autour de la moitié. La tendance au rattrapage s'est poursuivie depuis lors. En 1987, le niveau atteint, mesuré avec le même paramètre, était égal à deux tiers par rapport à celui de la France, et dépassait celui de la Grande Bretagne.
- 21) *Togliatti e la via italiana*, op. cit, p. 263.
- 22) L. CAFAGNA, «I comunisti e le riforme», op. cit, p. 633.
- 23) G. PASQUINO, «Il partito comunista nel sistema politico italiano», in *Il sistema politico italiano*, a cura di G. PASQUINO, Bari, Laterza, 1985, pp. 148-152 ; C. DONOLO, *Mutamento o transizione ?*, Bologna, Il Mulino, 1977, considère que la stratégie communiste des réformes a subi en 1976 et en 1977 une véritable dégradation (pp. 81-84).
- 24) A. PIZZORNÒ, *I soggetti del pluralismo, Classi partiti sindacati*, Bologna, Il Mulino, 1980, pp. 131-132 et 140.
- 25) Ce jugement a été formulé pour la première fois dans les termes suivants : «Ce qui s'est passé en Pologne nous amène à considérer qu'effectivement la capacité propulsive de renouvellement des sociétés, ou du moins de certaines sociétés qui se sont créées dans l'Est européen, s'est épuisée. Je parle d'une force propulsive qui a sa date initiale dans la révolution socialiste d'Octobre, le plus grand événement révolutionnaire de notre époque, et qui a donné lieu par la suite à une série d'événements et de luttes pour l'émancipation, de même qu'à une série de conquêtes. Aujourd'hui nous sommes arrivés à un point où cette phase s'achève.» (intervention dans une conférence de presse à la télévision italienne, le 15 décembre 1981).
- 26) Cf. D. SASSOON, *The Strategy...*, op. cit, p. 124 (ou *Togliatti e la via italiana...*, op. cit, p. 211) pour le cas de Luigi Longo en 1957.

- 27) Cf. «Prospettive di trasformazione e specificità comunista in Italia», interview a Enrico BERLINGUER, *Critica marxista*, n° 2, mars-avril 1981 ; G. CHIARANTE, «Pluralismo e diversità : oltre il partito nuovo», même revue, n° 2-3, mars-juin 1985 ; A. TATO, «Laicità del partito e della politica», ibidem. Voir aussi, à une époque précédente, G. AMENDOLA, «Sul carattere laico del partito comunista», *Il Giorno*, 2 déc. 1972.
- 28) Pour un exemple particulièrement significatif, cf. R. BELLAMY, op. cit., aux pp. 146-148.
- 29) G. GALLI, *Storia del partito comunista italiano*, Milano, Il Formichiere, 1976, p. 16. En 1976 précisément, E. Berlinguer avait déclaré se sentir plus en sécurité à l'intérieur de l'OTAN que dans le Pacte de Varsovie.
- 30) Le débat de 1975 et 1976 sur la conception marxiste de l'Etat faisait partie du même contexte et a agi dans le même sens. Cf. «Il marxismo e lo Stato. Il dibattito aperto nella sinistra italiana sulle tesi di N. BOBBIO», supplément n° 6, juin 1976, de *Mondoperaio* et aussi la réflexion ultérieure de D. ZOLO, *Stato socialista e libertà borghesi*, Bari, Laterza, 1976.
- 31) G. PASQUINO, *Crisi dei partiti e governabilità*, Bologna, Il Mulino, 1980, pp. 44-46.
- 32) U. CURI (*La politica sommersa*, Milano, Franco Angeli, 1989, aux pp. 17-50) offre une interprétation différente des liens entre situation politique et phénomène terroriste. Il met en cause la manière dont le pouvoir fonctionnait quand même, et non pas la faiblesse dans la direction politique.
- 33) Cf., pour le bilan des résultats, G. AMYOT, *The Italian Communist Party. The Crisis of the Popular Front Strategy*, London, Croom Helm, 1981, pp. 220-221 ; L. PAGGI et M. D'ANGELILLO (*I comunisti italiani e il riformismo*, Torino, Einaudi, 1986) adoptent un point de vue social-démocrate pour passer en revue et critiquer les erreurs commises par les dirigeants communistes pendant la période de la solidarité nationale (pp. 9-28 et 60-176).
- 34) Cf. A. BALDASSARRE, «La costruzione del paradigma antifascista e la Costituzione repubblicana», *Problemi del socialismo*, 1986, n° 1, p. 30.
- 35) Cf., cependant, D. SASSOON, *The Strategy...*, cité, pp. 233-234.
- 36) P. ALLUM, *Italy. Republic without Government ?*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1973 ; G. DI PALMA, *Surviving without Governing. Italian Parties in Parliament*, Berkeley, University of California Press, 1977 ; S. CASSESE, *Esiste un governo in Italia ?*, Roma, Officina edizioni, 1980. Une présentation éclairante de la question dans ses aspects théoriques occupe quelques pages seulement (15-19) dans l'article de N. BOBBIO, «La crise permanente», publié par la revue *Pouvoirs*, 1981, n° 18.
- 37) A. ASOR ROSA, «La cultura politica del compromesso storico», *Laboratorio politico*, n° 2-3, 1982.
- 38) Cf. F. TERESI, *Le riforme istituzionali. Materiali di studio*, Torino, Giappichelli, 1987, pp. 23-33. C'est le parti socialiste qui a le premier adopté une nouvelle attitude sur ce point. En septembre 1979, son secrétaire, B. Craxi, a lancé l'idée d'une «Grande Réforme».
- 39) «Prospettive di trasformazione»..., interview a E. BERLINGUER, 1981, cité.
- 40) A propos de la «troisième voie», le jugement de U. CURI (op. cit., p. 114) est intéressant, parce qu'il n'est pas motivé par une hostilité de principe. Il s'en prend uniquement au flou des indications complémentaires : la formule de la «troisième voie» avait un caractère de postulat et de souhait, elle ne renvoyait pas à une politique ou à un programme déterminé dans ses contenus.

- 41) «Rinnovamento della politica e rinnovamento del Pci», *Rinascita*, n° 48, 4 déc. 1981.
- 42) Altiero SPINELLI, *Pci, che fare ?*, Torino, Einaudi, 1978 ; A. SCHIAVONE, *Per il nuovo Pci*, Bari, Laterza, 1985 ; L. PAGGI, M. D'ANGELILLO, op. cit. ; *Lettere da vicino*, cité ; U. CURI, op. cit. ; et la liste n'est certainement pas complète.
- 43) A. GIOLITTI, «Il percorso e la meta», in *Lettere da vicino*, cité, pp. 52-69.
- 44) Cf. «18° Congresso del Pci. Documento politico», suppl. à *l'Unità* du 4 décembre 1988 ; «Idee e proposte del nuovo corso del Pci. Interventi di Achille Occhetto», suppl. à *l'Unità* du 9 mars 1989.
- 45) «La crisi italiana e le prospettive dell'alternativa. Relazione dell'on. Achille Occhetto, vicesegretario del PCI, al Comitato Centrale del 26-28 novembre 1987», in *La lenta marcia nelle istituzioni : i passi del Pci*, a cura di G. PASQUINO, Bologna, Il Mulino, 1988.
- 46) «Proposte per la riforma del sistema politico e istituzionale. Dalla relazione dell'on. Achille Occhetto, segretario del PCI, al Comitato Centrale...», in *La lenta marcia...*, cité, pp. 435-436.
- 47) Cf., du côté des formulations plus officielles, quoique diverses, une série d'articles publiés par *Critica marxista* : G. PROCACCI, «Appunti sull'identità comunista» (1986, n° 1) ; L. GRUPPI, «Il Pci e la socialdemocrazia» (1987, n° 5) ; G. NAPOLITANO, «Alla ricerca dell'identità perduta ?» (1989, n° 1-2).

# la mafia

jacques moins

Pourquoi parler de la mafia ? On ne peut en faire l'économie si l'on veut saisir une des facettes de la société italienne. Des régions entières subissent son poids et l'Etat témoigne trop souvent de son impuissance, parfois de sa démission devant la criminalité.

Pour la combattre, il faut, disent les communistes italiens, poser la « question morale ». C'est-à-dire mettre à nu les liens qui unissent certaines forces du monde politique et des affaires avec la délinquance organisée, rendre les manipulations, les conditionnements impossibles.

La tâche est immense et concerne toute la société.

Depuis quatre décennies, la D.C., parti de majorité relative, occupe le pouvoir. Sa politique du clientélisme, sa domination des institutions entraînent des effets pervers, des phénomènes de dégénérescence de la démocratie. Pour les communistes italiens, il ne s'agit pas de criminaliser tout et tout le monde mais de mettre un terme au système de pouvoir qui affaiblit les institutions élues et de créer les conditions de l'alternance, pour renforcer et élargir la démocratie.

## *comment la définir ?*

Une traduction un peu sommaire voit dans la mafia la pègre ou encore une clique et dans le *mafioso* un gangster. C'est un peu court si l'on veut cerner le phénomène, né bien avant la fondation de l'Etat italien, en Sicile plus particulièrement, dans les régions rurales de celle-ci.

Une abondante littérature tente de décrire cette ou ces sociétés secrètes mais la tâche est difficile. En effet, on ne dispose pas de certitudes, d'éléments objectifs incontestables, de documents écrits d'une société secrète qui ne se laisse pas aisément déchiffrer. De plus au fil du temps, la mafia a évolué avec et dans la société, son visage est devenu multiple. Il n'est plus possible d'y voir seulement un phénomène typique d'une certaine société sicilienne.



- Monstrueux entrelacs entre la mafia, les affaires et la politique

La mafia, très différente de la délinquance ordinaire, a toujours eu recours à des moyens illicites, en s'attaquant aux personnes et aux biens pour atteindre ses objectifs. Les autorités publiques ont toujours rencontré beaucoup de difficultés à la combattre, car elle était profondément intégrée dans la société et pouvait compter, au-delà des concours actifs, sur une collaboration passive de nombreuses personnes. Pourquoi ?

Il faudrait remonter aux origines historiques de l'Etat italien qui, aux yeux des masses de l'Italie du Sud, a été alors ressenti comme un Etat imposé, étranger aux traditions locales.

De plus on ne peut comprendre le phénomène sans tenir compte de l'*omerta* qui l'entoure et en favorise le développement. Il s'agit d'une réaction de connivence, de silence face précisément aux autorités. Le *mafioso* ne parle pas. On a pu dire que s'il se mettait à parler, il était « fou », dérégulé mentalement, et en tout cas peu crédible. Dès lors d'entrée de jeu, les témoignages sont suspects, et les preuves de l'activité bien malaisées à rassembler. Cette *omerta* a pris de telles proportions, est tellement ancrée dans le comportement social que pour la combattre l'Etat s'est doté, depuis longtemps déjà, de lois spéciales qui, par bien des aspects, comportent des atteintes aux garanties constitutionnelles.

### *des mesures exceptionnelles*

Ainsi des prévenus en « odeur de mafia », sans que des preuves formelles soient rapportées, peuvent être privés de liberté, assignés à résidence, interdits de séjour dans certains lieux. De telles mesures, souvent utilisées, n'ont pas donné beaucoup de résultats. L'appareil judiciaire reste souvent impuissant devant la complexité des situations. Des juges ont été intimidés, terrorisés, tout comme les jurés des grands procès d'assises. Des assassinats de hauts magistrats, de fonctionnaires de police ont été perpétrés. En septembre 1982, le haut commissaire à l'anti-mafia, le général Della Chiesa (qui avait joué un rôle important dans la répression du terrorisme), était assassiné, après des parlementaires siciliens en vue comme le président de l'assemblée régionale et le député communiste La Torre. Celui-ci était notamment l'auteur de propositions de loi dans la lutte contre la mafia, qui devaient permettre des contrôles sur le patrimoine et l'accès aux sources bancaires pour connaître les flux financiers des activités illicites. Pour réussir dans la compréhension du phénomène, il faut en effet plus que des dispositions de police. Il faut indiquer sur les patrimoines, accéder aux comptes

bancaires, aux paradis fiscaux, comme la Suisse et les Bahamas, afin de tenter de déchiffrer les causes de l'enrichissement suspect.

Or il est particulièrement malaisé de prendre de telles mesures surtout vis-à-vis des banques. Il a fallu attendre l'émotion suscitée précisément par l'assassinat du général Della Chiesa pour voir enfin le Parlement italien légiférer en la matière.

Si l'accès aux paradis fiscaux dans le cadre des enquêtes s'est révélé compliqué, il a cependant permis d'obtenir des résultats. Il a été rendu possible lorsque les connexions de la mafia avec le trafic international des stupéfiants ont pu être établies. Le recyclage de l'argent sale porte atteinte à la réputation des organismes bancaires qui ont alors montré plus de compréhension et manifesté une certaine collaboration. C'est dire aussi que de telles enquêtes dépassent largement le territoire d'une région, s'étendent au pays concerné et également à la Suisse, aux USA. Il s'agit d'enquêter de Lugano aux Bahamas et pas seulement à Parme...

Une autre législation d'exception, critiquée pour les distinctions qu'elle introduit dans le traitement des prévenus, entre ceux qui « collaborent » avec la justice et les autres, et dans le régime des peines qui sont infligées, a en fait permis d'engranger sur le plan judiciaire des résultats non négligeables. Il s'agit d'assurer aux *pentiti* - repentis - une protection et un traitement compréhensif dans l'application des peines, et parfois le pardon des délits. Le domaine reste délicat car les déclarations des *pentiti* sont sujettes à caution.

Le plus souvent, le *pentito* parle par esprit de vengeance, il appartient à un clan qui a été battu et il craint pour sa vie. Il ne peut donc être cru aveuglément, ses déclarations doivent être confirmées par d'autres éléments qui se trouvent le plus souvent dans le domaine des présomptions. Le délateur n'est jamais sympathique et sa crédibilité reste fragile. Le crédit accordé à son témoignage dépend des faits concrets qui peuvent le confirmer.

On a parfois vu dans ces méthodes une sorte de marchandage de la justice et de l'Etat avec les délinquants. Mais tout comme les polices ne peuvent se passer d'indicateurs, dans la lutte contre la mafia qui reste insensible à ce procédé et s'en protège particulièrement bien, il a bien fallu recourir aux témoignages des repentis. C'est le seul moyen vraiment efficace de pénétrer dans les arcanes de la mafia. Le *pentito* raconte en effet la mafia de l'intérieur, il est en mesure d'informer et d'expliquer la subculture, son organisation interne, ses règles et ses traditions.

## *panorama de l'intérieur*

Les dépositions des repentis ont permis au cours des enquêtes et des grands procès des années 80 de dégager un panorama de la mafia, de fournir à la commission parlementaire dite anti-mafia de nombreux éléments d'information. Si la mafia, à l'origine, s'était développée surtout dans la Sicile de l'Ouest et non dans toute l'île, elle s'est étendue à toute la région, encore qu'il ne faille pas poser trop facilement l'équation mafia = sicilien. Nombre d'habitants de l'île se sont opposés courageusement aux menées de la mafia. Le phénomène mafieux s'est maintenant étendu à toute l'Italie méridionale sous des formes diverses qui prennent en compte des situations spécifiques : c'est la *Camorra* en Campanie (région de Naples), la *n'Dranghetta* en Calabre, avec des embranchements dans les régions centre-nord et, ce qui est tout à fait particulier, une implantation très importante dans la grande criminalité aux Etats-Unis. Le phénomène est donc particulièrement vaste, ses assises profondes. La mafia est beaucoup plus qu'une simple association criminelle et ses traits parfois folkloriques ne doivent pas masquer les liens qu'elle a réussi à nouer avec le monde des affaires, de la grande finance et de la politique. Nous y reviendrons.

L'approche sociale du phénomène permet de décrire une association secrète qui, pendant des siècles, s'est déployée sans rencontrer de grands obstacles dans la société civile. Tout d'abord dans certaines zones rurales. Vivante sous la monarchie, sous le fascisme qui malgré des mesures policières brutales n'a pu en venir à bout, elle a continué à vivre et se développer sous la République, après 1945. Les polices n'en viennent pas à bout même si des efforts de coordination se sont multipliés avec la mise sur pied d'un haut commissariat anti-mafia ayant rang de préfet. La mafia a, en effet, montré une capacité exceptionnelle à s'adapter à l'évolution du tissu social, à se reconvertir lorsqu'elle s'affaiblissait. On peut dire qu'elle a suivi, et parfois précédé, les transformations économiques de la réalité sicilienne. D'essentiellement rurale au départ, elle s'est ensuite implantée dans les villes, pour conditionner le secteur de la construction, les marchés publics, les grands travaux, et glisser ensuite vers les grands trafics internationaux de stupéfiants particulièrement lucratifs. Elle a acquis une position centrale sur le marché de l'héroïne. Les évolutions socio-politiques n'ont pas affaibli son pouvoir. Elle est restée solidement ancrée dans la société et dispose maintenant d'un pouvoir financier immense. On a pu estimer à plus de mille milliards de francs les sommes brassées chaque année !

Cette grande force secrète est organisée, structurée comme une pieuvre dotée d'antennes. Elle conserve et renforce son pouvoir malgré

le courage de nombre de magistrats, de policiers, de simples citoyens en lutte contre les complicités, l'apathie et parfois le découragement. On peut dresser la longue liste des victimes de la mafia dans les rangs de la magistrature, de la police, des hommes politiques, même s'il est fait appel à des mesures de protection spectaculaires (voitures blindées, escortes armées). Tous les efforts ne peuvent aboutir, porter des fruits que si, en même temps, on parvient à réaliser dans la société un changement profond, radical, dans le système des relations sociales faites de silence, de protection, d'aide et d'intimidation. Lutter contre la mafia c'est en fin de compte lutter pour la défense de la démocratie.

Une expérience maintenant décennale, au seul plan répressif, a montré que pour combattre avec efficacité la mafia, il faut disposer d'une vue d'ensemble, étudier les faits qui paraissent indépendants, tenter de les lier, même si la responsabilité pénale est, par définition, individuelle.

### *un contre-pouvoir anti-démocratique*

La mafia est en effet bien plus qu'une association de malfaiteurs. C'est une sorte de contre-pouvoir, qui poursuit un but de lucre, vise au contrôle de l'économie. Elle véhicule à cette fin une idéologie, exprime une subculture qui exalte des valeurs traditionnelles positives comme le courage, l'amitié, le respect des anciens. Mais ces valeurs sont déformées, mises au service d'un pouvoir occulte, impitoyable et violent. En fait, on ne parle jamais de mafia dans les milieux concernés mais bien de *cosa nostra* pour bien indiquer qu'il s'agit d'un monde à part.

Le *mafioso* a prêté un serment qu'il s'engage à respecter comme il doit respecter des règles internes qui évoquent par bien des aspects celles d'autres associations secrètes.

Si la mafia recherche pouvoir et richesse, tous les mafiosi sont loin d'être riches mais tous espèrent jouir d'une protection, d'une aide. On les recrute souvent parmi des gens modestes, en quête parfois tout simplement de travail. Les règles qui la régissent sont bien entendu non écrites mais rigides. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ne sont pas transgressées. Les rivalités entre « familles », nous reviendrons sur le mot, ont souvent pour origine de telles transgressions. Grâce aux explications des *pentiti*, on peut reconstituer l'organisation traditionnelle et son évolution avec une certaine précision. La société de base est un regroupement territorial, une « famille », qui contrôle une zone sans partage (à l'origine le village, puis les quartiers). Elle regroupe des « hommes d'honneur » appelés parfois « soldats », en réalité des hommes de main qui ont fait preuve de courage. A leurs yeux la vie d'un homme n'a pas beaucoup d'importance. Les membres sont regroupés

autour d'un chef (*capodecina*) et l'ensemble de la famille et des *capì* est gouvernée par un chef élu, appelé représentant. Celui-ci se fait assister d'un vice-chef et d'un ou plusieurs conseillers qu'il choisit. Ces conseillers peuvent appartenir aux classes aisées, aux professions libérales. En cas de vacances du chef (arrêté, décédé) et avant une nouvelle élection, on désigne des régents.

L'activité des familles est coordonnée par un organisme appelé « commission » ou *cupola*, formé des chefs de familles ou de leur représentant (*capo mandamento*). A l'origine, le regroupement concernait les « familles » contiguës, à l'échelon par exemple d'une province, d'une ville importante. La commission n'a pas à proprement parler de chef, mais chaque représentant est associé aux décisions. Toutefois un *primus inter pares* se dégage que l'on désigne souvent sous le nom de *secretario*. Son rôle est, du moins au départ, d'arbitrer les différents entre familles, mais celui-ci prend toujours plus d'importance. Il semble qu'à un niveau plus élevé, il existe une sorte de coordination interprovinciale, mais les enquêtes n'ont jamais pu l'établir avec certitude.

C'est à ces derniers niveaux (commissions, *cupola*) que se nouent les liens avec le monde des affaires, des hommes politiques.

L'homme d'honneur doit pour être reçu avoir fait ses preuves (courage, obéissance), ne pas avoir de lien avec le monde policier, et s'engager à protéger les faibles, lutter contre les oppresseurs. Nous retrouvons la couverture idéologique. Le serment se fait devant trois hommes de la famille. Il s'agit de jurer fidélité à la *cosa nostra* sur une image pieuse teintée du sang de celui qui prête serment. Celle-ci est alors brûlée et le nouvel adepte déclarerait « que mes chairs brûlent comme cette sainte si je manque à mon serment ». Ce décorum peut paraître vieilli, désuet mais il est affirmé dans bien des témoignages. Une fois le serment prêté, l'homme d'honneur doit respecter la consigne du silence et dire la vérité bien entendu à la famille. Celui qui ne respecte pas son serment (*tragediator*) est écarté (*posato*) par décision de la famille, mais il n'est pas délié pour autant des conséquences de son serment. Les sanctions vont de la bastonnade à la mort. Et c'est un milieu qui ne plaisante pas avec la vie humaine. Tout un vocabulaire, des gestes aussi, sont à la disposition du *mafioso* qui, quand il parle d'un ami dira : *questo e la stessa cosa* (celui-ci est la même chose).

Bien entendu chaque famille a son évolution propre et l'organisation en Campanie et en Calabre pour être spécifique comporte les mêmes caractéristiques. Même aux USA. Toutefois les conditions sociales profondément différentes entraînent d'autres traits. Les liens avec la grande criminalité paraissent plus étroits et l'ancrage dans la société moins net.

Les valeurs traditionnelles (solidarité par exemple) servent de paravent. Les familles constituent toujours une association de malfaiteurs. Sous le couvert de la défense des faibles, elles poursuivent des buts de lucre et de puissance, le profit et l'intérêt personnel. La mafia a, nous l'avons déjà souligné, réussi à se développer dans la société et à pénétrer dans les structures de l'Etat qui lui sont perméables. Il y a ceux qui agissent par et pour la mafia. Il y a ceux qui se taisent, ne s'y opposent pas, ne voient pas ou ne veulent pas voir. Car il est bien malaisé de pouvoir établir où commence la participation active, où s'arrête la simple complicité, si l'on est *mafioso* par vocation, par choix délibéré et par intérêt. On peut y être associé en une collaboration passive dictée par la peur ou par la nécessité. L'adhésion est donc loin d'être nécessairement enthousiaste mais comme l'Etat a souvent été incapable de combattre le phénomène, a pratiqué la politique du moindre mal ou du laisser faire, il a encouragé objectivement cette passivité. Ses carences ont favorisé

les complicités actives et surtout passives, dans des partis politiques, l'administration, la magistrature. On peut dire que l'absence de l'Etat, sa dérive, laisse un grand espace à la mafia qui peut alors aisément mettre la justice en échec, isoler ceux qui entendent la combattre, alimenter le découragement. Dans un tel système où elle a des relations serrées, profondes dans la société, la mafia a puisé une force objective. Elle peut apparaître aux faibles comme un instrument de protection efficace, et sa culture s'en trouve renforcée. La mafia réussit alors à conditionner le pouvoir économique et politique.



- Chaque fois que je paie une taxe ou une quittance, je me demande à quelle merde de mafioso je suis en train d'offrir une nouvelle pendule ou un nouveau briquet...

Disposant de grands flux financiers, elle agit sur l'économie. Disposant de consensus dans la population, elle peut orienter les votes, jouer sur les voix de préférence pour soutenir l'un ou l'autre

candidat. Elle ne s'en prive pas. Elle apporte son soutien à des candidats de divers partis politiques. Ceux-ci nient évidemment l'existence de ce soutien, mais on peut supposer que par le tissu créé, elle dispose de centaines de milliers de voix pour agir sur les orientations politiques et conditionner le pouvoir politique.

Sa présence n'est pas externe à l'Etat, elle s'y insinue, ne le combat pas frontalement. Ce pouvoir à son tour se consolide grâce aux complaisances, aux liens noués. La répression ne peut évidemment suffire pour la combattre.

Comment rompre les rapports entre la criminalité et la politique ? La responsabilité des partis qui tolèrent ces pratiques, s'en servent, est particulièrement lourde, surtout celles de la D.C. qui est à la tête de l'Etat depuis plus de quarante ans. Les derniers développements en Sicile ont montré qu'il était possible de se dégager de son emprise. Par exemple à la commune de Palerme, où des élus ont isolés des groupes qui gèrent ces liens. Mais cette initiative nouvelle n'obtient pas un soutien suffisant du pouvoir central.

Aussi le phénomène gagne en ampleur. La mafia a toujours pratiqué le système des *tangente* (quote-parts) prélevées sur les activités économiques. Dans la construction par exemple, les entrepreneurs paient pour éviter des « ennuis » sur les chantiers où le matériel est entreposé. Elle a recours aux extorsions sur les personnes qui disposent de revenus importants, et a parfois procédé à des séquestrations. Mais cette dernière activité entraîne fatalement une recrudescence des interventions policières et elle est mal acceptée dans l'opinion publique. Les homicides se sont multipliés. Ils dépassent les règlements de compte et visent parfois les membres de l'appareil d'Etat qui gênent, certains hommes politiques, dirigeants syndicaux, maires qui refusent les pratiques de la mafia et s'y opposent. Sous la pression d'immenses intérêts économiques, liés au trafic international de la drogue, au début des années 80, on a assisté à une véritable guerre qui a fait beaucoup de victimes et bouleversé les pratiques et l'organisation traditionnelle de la mafia.

Pour assurer une véritable planification organisée, centralisée des trafics internationaux de l'héroïne, les héritiers de la mafia rurale ont affaibli en fin de compte les structures traditionnelles. Celles-ci ont sauté, le recours aux armes est devenu constant en une terrible succession d'assassinats. La direction centralisée a pris plus de poids, est devenue beaucoup plus qu'une coordination, elle a traversé les « familles » pour organiser les grands trafics. L'organisation gère directement des raffineries clandestines qui immobilisent d'immenses capitaux (50 millions de

dollars pour une seule opération qui prend une petite semaine), se livre à des transactions énormes que supposent l'achat, le traitement, le transport et la commercialisation de la drogue. Cela exige également le recyclage des immenses profits en utilisant les paradis fiscaux, l'univers bancaire suisse. Pour réussir dans le transport, elle a mis à profit les anciens canaux de la contrebande du tabac souvent négligés par les autorités. Ses structures internes s'en sont trouvées secouées, ébranlées, toutes les familles n'ont pas accepté cette évolution, elles ont alors été décimées ou affaiblies. La mafia inondée d'argent a vu se développer des alliances hors famille et le recours à la criminalité ordinaire est devenue la règle. Des structures nouvelles ont vu le jour où certains se limitent à des participations financières.

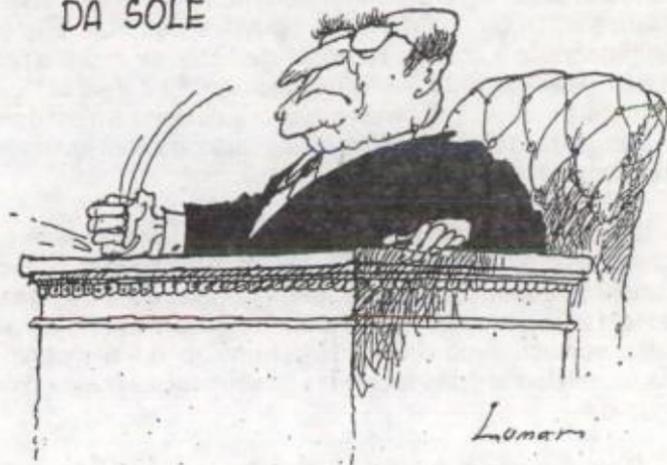
### *les opposants*

L'émotion suscitée par les délits a entraîné, depuis longtemps déjà, la création au niveau du Parlement national d'une commission parlementaire « anti-mafia », qui dispose de pouvoirs d'enquêtes, et la mise sur pied d'un commissariat anti-mafia dont le rôle devrait être de coordonner les divers services de police, en liaison avec la magistrature, les services secrets.

Mais la recherche des liens entre mafia et politique n'a pas beaucoup avancé, elle s'est même parfois affaiblie alors que le caractère politique de certains délits était évident. Pour certains d'entre eux, on peut se demander si les mandants doivent être recherchés dans les rangs de la seule mafia, s'il n'existe pas d'autres mandants. Il y a trop de cadavres excellents.

Heureusement, le mouvement opposé à la mafia a des racines solides, il comprend des personnalités politiques de divers partis. On y retrouve le parti communiste, qui au plan politique est toujours apparu comme l'opposant le plus décidé, des religieux et même des autorités de l'Eglise. Le problème est alors affronté en profondeur en liaison avec les problèmes de la société sicilienne. La lutte contre la mafia apparaît indissociable de la lutte contre la pauvreté, la marginalisation, la drogue, le chômage. Cependant beaucoup d'intellectuels de prestige restent silencieux, sceptiques, absents de cette action, et la mafia continue à bénéficier d'appuis dans le monde économique et financier, elle utilise savamment ses amitiés, manoeuvre armes, votes et argent. Le contrôle de la situation échappe parfois à l'Etat dans le climat de corruption et de clientélisme. La magistrature se montre divisée sur les moyens de la combattre. Ainsi si la mise sur pied d'un pool anti-mafia au niveau des

È INAMMISSIBILE  
CHE LA MAFIA MINACCI  
LE ISTITUZIONI.  
LE ISTITUZIONI SANNO  
BENISSIMO MINACCIARSI  
DA SOLE



*- Il est inadmissible que la Mafia menace les institutions.  
Les institutions savent parfaitement bien se menacer d'elles-mêmes.*

juges d'instruction de Palerme a donné d'incontestables résultats, cette initiative a été combattue au sein de la magistrature, et ce pool s'est affaibli dans les derniers temps au milieu des polémiques, des suspensions, des désaveux. Le réseau des intérêts de la mafia dépasse la région, la toile s'élargit dangereusement, des entrepreneurs locaux aux directions politiques. Le danger est grand de voir dégénérer tout le système politique qui fait preuve d'impuissance. La question de la démocratie, de sa défense, de son élargissement devient fondamentale. En effet, la mafia est véritablement la négation de la démocratie. Alors que le pouvoir doit s'exercer au grand jour, être contrôlable, la mafia soustrait nombre d'activités à ce contrôle, opère comme un Etat dans l'Etat. Ce pouvoir secret, occulte, fait appel à la violence et la pratique systématiquement pour atteindre ses buts même par la terreur. Tuer devient un acte de simple administration. C'est parfois une vengeance,

mais aussi une affirmation de la force et de la puissance, ou encore un simple avertissement. Cette situation compromet la sécurité de la vie sociale, porte atteinte aux intérêts de toute la collectivité. Face à elle, la démocratie très imparfaite, inachevée, dans un système où domine le clientélisme, est en quelque sorte assiégée. La société rencontre beaucoup de difficultés à réagir devant cet ennemi puissant, sans scrupules, aidé par les complicités et la passivité d'un grand nombre. Il est aisé de dénoncer du dehors cette passivité mais pour les acteurs directs, c'est parfois la seule issue dans leur isolement. Cet ennemi pervers cherche alliance et protection dans les pouvoirs de l'Etat. Elle constitue une réalité occulte à côté de l'autorité de l'Etat, se montre plus décidée et donc plus efficace. Il y a en quelque sorte l'Etat légal et l'Etat délinquant, avec entre eux des passerelles, des connexions. Il n'est donc pas aisé de la combattre, dans un univers où les rapports sont inversés, où la valeur suprême est la force.

L'ennemi est dans les murs. Comment faire la lumière sur les mandants des grands délits politiques, dans un monde dominé par l'affairisme ? Evidemment la participation populaire est nécessaire, indispensable. La seule action des tribunaux ne permettra jamais de gagner définitivement la partie. La mafia renaîtra de ses cendres. Ce n'est malheureusement pas la voie choisie par tous et cela explique bien des choses.

Devant une telle puissance, c'est toute la société qui est concernée, l'Etat qui est mis en cause, sa crédibilité, alors que les structures démocratiques sont infectées. Cependant, nombre de représentants de l'Etat au plus haut niveau s'obstinent à nier les liens entre mafia et milieux politiques.

On est parfois tenté de constater que malgré les efforts courageux des serviteurs de l'Etat, magistrats, policiers, malgré les prises de positions nettes de certaines forces politiques, syndicales, culturelles, tout est comme avant. Mais ne sombrons pas dans le pessimisme, la société italienne fait preuve d'une grande vitalité. En s'appuyant sur les parties les plus saines, elle pourrait assurer les conditions de l'isolement pour couper les liens occultes et rétablir un climat démocratique dans les régions concernées. Mais cela suppose une profonde transformation des pratiques sociales et politiques.

*Pour établir ces notes, l'auteur a largement puisé dans le Rapport sur la mafia des années 80. Il s'agit des documents du bureau d'instruction du Tribunal de Palerme et d'une interview du juge Falcone (S.F. Flaccovio - Palermo).*

György ACZEL, l'auteur de l'article qui suit, est une importante personnalité communiste hongroise. Membre du Comité central de l'ex-PSOH et toujours député, il se trouve, comme on dit, « en fin de carrière ». Rien de plus normal puisque l'homme est né en 1917 et commença son activité militante en 1935.

Il faut pourtant préciser que cette fin de carrière ne s'annonce pas paisible pour ACZEL ; cela ne lui ressemblerait d'ailleurs pas. En juillet dernier, une information de presse faisait état d'attaques menées contre lui par un parti d'opposition qui réclamait sa démission du Parlement, en l'accusant, semble-t-il, de conservatisme néo-stalinien. *L'Humanité* reproduisait peu après un extrait de sa réplique publiée dans le quotidien *Népszabadság*. Alors que l'histoire hongroise, écrivait-il notamment, n'a que trop illustré la célèbre formule « la révolution dévore ses enfants », prenons garde à ne pas fournir de base à une nouvelle formule : « la réforme dévore ses parents ».

C'est dire que le débat politique en Hongrie n'avait déjà rien d'idyllique à l'époque où le texte que nous publions fut rédigé, c'est-à-dire en février dernier \*. En tout cas, on ne peut contester à György ACZEL le droit de se présenter comme un des « parents » des réformes en cours dans la république magyare, même si celles-ci ont pris récemment une tournure à laquelle il ne s'attendait peut-être pas. Comme Janos KADAR, il avait été victime de la répression stalinienne à la fin des années '40 - le leader hongrois de l'époque, RAKOSI, s'étant tout particulièrement distingué en la matière. Arrêté en juillet 1949, quelques semaines après avoir été élu député, György ACZEL resta emprisonné plus de cinq ans et ne refit surface politiquement que pour participer au redressement de son pays dans les circonstances dramatiques que l'on connaît (son article les évoque). Il devint alors une des figures de proue de l'expérience socialiste menée en Hongrie, expérience dont l'originalité et la fécondité ont été souvent soulignées. Membre du Bureau politique du PSOH à partir de 1970, premier vice-président du Conseil des ministres, ce fut un des plus proches amis de KADAR, à l'exemple duquel il tourna le dos, fermement mais sans ostentation, il est vrai, aux pratiques funestes de l'ère brejnevienne.

Son action politique en Hongrie a été centrée longtemps sur la vie culturelle (jusqu'en 1985). Personnellement, c'est en 1972 que je découvris cette personnalité et sa remarquable largeur de vues grâce à un livre traduit du hongrois sous le titre *Culture et démocratie socialiste* (Editions Sociales) ; j'y trouvai des idées utiles pour le débat sur la culture qui se poursuivait alors chez nous dans le prolongement de

1968. On peut aussi faire la connaissance de György ACZEL en lisant ses entretiens avec Francis COHEN, publiés en 1982. Phrase à épingleur : **La pratique du socialisme est la critique des idées sur le socialisme.**

Claude RENARD

\* Colloque de Malaga - février 1989

Les actes du colloque viennent d'être publiés, en espagnol, par la Fundacion de Investigaciones Marxistas (FIM) : *El papel de la izquierda transformadora en los paises avanzados en el cambio de siglo* (Le rôle de la gauche formatrice dans les pays développés au tournant du siècle) - 2 volumes - Madrid 1989

Le texte d'Aczel est dans le volume 2, pp 293-308.

## vers un socialisme démocratique

réflexions sur l'expérience hongroise 1945 - 1989

györgy aczel

De nos jours les partis communistes à la recherche des possibilités d'un renouvellement évaluent de façon critique leur cheminement historique et les expériences accumulées au cours de l'édification du socialisme. Ce n'est pas par caprice ; cette attitude découle de la nature même du mouvement communiste. Toutefois cette nature ne fraie pas son chemin d'une façon automatique ou sans résistance. D'autant moins que d'une façon ou d'une autre, nous restons prisonniers de nos actes précédents. L'habitude est une grande force. C'est une des raisons pour lesquelles - bien que dénoncer les erreurs de façon ouverte, et dévoiler les contradictions soient les conditions fondamentales du renouvellement du parti - nous avons enregistré des retards. Même de nos jours, il arrive que nous soyons à la remorque des événements. Et chose encore plus grave, c'est que notre auto-critique se bloque lorsqu'il s'agit du présent. Cette confrontation différée, saccadée, ondulatoire est particulièrement dangereuse, car elle entasse et accumule les perversions et les inversions. Des explosions interfèrent sur les processus sociaux.

La société hongroise et le PSOH suivent avec sympathie les changements révolutionnaires et de plus en plus profonds qui sont en cours en Union Soviétique depuis 1985, la confrontation avec les douloureuses expériences de l'Histoire, ainsi que les idées et les mesures concrètes visant à atteindre une nouvelle qualité de la société socialiste soviétique. La volonté de se distancier et de rompre avec le modèle stalinien du socialisme est d'autant plus sympathique aux communistes hongrois que nos efforts sont similaires. Nous devons, des dictatures aux adjectifs variés et des « cultes de la personnalité », parvenir à un socialisme démocratique et humaniste correspondant entièrement aux aspirations des hommes qui vivent dans nos sociétés.

Je tiens à souligner les idées ci-dessus mentionnées, car les expériences accumulées par le PCUS se retrouvent également, aussi bien dans un sens positif que négatif, dans le mouvement communiste hongrois. Il est certain que le principe imposant l'imitation est dépassé. Il ne peut être question de copier, même s'il s'agit de bonnes expériences. Par contre on peut prêter attention aux expériences de la perestroïka et du glasnost, et on peut les insérer dans nos activités de façon organique. Dans nos idées concernant aussi bien le présent que l'avenir, nous devons tenir compte de l'impact de l'ensemble de la nouvelle conception, y compris la philosophie de politique extérieure de l'Union Soviétique. Je ne voudrais faire référence qu'à un seul élément : le manque de « parapluie » augmente notre responsabilité, nous oblige et incite - conformément à notre volonté - à suivre de façon plus décidée le principe selon lequel il faut lutter jour après jour pour assurer la confiance et l'adhésion du peuple.

## **I. l'immédiat après-guerre 1945-1947 : les alliances en politique intérieure et extérieure**

Au cours de la deuxième guerre mondiale, la Hongrie a perdu environ 700 à 750.000 personnes (ce qui proportionnellement était plus important, et en chiffre absolu autant que les pertes de la France). La Deuxième armée hongroise a subi une défaite catastrophique lors de la percée de Voronej : quelque 40.000 hommes ont perdu la vie, et 70.000 ont été blessés ou sont tombés prisonniers. Selon les chiffres totalisés, 440.000 Juifs ont été déportés de la Hongrie vers les camps d'extermination, 320.000 ne sont jamais revenus.

Le montant des pertes dues à la guerre était de 22 milliards de pengos (florins d'argent) - calculé selon le cours de 1938 - ce qui équivalait à

environ 4,4 milliards de dollars américains. Ceci correspondait au quintuple du revenu national de 1938, et représentait 40 % des richesses nationales.

Un nouveau chapitre commençait dans l'histoire de la Hongrie lorsque le pays a été libéré du fascisme.

Dès le premier moment de la libération, le parti communiste hongrois a pris l'initiative de la transformation démocratique populaire, de la reconstruction du pays. Sans être pathétique, on peut dire que le pays a vécu une vraie période héroïque.

Les communistes hongrois - conformément à la stratégie d'après-guerre de l'Union Soviétique, dont l'objectif était le maintien de la coopération entre les alliés, en opposition à certains partis et dirigeants communistes voulant instaurer directement la dictature du prolétariat - n'ont pas formulé cette exigence, mais essayaient de rassembler les forces qui réellement désiraient créer un pays démocratique populaire. C'était selon la logique de la révolution démocratique populaire qu'ils coopéraient avec les différents partis démocratiques. Le système gouvernemental de coalition s'est avéré viable.

En politique extérieure la base de la coalition politique était le système des zones d'occupation européennes (et sphères d'intérêt sous-entendues) fondé sur l'accord des grandes puissances. Les différents partis ont fondamentalement accepté cette réalité. En même temps, chaque parti essayait de trouver support et soutien correspondant à son orientation politique, à sa base sociale en élargissant (ou restreignant !) les cadres donnés. Les données fondamentales de la politique extérieure ont renforcé dans le domaine de la politique intérieure le poids et l'influence du parti communiste hongrois - partie du mouvement communiste international conduit par l'Union Soviétique - et lui ont assuré dans la coalition un rôle plus important que ce qui lui serait revenu en fonction de sa base de masse réelle.

Le parti social-démocrate et le parti communiste étaient pour ainsi dire d'accord sur toutes les questions importantes relatives à la lutte et aux tâches. La force de ces deux partis ouvriers était décisive surtout dans la capitale et dans les centres industriels.

Mais l'essentiel de la coalition, de la voie démocratique populaire n'était pas la contrainte extérieure : cette voie était apte à résoudre réellement dans la vie du pays et du peuple des problèmes remontant à des siècles. La coalition et sa partie gauche jouissaient du soutien intérieur réel de la population du pays.

## II. des tournants de 1947 aux révoltes de 1956

### II.1. guerre froide et parti unique

La transformation du régime de démocratie populaire, l'exigence de la réalisation du *tournant socialiste* ont été mis à l'ordre du jour dans la deuxième partie de l'année 1947.

Le fondement et le point de départ de cette réorientation peuvent être cherchés dans la désintégration du système d'alliances des grandes puissances.

La coopération entre les grandes puissances a été remplacée par la guerre froide, qui portait en elle la menace d'un conflit armé.

En politique intérieure, la conséquence de la confrontation croissante en politique extérieure était qu'au sein des deux blocs se faisant face, les forces non-conformes aux aspirations politiques dominantes n'étaient plus tolérées. L'élimination des forces et des partis bourgeois-démocratiques à l'Est de l'Elbe a eu lieu en même temps que le refoulement des partis communistes dans les coalitions gouvernementales des pays ouest- et sud-européens. Dans le camp socialiste, Staline a imposé un tournant immédiat, en exerçant des pressions directes et en formulant des diktats. La direction Ràkosiste du parti a salué ce tournant avec enthousiasme, et procédé à l'élimination des partis d'opposition et même des partis de la coalition.

En Hongrie un système politique à parti unique, devant être semblable au modèle du socialisme portant le nom de Staline - et faisant de son mieux pour y ressembler - a été mis en place.

Le tournant opéré en 1948 a été pour ainsi dire tout de suite suivi de la mise en scène du procès de Rajk. Elle avait pour objectif, d'une part de fournir des « preuves » appelées à « démasquer » Tito, d'autre part d'intimider les forces internes. Toute une série de procès fut organisée. Tout d'abord les sociaux-démocrates de gauche sont arrêtés, de même que les dirigeants hongrois du mouvement communiste clandestin restés en Hongrie (dont Janos Kadar), et des personnalités ayant vécu en exil en Occident. Encore en 1953 - juste avant la « dénonciation » similaire lancée en Union Soviétique - commence la préparation du procès du « complot sioniste ».

Parallèlement au changement politique, la mise en place du modèle économique soviétique a également commencé. Ce modèle - comme n'importe quel modèle - a naturellement pu être imposé à d'autres pays en ayant recours à une pression politique et militaire. Mais assurer un

soutien de masse et l'enthousiasme accompagnant son introduction n'aurait certainement pas été possible, si ce modèle n'avait pas porté la promesse d'une solution à plusieurs problèmes posés par l'Histoire, et importants pour les pays sous-développés, donc importants pour la Hongrie aussi.

## II.2. une certaine efficacité initiale et ses limites.

Sans aucun doute, la politique économique et le modèle utilisé ont favorisé l'industrialisation rapide (par une accumulation forcée et une politique de développement unilatéral). La production industrielle a doublé, et en peu de temps la Hongrie est devenue un pays industriel-agraire. Cette industrialisation, outre son intérêt direct, était destinée aussi à contribuer aux objectifs socialistes déclarés, entraînant un nivellement par le bas, et au développement de la « révolution culturelle ». L'introduction de l'enseignement général de huit classes et l'utilisation rapide et, dans son ensemble, pleine, de ce cadre a réduit au minimum la reproduction de l'analphabétisme. Bien qu'avec un retard de une ou deux générations par rapport à l'Europe occidentale, l'expansion de grande envergure de l'enseignement secondaire a commencé. La plus grande percée était que l'enseignement supérieur est devenu un enseignement de masse (le nombre des élèves s'est multiplié par dix), et ce qui était encore plus important, c'est que les jeunes de milieu ouvrier ou paysan, qui auparavant étaient à peine présents à ces niveaux, ont eu accès à l'enseignement secondaire et universitaire en grand nombre. Ceci était un acte de justice sociale extrêmement important. Un vrai mouvement de masse a été déclenché en faveur de la promotion de la culture populaire et de la propagation de la culture.

Déjà pendant la première décennie qui a suivi la libération, la différenciation sociale de caste exagérée avait également disparu. La mobilité sociale a considérablement augmenté. La caractéristique principale de cette augmentation était que des masses d'origine ouvrière ou paysanne - des jeunes et des moins jeunes - ont eu accès à des postes dans les institutions dirigeantes de la société et ont commencé à devenir des intellectuels.

Cependant, les acquis - historiques sans aucun doute - comportaient de graves contradictions venant non pas de l'extérieur, mais se trouvant dans leur propre nature.

L'activité économique, et en particulier le désintéressement croissant ont conduit à une économie de grand gaspillage.

La politique d'accumulation primitive du socialisme, la politique de développement poussé et forcé, et son système économique strictement dirigé étaient accompagnés du développement d'un fonctionnement centralisé bureaucratique aussi bien dans la société que dans la politique. C'était pour ainsi dire un « système de directives » général du socialisme qui s'est développé, dans lequel les instructions de la direction dominante du parti monolithique (et même pas celles des organes dirigeants du parti) étaient transmises par un appareil central fort, non seulement aux organisations du parti, mais aussi aux organisations sociales et à l'appareil d'Etat. Ce dernier est devenu l'exécuteur docile des décisions centrales.

De la même façon, c'est par des instruments de pouvoir que la société, les petites communautés et groupes, ainsi que les individus ont été subordonnés aux décisions centrales.

Mais ni les consignes, ni la mobilisation des masses, ni l'influence morale ne suffisaient (et ne pouvaient suffire) à la mise en valeur de la volonté centrale. Donc la « raison ultime » du « modèle des directives » du socialisme était la violence, l'instance policière ou judiciaire, la procédure de discipline, l'interdiction, l'intimidation et la répression.

Le bilan est bien attristant : une centaine de morts, victimes des procès, plusieurs centaines d'emprisonnés, mise à l'arrêt administratif touchant plus de cinq mille personnes, quinze mille interdits de résidence et plus d'un demi-million d'inculpés en zones rurales.

Le pouvoir politique et la société se sont éloignés l'un de l'autre. Pendant une longue période ceci n'était pas vraiment évident. Mais le désespoir et les perversions du socialisme ont accumulé des tensions de plus en plus profondes.

La non-rationalité de la politique poursuivie jusqu'alors est devenue de plus en plus claire, en particulier en 1952, année critique. La mort de Staline au printemps 1953 et les changements intervenus en Union Soviétique ont créé des conditions favorables au renouveau, mais en réalité la direction du parti n'a entrepris que les corrections qui lui ont été imposées.

Rákosi, même après le 20ème congrès du PCUS, a eu la possibilité de bloquer l'application des enseignements en découlant, et sa destitution en juillet 1956 a été décidée trop tard, d'autant plus que c'est Ernő Gerő qui lui a succédé, alors que ce dernier avait une grande part de responsabilité dans la formation de la politique qui a conduit à l'écroulement.

### II.3. 1956

Entre-temps, les efforts spontanés visant à chercher la voie du développement ont bien dépassé les mesures indécises et contradictoires de la direction du parti.

L'exigence de changement était élémentaire. Les larges masses, encore silencieuses en apparence, prêtaient attention aux programmes de changement élaborés de nombreuses façons, ainsi qu'aux revendications formulées de plus en plus intensément par des groupes d'intellectuels relativement restreints. Ces revendications comportaient des idées, des aspirations, non encore décantées, des objectifs hétérogènes, mais avec une volonté de changement résolue et nette.

Cet effondrement politique a pratiquement scindé le parti en deux. Les membres exigeant le renouvellement se sont retournés contre la direction conservatrice, ce qui a paralysé et a rendu impuissant le parti de masse. Une partie importante des communistes a été confrontée à une crise morale. Ils ressentaient leur responsabilité pour les crimes commis, et simultanément ils souhaitaient préserver les acquis.

Les erreurs successives, l'indécision et la désintégration, dans un climat de critiques justifiées et injustifiées à l'encontre de la direction, ont conduit - les solutions et réactions habituelles paraissant impraticables - à la manifestation de masse spontanée du 23 octobre, puis dans la soirée au déclenchement d'une révolte contre le gouvernement et le pouvoir d'Etat en place.

Naturellement de nos jours les débats portant sur le caractère et le contenu de la révolte se réveillent. Etait-ce une révolte populaire ou la révolte des forces anti-populaires (trompant ainsi le peuple y participant) ? Il est peu probable que l'on puisse retenir l'un ou l'autre jugement dans son unilatéralité. Si l'on considère les forces ayant participé à la révolte, deux choses au moins sautent aux yeux. L'une est la composition du groupe des insurgés, et sa modification au cours du déroulement des événements. L'autre, c'est la tendance objective qui a prévalu dans les phases successives de la révolte. Le 23 octobre et les quinze jours suivants sont caractérisés par le mélange, la combinaison de forces et de finalités hétérogènes. Lors du déclenchement de la révolte - en tous cas lors de la manifestation de l'après-midi du 23 octobre - la tendance prédominante a été l'aspiration au renouvellement et à une réforme démocratique radicale du socialisme. D'autres aspiraient au retour à la formation démocratique-populaire plébéienne du pouvoir prévalant en 1945. Mais ont également réapparu les forces visant à restaurer le

système renversé à peine dix ans plus tôt, ou souhaitant le rétablir sous une forme modernisée, sous la forme d'une démocratie bourgeoise parlementaire de type occidental. Des forces conservatrices-nationalistes, d'extrême-droite et anti-communistes, de même que des partisans du régime chrétien-national Horthyste ont également réapparu. Des catégories sociales déclassées, ayant perdu leur situation privilégiée, de même que des éléments anti-sociaux sortis des prisons, ont également joué un rôle important.

Il y avait une mosaïque de contradictions, d'aspirations hétéroclites : le maintien de la propriété collective, l'articulation de la démocratie et du socialisme, la remise en question de la réforme agraire (annoncée dans la déclaration de Mindszenty, archevêque primat), la contestation irréaliste et dangereuse de la situation géopolitique du pays et des données politiques européennes et d'Europe de l'Est central -lesquelles ont été acceptées aussi par les Etats-Unis qui, malgré leur propagande provocatrice, ont informé l'Union Soviétique à temps ; et il y a eu aussi le lynchage dans les rues et l'exaspération d'un climat de pogrome. Au tournant des mois d'octobre-novembre, Laszlo Németh attirait déjà l'attention sur la possible répétition de la terreur blanche qui avait suivi 1919.

Dans cette situation particulièrement difficile et complexe, le gouvernement de Imre Nagy n'a pas été à la hauteur de la situation. Procédant à des concessions successives et à des mouvements de retraite sous la pression des revendications, il ne pouvait satisfaire les exigences ni des uns... ni des autres. Au contraire il versait de l'huile sur le feu. Il était à la remorque des événements au lieu de les maîtriser. Des idées défaitistes telles que « si la masse veut le fascisme, que le fascisme vienne » ont également surgi.

La thèse et l'antithèse, révolution et contre-révolution, se sont entremêlées d'autant plus que les débats de la période antérieure n'avaient pas réussi à apporter une clarification idéologique nécessaire. La remise en question de la structure politique, de la propriété d'Etat monolithique peut être interprétée aussi bien comme l'abandon du modèle de socialisme *stalinien* que comme la dénonciation et la répudiation *du* socialisme.

La tendance qui se dégageait des événements n'a pas donné lieu à espérer que seul le « mauvais socialisme » serait renversé, et qu'à sa place serait édifié le bon socialisme. La constitution du Gouvernement Ouvrier-Paysan Révolutionnaire s'imposait comme une nécessité. Faute de forces intérieures organisées, il a dû faire appel à une aide

militaire soviétique. Le fait que l'arrêt du processus de restauration fort probable n'était pas basé en premier lieu et de façon durable sur la solution militaire est prouvé au mieux par la consolidation rapide du nouveau pouvoir, par le soutien massif « inattendu » et pour beaucoup inexplicable, déjà au début de 1957, sans « socialisme de gouache ».

### III. le bilan de la voie hongroise 1956 - 1986

#### III.1. orientation générale

Plus de trente ans ont passé depuis le 1er novembre 1956. Peu à peu l'histoire de cette époque commence à se dessiner, et quant à son évaluation, une multitude d'opinions se polarise. Il est certain qu'en raison de la structure sociale, économique et politique en place, et de l'attachement à celle-ci, du manque d'une volonté ou de courage de changer, d'innover - comme le dit Gorbatchev - la société socialiste est arrivée aujourd'hui à un « stade de pré-crise ». Seules des réformes politiques et économiques d'ensemble, une transformation profonde du système d'institutions économiques et politiques et de la structure de fonctionnement permettent de surmonter cette situation. La question cruciale est : le changement est-il réalisable sur la base d'une orientation socialiste, ou doit-on rétrograder - au fait peu importe l'appellation - fondamentalement vers une voie bourgeoise ? Une composante de cette question : comment évaluer nos trente dernières années ?

En tant que participant actif à l'histoire vécue, je considère que le plus grand mérite de ces trente dernières années, et c'est aussi leur tendance générale, réside dans le fait que l'édification socialiste a réussi à rompre avec les distorsions les plus grossières des années 50 tout en préservant et en transformant les acquis antérieurs. Une pratique proprement hongroise de l'édification socialiste est née, sans revendiquer le qualitatif de « modèle ». Elle avait des traits spécifiques : le PSOH a assoupli, limité les caractéristiques monopolistiques du pouvoir, a modernisé la direction économique (dans ce cadre, la politique agricole peut être considérée comme particulièrement fructueuse); sur la base des changements politiques et économiques, il a institué une politique d'alliances se fondant sur un vaste soutien populaire ; la vie publique, l'existence quotidienne sont devenues plus humaines, plus libres et meilleures.

Ces éléments ne se sont pas développés au même rythme, de façon uniforme, ni sans zig-zag.

Selon la logique des choses, le gouvernement ouvrier-paysan révolutionnaire a dû prendre une position ferme face aux forces agissant en faveur de la restauration.

D'autre part, il fallait également prendre en compte les aspirations des ex-forces råkosistes, qui voulaient revenir au pouvoir. Le parti a dû faire preuve d'une « double sensibilité » à l'égard de l'évolution des rapports de force, mais finalement en menant la lutte sur deux fronts, il a réussi à refouler les deux extrêmes.

### III.2. la politique agricole

Déjà en 1957, le PSOH et le gouvernement se proposaient de prendre l'initiative de différentes réformes. L'élaboration des thèses de politique agricole du PSOH, lesquelles plaçaient la politique agricole du parti sur de nouvelles bases, était d'une grande importance au cours de l'été 1957. La réorganisation socialiste de l'agriculture a eu lieu graduellement, selon le principe du libre consentement, et de telle façon que la collectivisation n'a pas entraîné la diminution de la production agricole. La proportion de la paysannerie dans la population totale est passée de 58 % à 12 %, alors que la production agricole a doublé. Un modèle particulier de la production agricole s'est développé, lequel a allié avec succès la production agricole industrielle et la production individuelle, c'est-à-dire des activités auxiliaires. Cette forme s'est avérée efficace, l'agriculture est devenue le secteur moteur de l'économie nationale, et pendant longtemps elle était compétitive. Je pense que ce « modèle » par exemple fait certainement partie des acquis qui sont à préserver.

### III.3. 1968 : réforme économique et blocages

Le PSOH a considéré comme important de développer une structure économique socialiste et un système de gestion modernes pour l'ensemble de l'économie nationale.

Le nouveau système de gestion économique introduit en 1968 a donné une indépendance plus ample aux entreprises et voulait mettre en valeur les rapports marchands et monétaires, le marché. Si la réforme économique n'a pas apporté les résultats escomptés, c'est en premier lieu parce que la réforme de la super-structure ne s'est pas faite

parallèlement. En plus sa mise en valeur a été freinée par des craintes idéologiques de même que par la persistance des dogmes et illusions antérieures ; et ce qui est peut-être le plus important, c'est qu'il était impossible, et il est toujours impossible, de ne pas prendre en compte les problèmes sociaux qui, (bien qu'ils ne soient pas causés par le processus de réforme !) sont rendus plus évidents et plus éclatants. De ce point de vue aussi il aurait été plus favorable d'entreprendre la réforme de façon conséquente lorsque notre situation économique extérieure était meilleure qu'aujourd'hui (il est vrai que nos possibilités en politique extérieure étaient moins propices).

Le système des institutions politiques - bien que leur structure monolithique développée dans les années 50 ait persisté - a progressé dans le sens de l'autonomie des organisations politiques et de masse. En principe le parti a renoncé à la thèse du rôle de courroie de transmission imposé aux organisations de masse. Toutefois, dans la pratique, le rôle de direction directe du parti prévalait toujours. Le parti de moyen est devenu fin. Dans la politique des cadres une contre-sélection s'est fait jour. Donc le danger de voir diverger la direction du parti et les membres du parti, ainsi que le parti et le peuple était grand. Mais tant que les choses allaient bien, ce danger semblait négligeable.

La direction a été grisée par les succès. L'illusion du miracle hongrois l'a rendue aveugle aux problèmes qui s'accumulaient.

### III.4. des succès partiels

Dans le développement démocratique, des succès partiels authentiques ont été remportés. Une loi sur les conseils, visant à développer leur activité autonome et à promouvoir leur aspect d'organisation sociale, est entrée en vigueur ; les cadres du développement des autonomies locales se dessinaient. Par l'élaboration de deux lois électorales, nous avons placé les élections sur des bases plus démocratiques.

Au cours de ces trente dernières années, et surtout dans les années 60, un changement important est également intervenu dans la politique d'alliances du parti. La thèse « celui qui n'est pas contre nous est avec nous » est devenue une sentence suscitant bien des sympathies. Elle exprimait bien le renouvellement de la politique d'alliances du parti.

Une politique culturelle fondée sur les principes de l'humanisme en tenant compte de la tolérance s'était développée. Le parti a augmenté la

liberté de la création scientifique et artistique, il n'intervenait plus dans des questions de genre et de goût, et cela a considérablement augmenté le sentiment de sécurité des créateurs, de même que leur créativité.

La vie des gens est devenue plus libre et plus ouverte. Nous ne sommes plus intervenus dans la vie privée des gens, dans leurs goûts et leurs loisirs. La Hongrie est devenue plus ouverte aussi sur le monde. L'élément le plus fructueux de cette ouverture a été l'apparition et le développement du tourisme. Chaque année 17 à 18 millions de visiteurs viennent en Hongrie, et 5 millions de Hongrois vont à l'étranger.

Tout au long des années 70, le niveau de vie s'est relevé. Le plus grand acquis de cette période - et unique dans toute l'histoire hongroise - a été que les salaires réels et la consommation par tête d'habitant ont triplé. L'automobilisation a commencé. De zéro elle est arrivée aujourd'hui à un niveau où une famille sur trois a une voiture. La mécanisation des ménages - partant de quasi zéro en 1958 - a également atteint un niveau considérable. Les constructions ont pris un grand essor, et la possession de terrains et résidences de week-end est largement répandue.

Le PSOH et la République Populaire Hongroise sont devenus des participants reconnus de la vie internationale, où notre pays s'est avéré un partenaire sans surprise, et ceci a renforcé la confiance à notre égard.

### III.5. une crise du post - stalinisme

Les facteurs sus-mentionnés sont les faits authentiques du développement de ces trente dernières années. La question est aujourd'hui : peut-on préserver ces valeurs, et comment ? Les mutations dans l'économie mondiale, survenues dans les années 80, ont ébranlé l'économie d'une série de pays, et pas exclusivement celle des pays socialistes. Mais la nécessité urgente des réponses à donner aux nouveaux défis existe et exige de repenser des problèmes beaucoup plus profonds. Nous devons voir quels sont les facteurs internes, spécifiques au système, qui ont rendu et rendent impossible une adaptation optimale aux conditions réelles de l'économie mondiale.

En d'autres termes, qu'est-ce qui est en crise dans les années 80 : est-ce le socialisme, ou bien est-ce une de ses variantes ? Selon l'opinion de notre parti, ce n'est pas le socialisme, mais le stalinisme et le système et le régime que l'on peut appeler post-stalinisme qui

traversent une crise. Leurs caractéristiques sont bien connues, mais malgré cela, si nous désirons signaler de quoi nous essayons de nous défaire, nous devons énumérer au moins leurs aspects majeurs. Il s'agit avant tout d'une double illusion : celle de la possibilité d'édifier le socialisme dans certains pays se détachant et s'isolant de l'économie mondiale capitaliste, et celle de l'émergence d'un nouveau « système économique mondial socialiste ». Il s'agit de la croyance que l'économie peut être commandée à partir d'un centre ; de l'interprétation simplifiée des rapports de propriété socialistes, selon laquelle dans le socialisme toute propriété devient de façon uniforme propriété de l'Etat ; du modèle d'une structure politique fondée sur un système de parti unique, où en dehors du parti communiste on ne tolère - ou seulement formellement - nul autre parti, ni un aucun autre mouvement ou organisation alternatifs.

Comme nous avons pu le voir, après 1956, la Hongrie a fait de grands pas sur le chemin qui l'éloignait du stalinisme.

Mais jusqu'à très récemment - surtout en conséquence des conditions internationales et sous leur influence - tous ces changements ayant une importance historique ont laissé intacts et n'ont fait que desserrer le système des institutions correspondant au « modèle staliniste » antérieur, et le fondement idéologique du système.

## IV. les problèmes d'aujourd'hui

### IV.1. les réformes économiques : les limites des transformations engagées en 1968

Actuellement en Hongrie les *problèmes relevant de l'économie* sont les plus brûlants. Il s'est avéré que pendant la période d'isolation et d'orientation unilatérale vers le CAEM sont nés une structure et un mécanisme de production dépassés et inaptes, ne pouvant assurer la participation efficace aux processus de l'économie mondiale. A cet égard, la réforme du mécanisme effectuée dans les années soixante s'est révélée insuffisante, en partie parce qu'elle a laissé intacte la structure politique du système. Il est devenu clair que pour arrêter les processus défavorables, nous devons également faire des réformes plus profondes et plus conséquentes dans le domaine de l'économie.

Selon les conceptions à long terme de la réforme de 1968, l'objectif final aurait également été la création d'une économie basée sur le marché. Mais le processus comportant plusieurs étapes a été stoppé

avant terme, et déjà au début des années 70 des processus de retour en arrière ont commencé et ont gagné du terrain, ce qui était d'ailleurs parallèle aux développements internationaux, notamment aux événements de 1968 en Tchécoslovaquie et, en grande partie, aux tendances défavorables qui se faisaient jour en Union Soviétique à l'époque. La remise en question de la réforme s'est concrétisée dans le fait que cinquante grandes entreprises - la partie décisive de l'industrie - ont été exemptées de la loi de la valeur. Sur le plan idéologique des mesures de durcissement ont été prises.

Il est vrai qu'en 1978 nous avons réussi à mettre fin au blocage de la réforme, mais à ce moment-là, le processus d'endettement causant déjà de sérieux problèmes, la crainte des conflits qui accompagnaient la poursuite de la réforme, ainsi que les conditions défavorables de la politique internationale (du moins jusqu'en 1985), et surtout l'indécision de la direction, tous ces éléments ont amené la pratique des demi-solutions, des manoeuvres dilatoires et des mesures de compensation à court terme. Le cours des choses ne s'est pas inversé par le fait qu'en 1984 le Comité Central du Parti a adopté une décision qui visait au développement d'une économie mixte, fondée entièrement sur les principes de marché, et qui aurait dépassé qualitativement la conception d'une économie planifiée utilisant des éléments du marché. Les conditions politiques de l'époque n'étaient pas encore appropriées à la mise en pratique de l'objectif.

Ce n'est qu'après la Conférence du Parti en 1988 que les conditions politiques sont devenues propices pour une poursuite radicale de la réforme. Par exemple un système bancaire à deux niveaux a été introduit ; en 1988, une loi sur les corporations a accordé un champ d'action plus vaste aux compagnies privées, ainsi qu'aux investissements des capitaux étrangers, et est allée dans la direction d'une économie mixte ; la réforme budgétaire a été également inscrite à l'ordre du jour, etc.

Vu que l'un des grands problèmes de, et obstacles à notre progrès économique est la faible efficacité des entreprises d'Etat, en ce moment nous cherchons les moyens permettant d'augmenter l'efficacité de la propriété publique, de même que des formes de propriété telles que sociétés anonymes, organisations de propriétaires ou holdings, et nous cherchons en général les possibilités permettant de renforcer la conception et le comportement de propriétaire.

Naturellement tout ceci n'est pas sans dilemme. Les mesures de réforme sont souvent peu populaires, vu que la stagnation de l'écono-

mie et la détérioration de la balance du commerce extérieur imposent de lourds fardeaux aux travailleurs : pour l'instant le niveau de vie de la population continue à décliner. Pour un bon moment encore nous devons compter avec l'inflation, le chômage, la faillite de compagnies, etc., et il semble que c'est maintenant que nous devons accepter les tensions et les conflits sociaux qui en dérivent, alors qu'antérieurement la politique économique refusait même des tensions et conflits beaucoup moins importants.

#### IV.2. les réformes politiques : vers un pluripartisme

Même s'il est vrai qu'actuellement en Hongrie c'est la crise de l'économie qui est la plus grave, la *situation politique* non plus n'est pas exempte de tensions graves. La nécessité de s'éloigner du système politique stalinien et post-stalinien rendrait déjà inévitable la réforme politique, mais les résultats des essais de réformes économiques qui ont duré vingt ans, renforcent et ont rendu généralement évidente en Hongrie la reconnaissance du fait que la réforme d'ensemble du système économique est inimaginable sans la réforme du système politique.

Bien qu'à partir des années soixante la possibilité de mouvements autonomes par rapport à la direction centrale se soit ouverte aussi bien dans l'économie que dans d'autres sphères de la société, ces mouvements se heurtaient constamment à l'immobilité du mécanisme de prise de décisions du pouvoir, au centralisme exagéré, à l'ancienne pratique du rôle dirigeant du Parti.

Dans les années 80, les mouvements autonomes sont entrés dans une phase qualitativement nouvelle. En partie à cause de l'arrêt et de l'exécution inconséquente de la réforme lancée par le Parti, ainsi qu'à cause de la faible faculté d'adaptation structurelle de la société et de la détérioration de la situation économique, les tensions internes de la société hongroise se sont aggravées. Le maintien de l'intégration et de la stabilité sociale était de plus en plus difficile dans le cadre du modèle politique traditionnel.

Les différents groupes sociaux cherchent des solutions et des objectifs alternatifs par rapport au système d'institutions officielles. Faute de structure institutionnelle politique articulée, ces mouvements ont pris rapidement en charge des fonctions politiques directes.

Dans la seconde partie des années 80, avec l'approfondissement de la crise sociale, leur nombre a augmenté et la radicalité politique des différents groupes s'est accrue. Une partie des organisations autonomes, et les mouvements récemment créés se sont lancés vers l'institutionnalisation politique.

Par la naissance des nouvelles organisations politiques et la réorganisation de certains partis qui avaient déjà existé auparavant (comme par ex. le Parti des Petits Propriétaires ou le Parti Social-démocrate, le Parti du Peuple), le système à parti unique a de facto pris fin, sans pour autant créer un régime à plusieurs partis légalement ordonné et capable de fonctionner. Différentes associations civiles (dont certaines formulant des objectifs politiques), et d'autres groupements assumant un rôle de représentation des intérêts, se constituent en grand nombre. Donc un champ politique institutionnellement articulé est né, ce qui change aussi considérablement la place et le rôle du PSOH. La nouvelle loi d'association, qui considère que la fondation de partis est un droit civique, signifie la légalisation du régime à plusieurs partis.

La direction du PSOH accepte la nécessité du pluralisme politique, celui-ci étant une condition importante de la démocratie, bien qu'elle ne s'identifie pas au pluralisme de partis et bien que le pluralisme des partis ne soit pas suffisant au développement de la démocratie. Une certaine confusion peut être observée aussi au sein du Parti, dans la mesure où une partie des membres craignent pour le socialisme et sont préoccupés du risque de la perte du pouvoir que pourrait comporter la formation d'un régime à pluralité de partis.

Le Parti doit préciser sa relation aux autres organisations prenant place dans le système politique en restructuration. Il reconnaît non seulement leur raison d'être, mais aussi la nécessité de garantir leur légalité par des moyens étatiques. Ne renonçant point aux débats relatifs aux idées et aspirations contraires, il reconnaît leur organisation de type parti et leur pleine égalité de droits.

Les organisations de représentation d'intérêts auxquelles, à l'époque stalinienne, on n'attribuait qu'une fonction de « transmission », deviennent des organisations autonomes représentant des intérêts de plus en plus réels.

Le PSOH désire formuler sa relation au *pouvoir* d'une façon différente. Jusqu'à présent, le Parti coordonnait les intérêts et différences d'opinion exprimés de façon fort limitée, en mettant en valeur son rôle dirigeant et surtout par l'intermédiaire de mécanismes informels et qui

prenaient en compte les intérêts. A l'avenir c'est également par sa politique qu'il veut offrir un programme à l'ensemble de la société, mais il renonce à la direction directe des organes d'Etat. La coordination entre les mouvements politiques doit être résolue fondamentalement à l'aide de l'Etat. Le Parlement et le Gouvernement, et les organisations de représentation d'intérêts au niveau local sont les plus appropriés.

La création d'un gouvernement de coalition, prêt à faire progresser le développement socialiste par la voie des réformes et à sortir de la crise, semble être également pertinente.

### IV.3. les inégalités sociales : une crise de confiance multiple

Sans aucun doute une des raisons de la nécessité de la réforme sociale doit être cherchée dans l'accentuation des différences sociales et dans les limites à la possibilité de les surmonter individuellement ou institutionnellement. Un des dilemmes de la réforme sociale est le suivant : comment pourrait-on diminuer les différences sociales non-désirables et augmenter l'égalité des chances, tout en augmentant l'efficacité de l'économie.

Selon les recherches portant sur la société hongroise des années 80, environ 20 % de la population peuvent être considérés comme nettement défavorisés. Quelques 5 à 6 % font partie de l'élite, et 75 % font partie de la classe moyenne de la société, dont un groupe important (environ 15 % de la population totale) peut très facilement retomber au niveau de vie des plus défavorisés.

L'éventail des différences sociales rend urgente la réforme radicale de la politique sociale. Le dilemme de la réforme de la politique sociale est que dans un pays aux prises avec de graves problèmes économiques, il est difficile de trouver les fonds indispensables au fonctionnement plus efficace de la politique sociale. La réforme de la politique sociale se trouve souvent en contradiction avec le programme de rationalisation économique. Alors que l'un exige la modération des inégalités sociales, l'autre préconise le principe de rendement et même la participation proportionnelle au capital.

Le niveau de vie des grandes masses stagne ou a décliné pendant la deuxième partie des années 80, or - en conséquence de la crise qui s'aggrave - cela a lieu au moment où les différences sociales sont

ressenties avec acuité et où la représentation et l'articulation des intérêts ont des possibilités plus grandes qu'auparavant. La société accepte difficilement l'aggravation des conditions de vie, même si la crise sociale est moins manifeste que la crise économique et politique. La crise sociale est étroitement liée à la crise *idéologique*, laquelle est fondamentalement liée à l'échec d'une conception simplificatrice du socialisme et aux lenteurs du renouveau idéologique.

Dans la seconde partie des années 80 a éclaté une *crise de confiance*, qui ne peut guère être expliquée par une seule circonstance ou un seul facteur. Les raisons de la crise de confiance et les processus qui y ont mené non seulement sont multiples, mais sont d'un type qui pour l'essentiel renforce leurs effets réciproques.

Vu que dans l'ordre persistant du système d'institutions et des mécanismes politiques, la *responsabilité* pour les problèmes économiques, pour la stagnation et pour la temporisation dans les décisions et les mesures de réforme est a priori diffuse, un mécontentement a été causé vis-à-vis de l'ensemble du pouvoir.

La réforme du système d'institutions politiques est devenue de plus en plus le problème central de la crise, et la condition préalable au rétablissement du consensus social.

La crise de conscience s'est également déclarée au sein du Parti dans le rapport des membres et de la direction. La plupart des membres du Parti avaient le sentiment de devoir partager la responsabilité pour une politique qui s'est avérée infructueuse, irrésolue et erronée sous plusieurs aspects, sans pour autant avoir la possibilité de réellement intervenir dans la formation de cette politique.

Ainsi le développement de la transparence de l'information et de la démocratie au sein du Parti est devenu urgent, non seulement pour et à cause de la mise en pratique de la réforme dans ce domaine important du système d'institutions et du mécanisme politique, mais aussi pour apporter une solution à la crise de confiance au sein du Parti.

Si l'approfondissement de la crise de confiance et de la polarisation politique peut être arrêté, ce qui dépend avant tout de la réforme politique et du changement de rapports au sein du Parti, répondre à la vraie question de fond - à savoir l'affirmation du développement et de l'ordre des valeurs socialistes, la priorité de la propriété sociale et de la solidarité collective, et même le rôle politique du Parti se renouvelant intérieurement et fondé sur les bases démocratiques - peut aboutir à un consensus social relatif, malgré la durée probablement prolongée des problèmes et des difficultés économiques.

## V. conclusions : des dilemmes et des questions

Je considère que la maîtrise et le dépassement de la crises et des phénomènes de crise sera un processus long et fort douloureux. Au cours de celui-ci il y a beaucoup de choses à craindre, dont surtout les extrêmes. Notamment que beaucoup cherchent la « vraie solution » dans l'instauration d'un « bon capitalisme ». L'aspect intolérable de cette conception consiste, entre autres, dans le fait qu'elle masque ses implications économiques, sociales et humaines perverses. Il est à craindre que les forces préconisant le retour à l'ordre ancien dogmatique se raniment. Nous ne devons pas nous leurrer : il est vrai que ceux qui formulent cette idée sont en général des « hommes de l'appareil », mais le fondement réel de leur démarche est la crainte - qui n'existe pas uniquement au sein du Parti - que la voie sociale et politique que nous avons parcourue jusqu'ici, et surtout nos acquis sociaux, se volatiliseront.

Nous devons déployer des efforts pour que la finalité et la trajectoire de la réforme économique et sociale soient un socialisme démocratique et humain.

Un parti communiste-socialiste ne peut renoncer à cet objectif et à cette tendance sans désavouer son identité et sa raison d'être, et il ne peut s'orienter dans une autre direction sous aucun prétexte. Tout parti politique au pouvoir ou partageant le pouvoir est confronté à de sérieux dilemmes lors de « l'orchestration » d'une réforme radicale, ceci est encore plus vrai dans le cas des partis du socialisme.

Pour conclure, je ne vais que signaler ces dilemmes, sans y entrer en détail et surtout sans apporter des réponses, car l'élaboration des réponses n'est pas encore terminée. Elle ne fait que commencer. Donc le lecteur voudra bien considérer cette esquisse des dilemmes, qui est loin d'être complète, comme une annexe. Quant au sens dans lequel nous cherchons les réponses et à certains éléments de nos réponses, une certaine orientation est donnée par tout l'exposé ci-avant.

## *esquisse des dilemmes*

### *1. les différents composants (en partie contradictoires) du processus actuel de la réforme*

(a) « la marche arrière » dans une rue sans issue, le démantèlement et la correction du « modèle stalinien » mis en place dans les années cinquante.

*dilemme n° 1* : jusqu'où doit-on ou peut-on faire « marche arrière » : jusqu'en 1948 ? ou 1945 ?

(b) de nouvelles expérimentations, la recherche de nouvelles solutions, peut-être à partir de l'expérience des autres.

*dilemme n° 2* : dans la situation présente, que retenir des éléments de notre passé (p.ex. les conseils d'ouvriers, la coalition), et qu'est-ce qui pourrait être accepté par notre société ?

(c) les corrections de la structure économique et des mécanismes institutionnels rendues nécessaires en conséquence de la réintégration dans les processus mondiaux et de notre ouverture vers l'économie mondiale.

*dilemme n° 3* : comment peut-on coordonner les mécanismes et structures internes avec les exigences externes ?

(d) la nécessité de réagir aux nouveaux défis de l'économie mondiale et à d'autres défis globaux (révolution technologique et d'information, etc.).

*dilemme n° 4* : peut-on se défendre contre les défis extérieurs sans s'isoler à nouveau, et comment ?

### *2. les conditions concrètes du processus de réforme*

(e) des conditions économiques extérieures qui se détériorent et des conditions politiques internationales qui s'améliorent.

*dilemme n° 5* : double contrainte = retard dans la réaction à la perestroïka soviétique, changements politiques explosivement rapides, et détérioration continue de la situation économique, absence des acquis de la réforme économique.

# intellectuels zairois : quelles responsabilités devant l'histoire ?\*

anicet mobé - fansiama  
étudiant à la Faculté de Droit  
de l'Université Catholique de Louvain.

*\* Texte issu d'une contribution aux travaux préparatoires du colloque organisé par l'assemblée générale des étudiants de Louvain, sur le thème : « Propos libres sur l'université », La Libre Belgique, 18 avril 1987; Le Soir, 21 avril 1987; Journal de Louvain, octobre 1986, p. 18, avril-mai 1987, p. 130.*

Je remercie les membres du comité de l'AGL, particulièrement ceux de la commission «enseignement» qui m'ont associé à cet effort de réflexion, ainsi que les amis (Eric, Benoît, Mathieu et Théo) qui m'ont fait part de leurs remarques. Cependant les opinions contenues dans cet article - dédié en témoignage d'amitié au révérend-père Robert Caron s.j., à l'occasion de son jubilé - n'engagent que son auteur.

L'actualité belgo-zairoise a braqué ses projecteurs sur les « intellectuels zairois »; en effet, la délégation zairoise de haut niveau envoyée en décembre 1988 pour clarifier les problèmes de la coopération était composée de trois éminents universitaires (tous de Lovanium) dont un professeur de faculté : les trois professeurs sont originaires (simple hasard ou dessein de les griller ?) de trois régions (Bandundu, Bas-Zaïre et Kasa orientale) qui pendant longtemps furent pénalisées par le système des quotas des bourses d'études par lequel le régime limitait l'accès de leurs ressortissants à l'université.

S'il est exact - comme nous l'enseigne Paul Veyne - que seule l'histoire dit vrai, son jugement sur les « intellectuels zairois » sera cruel ; leur condamnation risque d'être sans appel !

En effet, quel paradoxe entre l'aboulie intellectuelle des universitaires zairois, aujourd'hui, et la vitalité intellectuelle des évolués, hier ! Aujourd-

### 3. les dilemmes « internes » du processus de réforme

(a) la direction venant d'en haut, la nécessité de la progressivité et de la stabilité - dans les conditions de la démocratisation accélérée, de la publicité pour ainsi dire explosive, et de la crise de confiance,

- le besoin d'une nouvelle direction (crédible) et le conflit de la contre-sélection du passé,
- l'engagement politique socialiste et l'image du socialisme idéologiquement et socialement discréditée,

(b) modernisation économique et sécurité sociale étant des exigences contraires dans la Hongrie de nos jours,

- ouverture sur l'économie mondiale, nécessité de participation dans des conditions économiques mondiales défavorables (prix mondiaux, compétition, tourisme occidental, etc.),
- confrontation de l'efficacité économique et des considérations de la politique sociale,
- mécanisme de marché et rôle économique de l'Etat (contre lequel des deux doit se défendre la « société civile » ?)
- rapport entre la propriété collective, d'Etat et privée, la propriété nationale et étrangère. A laquelle accorder la préférence ?

(c) dilemmes politiques : le *PSOH* est-il un parti ouvrier ou un parti de l'ensemble du peuple ?

- que signifie la « classe ouvrière » à la fin du 20ème siècle et en Hongrie ?
- est-ce que les frontières entre les classes vont encore réapparaître en conséquence de la réforme ?
- la « classe ouvrière », le mouvement syndical sont-ils contre la réforme ?
- qui doit payer et qui paie la note du processus de réforme, quels en sont les bénéficiaires ?
- la démocratie politique pluraliste se réduit-elle à la pluralité des partis ?
- quelles sont les possibilités de l'autogestion sociale et de la démocratie à participation directe ?
- comment peut-on assurer le passage à la pluralité des partis, et comment se modifiera le caractère et le rôle du *PSOH* ?
- peut-il conserver son pouvoir et son rôle dirigeant et à quel prix ?
- y a-t-il des chances pour une coalition de gauche ?
- quelle est la base sociale réelle des différents courants politiques dans la société ?

d'hui, il est de bon ton de se gausser du discours naïf de certains manifestes publiés par les évolués ou de la timidité de leurs revendications ; n'empêche que, malgré un niveau d'instruction peu élevé (seuls les grands séminaristes, les assistants agronomes et médicaux et les diplômés de l'école administrative de Kisantu ont eu la chance de faire des études post-secondaires), ils ont déployé une activité intellectuelle qui, à partir de 1955, a mis en branle le processus d'émancipation politique qui aboutit à l'indépendance du pays. Aussi est-il permis, me semble-t-il, de se demander si les universitaires zaïrois remplissent leur rôle d'intellectuels.

## qu'est-ce qu'un intellectuel ? l'universitaire zaïrois est-il un intellectuel ? <sup>(1)</sup>

Le terme « intellectuel » a été si galvaudé qu'il n'est pas superflu d'avancer quelques éléments de réflexion.

Les critères qui servent à repérer les intellectuels sont souvent sujets à caution ; d'ailleurs, parfois, on parle de « pseudo - intellectuels ». Selon les lieux, les époques et les milieux, l'appellation d'intellectuel peut soit vous honorer soit vous déconsidérer.

Est intellectuel, dit-on, l'individu dont l'intelligence constitue le principal outil de travail et la source de ses revenus. Cependant, nous constatons que tous les gens intelligents (intelligence : faculté de connaître et de comprendre) ne sont pas nécessairement des intellectuels.

L'érudit, incapable de percevoir son milieu social autrement qu'à travers le prisme très souvent déformant de sa bibliothèque, est-il un véritable intellectuel ?

En ce qui concerne l'histoire de la pensée, ici en Occident, l'« **Affaire Dreyfus** » en France sert de référence à l'émergence de cette catégorie d'individus que sont les intellectuels. Le 14 janvier 1898, le journal *L'Aurore* publie un « Manifeste des intellectuels », signé par les écrivains Emile Zola, Marcel Proust et Anatole France; par des hommes politiques comme Léon Blum; par des universitaires comme Lanson, Brunot, Lucien Herr,...

Dans ce manifeste, pour la première fois en France, des hommes se désignaient comme des « intellectuels » avec la volonté affirmée de peser sur le cours des événements. Leur manifeste déclencha un conflit politique aigu, conflit de valeurs surtout où vérité, justice et droits de l'homme furent défendus face à la raison d'Etat et au culte étroit de la patrie. <sup>(2)</sup>

A ce point de réflexion, nous pouvons souligner deux considérations.

Première considération : dans l'acte de naissance (Manifeste de Zola), l'intellectuel se définit par une fonction critique ; grâce à l'écrit ou grâce au verbe, l'intellectuel doit aider la société à prendre conscience d'elle-même. <sup>(3)</sup>

**La seconde considération tient compte des clivages sociaux :** ceux qui traversent la société globale se retrouvent aussi dans les milieux intellectuels. Chaque groupe social engendre en son sein une catégorie de gens qui vont exercer la fonction d'intellectuels, celle de conférer au groupe social concerné son **homogénéité** et la **conscience** de sa propre fonction, non seulement dans le domaine socio-économique mais aussi dans le domaine politique. <sup>(3 bis)</sup>

Cette fonction critique qui caractérise une démarche intellectuelle militante est-elle assumée au Zaïre ? Il est permis d'être sceptique.

Si on se réfère à une enquête menée par le professeur MUDIMBE <sup>(4)</sup>, en résumé, les personnes interrogées considèrent que le rôle de l'intellectuel dans la société est de contribuer à la promotion des classes défavorisées (98%); de travailler au bien-être de la société (97%); d'être un modèle dans le travail technique (97%); d'être un dispensateur de la culture (73%); d'être le défenseur des principes (67%); d'observer la société (65%) et non de la critiquer (89%).

Ces résultats ont été repris durant un colloque organisé en 1981 par la Faculté de Théologie à Kinshasa, sans trop de commentaires, et pourtant ! Quels sont les modèles culturels que devrait dispenser l'intellectuel zairois ? Quels sont les principes qu'il devrait défendre ? Comment pourrait-il contribuer au bien-être de la société sans la critiquer ? Il est illusoire de croire que les intellectuels pourraient contribuer à la promotion des classes défavorisées sans analyser correctement le système socio-économique dans lequel vivent ces classes défavorisées. Comment se situent les intellectuels zairois par rapport à l'exercice du pouvoir politique qui demeure un facteur déterminant dans la promotion - ou la régression - des classes sociales ?

La constatation faite par MUDIMBE n'a pas été démentie par les faits. Au Zaïre, les intellectuels se sont, sauf rares exceptions, abstenus de critiquer le régime.

On ne peut valablement juger les intellectuels zairois sans analyser le système social dans lequel se meut leur pratique sociale. Actuellement au Zaïre, les seuls intellectuels reconnus par la société - parce que consacrés comme tels par le pouvoir politique - sont ceux qui ont accepté ou ont été contraints d'accepter d'être des perroquets de l'idéologie du Parti unique et de dociles serviteurs du régime.

## tel régime, tels intellectuels ?

Les intellectuels zaïrois accèdent à la vie professionnelle sur un mode individuel, c'est à ce niveau qu'opèrent - avec une redoutable efficacité - les mécanismes de récupération pour empêcher l'éclosion d'une véritable classe intellectuelle militante et indépendante, idéologiquement et économiquement, du pouvoir établi.

Cette récupération est facilitée par les procédures de sélection que le régime contrôle de manière absolue et par l'idéologie qui sous-tend sa pratique politique.

« Toute nomination, toute promotion dépend en dernière instance du bon vouloir présidentiel. Trois règles président à la formation de la classe dirigeante, dans l'ordre décroissant : le jeu des affinités familiales, ethniques et régionales; le système d'allégeance par la corruption organisée; la sélection mandarinale. La détention d'un diplôme est devenue pour ceux qui n'appartiennent pas à l'ethnie présidentielle une condition de plus en plus nécessaire pour entrer dans la classe dirigeante, mais elle est loin d'être suffisante. La confrérie régnante comprend (également) des personnalités des autres régions choisies pour leur représentativité ou pour leur compétence - c'est le cas de nombreux professeurs d'université - mais celles-ci doivent faire preuve d'une grande docilité en matière politique. »<sup>(5)</sup>

En effet, dès qu'ils sont admis dans le cercle du pouvoir, les professeurs d'université commencent à végéter - malgré leur richesse matérielle ostentatoire, ou à cause d'elle - dans l'obscurantisme. Ils ne disent plus ce qu'ils pensent, mais sont obligés de **penser ce qu'ils sont contraints de dire pour faire plaisir au Prince**. Ils subissent alors l'effet corrosif des structures aliénantes et corruptrices qui anesthésient leur esprit critique et qui émoussent leur compétence professionnelle (au point de les rendre incompetents). Ils sont alors décriés par cette même presse zaïroise qui vantait leurs qualités de technocrates au moment de leur nomination.

Cette récupération est facilitée également par la dévalorisation de la fonction enseignante et la stérilisation de la recherche scientifique. Les meilleurs éléments du corps professoral préfèrent s'expatrier ou se reconvertir dans le secteur privé où ils bénéficient d'une meilleure rémunération. En juillet 1979, un professeur zaïrois d'université gagnait trois à quatre fois moins qu'un jeune chômeur belge. Cette situation n'a pas changé aujourd'hui.

Lors du débat télévisé du 11 décembre 1988, le professeur MPINGA prétendit qu'après **vingt ans** de carrière professorale, il pouvait s'acheter une belle voiture ! Assertion répétée par certains de ses pairs qui

n'ont jamais exercé de fonctions politiques au sein du MRP.

« Les plus anciens parmi nous ont plus de quinze ans de service ; en terme de pouvoir d'achat, ils touchent aujourd'hui moins qu'au début de leur carrière ; tous les professeurs de l'UNAZA (Université Nationale du Zaïre) savent qu'en pleine carrière ils ont un salaire inférieur au premier salaire de leur élève fraîchement muni d'une "licence", qui est engagé dans une société privée. »<sup>(6)</sup>

« Les pouvoirs de décision en matière économique, politique et administrative méconnaissent les institutions de recherches et les chercheurs nationaux au profit des experts et des bureaux d'étude étrangers. Cette discrimination est d'autant plus étonnante qu'elle ne s'explique ni pour des raisons de compétence, ni par souci d'économie. »<sup>(7)</sup>

Cette récupération est enfin facilitée par la mise sous tutelle politique de l'Université et par la culture ubuesque que distille une presse nationale envahissante et entièrement contrôlée par le pouvoir politique.

Qu'il suffise de rappeler les principes qui ont guidé la réforme universitaire issue du colloque organisé en 1971 par le Bureau politique du Parti unique à Nisele (création de l'UNAZA) : « **Notre enseignement doit justifier le régime établi**, le consolider, amplifier ses actions et sauvegarder ses conquêtes. **Les enseignants devraient être recrutés d'une manière très sélectionnée**, non seulement en tenant compte de leurs compétences académiques, mais également de leurs **opinions politiques**. Les professeurs devront communiquer aux autorités nationales responsables les éléments essentiels faisant l'objet de leurs cours. L'on devra exiger que le syllabus des cours relatifs aux sciences humaines fournisse une bibliographie des références aussi complète que possible. »<sup>(8)</sup>

L'université est ainsi transformée en moule idéologique pour former des militants, « **gendarmes de l'intelligence** ». Asservie au pouvoir établi, l'université doit uniformiser les opinions selon les directives et la doctrine du Parti unique.

Le régime ne reconnaît plus à l'université la fonction critique qui normalement lui permettrait d'exercer une **influence consciente et raisonnée** sur le devenir de la société.

Il n'est donc pas étonnant que la réforme de 1971 se soit soldée par un échec cuisant, dû notamment à l'improvisation et à la précipitation qui ont caractérisé ses premières étapes. « Improvisation et précipitation qui furent à l'origine de nombreuses confusions et qui eurent un impact certain sur le fonctionnement de l'Université. L'accomplissement par l'UNAZA des deux missions premières d'une université que sont l'enseignement et la recherche fut rendu difficile par la part dérisoire, et parfois

par l'absence, de moyens financiers destinés aux domaines directement liés à ces deux activités. Il est surprenant, par exemple, d'apprendre que les bibliothèques - cet instrument de travail capital pour toute université - ne se soient vu accorder, jusqu'en 1976, aucun crédit au budget de l'UNAZA. »<sup>(9)</sup>

C'est dans ce climat d'intolérance et d'inculture qui empoisonne la vie académique et stérilise la créativité, qu'ont été formés la plupart des jeunes professeurs actuels, demeurés prisonniers de leur syllabus et incapables souvent de formuler une réflexion critique solide. Il est donc illusoire d'espérer qu'un tel corps professoral puisse former des intellectuels valables. Le bachotage, fût-il couronné par plusieurs diplômes, ne peut remplacer efficacement la culture, les connaissances scientifiques et l'esprit critique dont ont besoin les acteurs sociaux pour comprendre en profondeur toutes les contradictions de la complexité sociale.

La démission intellectuelle qui caractérise les milieux universitaires zaïrois se manifeste notamment à travers la sclérose culturelle des différents cercles de chercheurs zaïrois en Belgique ; au mieux, ces cercles sont des commissions des fêtes chargées d'organiser des soirées dansantes à l'occasion des baptêmes, des communions des enfants et des fêtes de nouvel an ; au pire, ils sont des auxiliaires des services de sûreté de l'ambassade. Il suffit de rappeler l'acharnement de certains chercheurs pour imposer à leurs collègues l'adoption et l'envoi d'une motion de soutien indéfectible au guide, lors du séjour de la délégation zaïroise de haut rang envoyée en décembre 1988 pour clarifier les problèmes de la coopération. En dehors du CEREZA avec Pili-Pili KABAGO, le dernier cercle dynamique des chercheurs fut celui de Leuven qui publiait régulièrement jusqu'en 1984 un excellent bulletin. Il est symptomatique que la création de la revue *Noraf*, à Louvain-la-Neuve, soit une initiative qui ait germé en dehors du cercle des chercheurs. En effet, les querelles mesquines à propos des résultats sportifs et les rigolades qu'entraîne la projection sur cassettes vidéo des sketches burlesques de la T.V. zaïroise, y tiennent lieu d'activité culturelle.

Cette atonie intellectuelle est entretenue par la presse zaïroise qui constitue un **instrument de conditionnement idéologique** pour véhiculer l'opinion du pouvoir politique, érigé en vérité absolue et révélée.

C'est ainsi que depuis 1972, le recours à l'authenticité s'est transformée en un délire idéologique érigeant l'adulation du chef de l'Etat en une vertu civique : ce culte liturgique du Président-Fondateur proscrit tout débat contradictoire et fait de l'esprit critique un crime de lèse-majesté.

Voici l'esquisse de trois manifestations de ce délire idéologique :

1) L'omniprésence, quasi métaphysique, du **dogme de l'infaillibilité présidentielle**.

En raison de la personnalisation excessive du pouvoir, toute critique de fond est convertie en menée subversive qui expose l'intellectuel à d'inqualifiables avanies.

2) La mystification du recours à l'authenticité et de son rituel : faisant appel à l'irrationnel, le régime cherche à impressionner l'imaginaire des foules à travers le déploiement des calicots, la virulence des slogans creux et l'exubérance des manifestations folkloriques, aux fins de contrôle politique ; on en arrive ainsi à masquer une réalité socio-économique désastreuse pour les masses populaires acculées à la malnutrition.

3) L'émasculatation politique : il faut éviter tout débat contradictoire gênant pour le régime. La réaction brutale du chef de l'Etat <sup>(10)</sup> à propos des conclusions du colloque organisé à l'Université de Kinshasa sur la crise économique zaïroise et la recherche de nouvelles bases de développement national est une illustration parfaite de **l'aversion du régime pour le débat contradictoire**. Les participants au colloque auraient dû aboutir à des conclusions élogieuses en faveur du régime. « La foudre de Jupiter » s'est abattue sur eux parce qu'ils ont fait preuve **d'indépendance d'esprit**.

Les intellectuels zaïrois vivent ainsi dans un climat de terrorisme intellectuel légalisé et légitimé par une décision d'Etat du Comité central du Parti unique qui a donné une **base juridique à l'ostracisme doctrinal**. En effet, lors de la 6<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité central du M.P.R., il a été décidé que « tout écrit touchant à l'idéologie et à la doctrine du M.P.R. devrait être soumis avant toute publication ou toute diffusion à l'approbation du Secrétariat général chargé de la formation des cadres ». A ce sujet, une commission « doctrine et idéologie » est instituée au sein du département de l'idéologie et formation des cadres (Décision d'Etat n° 32/CC/B du 1<sup>er</sup> avril 1983). Ce n'est pas un poisson...

La contrainte idéologique restreint considérablement l'espace théorique du débat démocratique des gouvernés, dont l'adhésion aux opinions et aux décisions du Parti unique ne résulte pas d'une démarche **libre et réfléchie**, mais d'un matraquage systématique des consciences, par la fréquence et l'insistance de discours frénétiques entrecoupés par une cascade de slogans incantatoires.

## considérations finales :

### « penser ce que nous faisons » (h. arendt)

Depuis quelques années, de gros efforts - individuels et collectifs - ont été tentés par certains intellectuels zaïrois pour remettre en cause cette démission intellectuelle qui déprime la pensée et qui mutile l'esprit de créativité.

Malgré une situation aussi sombre, peut-être à cause d'elle, plus que jamais, il faut repenser et revaloriser le rôle et la fonction des intellectuels dans la société zaïroise.

Cette revalorisation ne sera bénéfique à la société zaïroise que si elle est l'oeuvre d'une communauté d'intellectuels militants prêts à nouer une alliance préférentielle de classe avec les masses exploitées et si les intérêts de classe de ces intellectuels militants se soumettent aux revendications des milieux populaires.

Intellectuels militants, c'est-à-dire, ceux qui, d'une part, veulent contribuer par leur réflexion critique agissante et leur action réfléchie, à renverser un ordre social qui se nourrit d'injustice et d'arbitraire et qui les reproduit sous toutes les formes, et qui, d'autre part, restent attentifs aux luttes sociales que mènent les plus défavorisés pour conceptualiser les orientations culturelles qui se dégagent de ces luttes sociales.

Il faut, me semble-t-il, que cette revalorisation de la fonction des intellectuels militants s'articule autour de quatre exigences et qu'elle évite quatre écueils.

### quels sont les écueils ?

1. Les intellectuels militants zaïrois doivent éviter d'ériger leur démarche critique, si valable soit-elle, en dogmatisme infaillible ; car dès l'instant où l'on croit détenir la vérité absolue et achevée, on ouvre largement la voie à l'arbitraire.

2. Les intellectuels militants zaïrois doivent éviter ce que René LOUREAU appelle « le lapsus des intellectuels » : dénoncer le pouvoir des autres, énoncer de grands principes à propos de ce qu'il faudrait faire, tel est le sport préféré des intellectuels, qui oublie par contre d'analyser leurs propres implications sociales, économiques et politiques.

3. Il nous faut éviter les effets pervers inhérents à toute activité sociale. Tout projet social crée des exclus : quand on résout des contradictions dans une société, on en crée de nouvelles, il faut faire preuve de

discernement pour les surmonter.

4. Enfin, il faut éviter de tomber dans le piège de la pseudo-neutralité de la science.

La science offre ses services au pouvoir et devient partie prenante de ses décisions, tandis que le pouvoir se sert de la science et devient partie prenante de son destin. La convergence des intérêts du pouvoir et du savoir est inscrite à la fois dans la science - savoir c'est pouvoir - et dans les objectifs de l'Etat - pouvoir c'est savoir. <sup>(11)</sup>

### quatre exigences pour féconder notre engagement d'intellectuels militants

1. La position de la classe des intellectuels militants doit se confondre avec les revendications légitimes des plus défavorisés.

2. Notre engagement doit aider la société civile à maîtriser son passé pour mieux comprendre le présent afin de préparer l'avenir. Cela suppose une **relecture critique de l'histoire de notre pays**.

Depuis 1966, nous assistons - indifférents ou médusés - à une gigantesque entreprise délibérée d'altération du passé et de falsification de l'histoire ; celle-ci est entièrement asservie aux intérêts de ceux qui exercent le pouvoir politique afin de légitimer le régime issu du coup d'état de novembre 1965. Ainsi, insidieusement, le régime en arrive à imposer aux masses - souvent grâce au travail méthodique de quelques universitaires asservis - une vision historique biaisée et occultée pour domestiquer les citoyens et pour broyer toutes les consciences libres.

Lors des manifestations estudiantines à Kinshasa en 1985, les étudiants brandissaient des calicots portant les noms de Kasa Vubu, Lumumba et Tshisekedi (*Le Soir* du 16 février 1985). J'y vois une profonde aspiration légitime des jeunes à se **réapproprier la connaissance historique du Zaïre** afin d'endiguer le processus d'altération du passé par lequel le régime d'après 1965 tente de s'auto-justifier par **la manipulation de l'histoire**.

Il est à noter que le nom de Tshombe n'a pas été scandé par les étudiants ; simple hasard ou bien parce que les étudiants trouvent des similitudes économiques et politiques entre le régime actuel et le gouvernement de Tshombe, « un homme (qui fut) particulièrement sensible au son de la voix des intérêts miniers belges » <sup>(12)</sup>.

3. L'activité intellectuelle militante doit recréer l'intelligence des phénomènes sociaux (le politique, l'économique, le religieux), afin de démon-

trer l'imposture culturelle que nous impose l'idéologie dominante pour endormir les masses et pour anesthésier leur sens critique.

Sommes-nous capables de créer d'autres modèles culturels susceptibles d'alimenter la capacité d'analyse des exploités et d'aiguiser leur conscience sociale ? Notre engagement d'intellectuels militants peut-il contribuer à renforcer la société civile pour la soustraire à l'arbitraire du pouvoir du parti-Etat afin de réconcilier la créativité de la société civile et les nouveaux modes (démocratiques) de gouverner ?

4. L'activité intellectuelle militante doit oeuvrer à l'élaboration d'une nouvelle tradition scientifique critique.

Certes, la science et la technique sont un patrimoine universel ; n'empêche qu'elles naissent dans un cadre socio-culturel déterminé et servent à combler les besoins d'un pays... Elles sont donc utilisées pour un but déterminé. La science critique n'est pas une science particulière, mais c'est une attitude grâce à laquelle les scientifiques peuvent prendre conscience des paradigmes de leur science et des implications sociales, économiques et culturelles de leur pratique.

Fonction sociale de l'université, rôle des intellectuels, slogans creux ? Non, c'est, me semble-t-il, un problème de société qui ne peut laisser indifférents ceux qui veulent démocratiser les rapports entre la société civile et la compétence qu'ils tirent de leur savoir pour en faire **un facteur d'émancipation tant sur le plan individuel que collectif**. Il nous faut donc faire **preuve de lucidité** et remettre continuellement en question nos propres certitudes, critiquer notre propre pratique sociale et affiner sans cesse nos outils d'analyse.

Ce n'est qu'à ce prix que les intellectuels militants zairois joueront efficacement leur rôle de « médiateurs » entre la société civile et le pouvoir politique.

#### Notes

(1) a - Anicet MOBE-FANSIAMA : « Universitaires zairois : le fond du problème », dans *L'Africain*, n° Noël 1980, pp. 11-19.

b - KIANGU SIDAN : « L'universitaire zairois : un intellectuel ? » (critique de l'article précité de MOBE), dans *L'Africain*, n° Noël 1981, p. 12.

c - Anicet MOBE-FANSIAMA : « Ces intellectuels zairois », dans *Cahiers Marxistes*, n° 103-104, mai 1982, p. 43.

(2) a - J.P. Peter : « Dreyfus (Affaire) », in *Encyclopaedia Universalis*, vol. 6, p. 403.

b - « Les écrivains et l'affaire Dreyfus », actes du colloque de l'Université d'Orléans, textes réunis par Gérard LEROY, P.U.F., 1983.

c - J.F. SIRINELLI et P. ORY : *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à aujourd'hui*, A. Colin, Paris, 1986.

(3) F. BON et M.A. BURNIER : *Les nouveaux intellectuels*, Seuil, Paris, 1971, p. 10.

(3 bis) A. GRAMSCI : *Oeuvres choisies*, Ed. Sociales, Paris 1959, pp. 432-433.

(4) MVDIMBE V.Y. : « Les intellectuels zaïrois », dans *Zaire-Afrique*, Cepas n° 88, Kinshasa, 1974, pp. 451-463.

(5) J. RYNEMAN : « Comment le régime Mobutu a sapé ses propres fondements », in *Le Monde diplomatique*, mai 1977, p. 9.

(6) KINYONGO, MUDIMBE et MUBUTA : *Lettre aux Commissaire d'Etat à l'Enseignement supérieur - Recteur de l'Université du Zaïre*, Lubumbashi, 15 août 1978.

(7) B. VERHAEGEN : « Recherches, technologie et développement au Zaïre », *Cahiers Marxistes*, n° 32, février 1977, p. 18.

(8) Rapport général de la commission de réforme du Bureau politique M.P.R.

(9) I.W. ISANGO : « Réflexions sur la nouvelle réforme de l'enseignement supérieur et universitaire », dans *Zaire-Afrique*, Cepas n° 158, Kinshasa, octobre 1981, pp. 489-490.

(10) « Le Président Mobutu interpelle les universitaires », *La Libre Belgique*, 31 mars 1987; *Zaire-Magazine*, Bruxelles, avril-mai 1987, p. 5; *Zaire-Afrique*, Cepas, Kinshasa, mai 1987, p. 318.

(11) G. FOUREZ s.j. : *La science partisane*, Ed. Duculot, Gembloux, 1974, p. 15.

(12) J.C. WILLIAME, *Revue Nouvelle*, décembre 1985, p. 474.

***Sankara, Compaore et la révolution Burkinabe***  
par Ludo MAERTENS

Editions EPO, Dossier International - Anvers - 1989 - 332 pages

Deux personnages hors série sont au coeur de cet ouvrage : le premier est Thomas Sankara, Président du Burkina-Faso (ex-Haute Volta) de 1983 à 1987, dirigeant populaire, comparable en plusieurs points à Patrice Lumumba ; l'autre n'est pas le rival et successeur de Sankara, Blaise Compaore, mais l'auteur lui-même, Ludo Maertens, Président du Parti du Travail de Belgique.

Rien de ce qu'écrit Ludo Maertens ne peut laisser indifférent. Dans un ouvrage précédent consacré à Pierre Mulele (1), il se livrait à une apologie très systématique du dirigeant révolutionnaire assassiné en 1968. Certains ont reproché à Ludo Maertens à cette occasion de manquer de sens critique, de dresser un tableau trop élogieux d'un homme qui n'avait pas l'envergure d'un Lumumba ou d'un Guevarra, et de projeter sur lui sa propre idéologie de militant révolutionnaire radical.

Ludo Maertens a mieux connu Sankara que Mulele. Il le rencontre lors d'un festival à Ouagadougou en février 1987 et est fasciné par sa personnalité, son intelligence, sa culture, ses convictions politiques. A son retour il se fait le défenseur inconditionnel du rôle et de la personne de Sankara et contribue à la diffusion de ses idées. Lors de l'assassinat de Sankara le 15 octobre 1987, Ludo Maertens ne remet pas immédiatement en cause son admiration pour celui-ci et organise une commémoration au Centre International à Bruxelles.

En mars 1988 il est invité à retourner au Burkina-Faso pour se rendre compte des conditions et des circonstances qui ont conduit à la mort de Sankara. C'est alors que commence pour Ludo Maertens un long cheminement critique qui l'amènera à revoir ses positions. Avec une lucidité et une opiniâtreté remarquables, il reprend l'histoire politique du Burkina-Faso de 1983 à 1987. Il met à jour les contradictions de la personne et du rôle de Sankara et montre comment elles ont causé sa perte. A la fin de sa vie Sankara s'était coupé de la plupart des forces populaires et notamment syndicales qui l'avaient porté au pouvoir et soutenu, et s'efforçait de mettre en place un régime centralisateur et autoritaire dont il entendait se réserver à lui seul tout le pouvoir.

L'ouvrage déborde largement le problème du lent dépérissement du caractère démocratique et populaire du régime du Burkina-Faso. Il

décrit longuement l'histoire des sept partis de gauche qui ont marqué le pays à partir de 1963, l'Organisation Militaire Révolutionnaire, le fonctionnement du Conseil National de la Révolution. La dernière partie du livre est consacrée à la période 1987-89 et s'interroge sur la continuité politique du régime sous le Front Populaire de Blaise Compaore, successeur de Sankara.

On sait aujourd'hui, depuis la liquidation le 20 septembre 1989 de deux ministres, accusés d'une tentative d'assassinat du chef de l'Etat, que la stabilité du régime Compaore n'est pas acquise, et que celui-ci suit la même pente dictatoriale que Sankara. Les deux ministres exécutés étaient avec Compaore les co-auteurs du premier coup d'état qui avait porté Sankara au pouvoir en 1983, et du deuxième qui l'avait liquidé en 1987.

Malgré la qualité et l'abondance de l'information orale et écrite, on peut s'interroger sur l'efficacité de la méthode utilisée par Ludo Maertens. Le lecteur est submergé sous les textes et les témoignages, dont il ne peut pas toujours évaluer la pertinence ou le caractère représentatif. Quel fut le poids réel de toutes ces déclarations, de tous ces programmes, dont le ton radical, parfois grandiloquent, tranche sur ce que nous savons de la sagesse et de la modération du peuple Burkinabe.

Une dernière remarque critique que nous avons déjà adressée à des précédentes publications de l'EPO : il est fort difficile pour le lecteur de faire la distinction entre les documents et textes cités, et les commentaires de l'auteur. Ne faudrait-il pas changer de caractères pour les longues citations, ou mettre des guillemets à chaque nouveau paragraphe ?

Souhaitons de toute manière que Ludo Maertens poursuive ses études d'histoire politique africaine immédiate. Celles-ci devraient lui permettre de se forger des opinions et une doctrine politiques qui ne soient plus entachées de dogmatisme maoïste ou d'un militantisme mal informé.

Benoît VERHAEGEN

(1) recensé dans les *Cahiers Marxistes*, n° 139-140, janv-févr 1986

#### **Pour réparer une omission**

La note de lecture parue dans le numéro 168 des *Cahiers Marxistes* (juin-juillet 1989) sur le livre *Mission au Rwanda - Un blanc dans la bagarre Tutsi - Hutu* de Guy LOGIEST a été rédigée par Benoît Verhaegen

*Les jeunes et l'ordre politique  
en Afrique Noire*

J.A. MBEMBE

Editions l'Harmattan - Paris - 1985 - 247 pages.

*L'enseignement supérieur  
en Afrique Noire francophone  
- La catastrophe ?*

Paul J.M. TEDGA

Editions l'Harmattan - Paris - 1988 - 224 pages.

*Jeunesse unique, jeunesse encadrée*

J.M. MIGNON

Editions l'Harmattan - Paris - 1989.

Il n'y a sans doute actuellement en Afrique Noire pas de questions plus importantes que celles de l'avenir de la jeunesse et de l'enseignement. Dès à présent la jeunesse est majoritaire dans la plupart des villes et d'ici l'an 2000 la classe d'âge de 5 à 25 ans représentera plus de 60% de la population des grandes villes. L'enseignement sera pour elle le principal débouché. Cette jeunesse peut-elle être accueillie et encadrée par l'école et par l'université ? Quel est son avenir politique ?

Peu de publications répondent à cette question. Les éditions de l'Harmattan, qui préparent un ambitieux projet intitulé «Afrique 2000», ont commencé à aborder le sujet.

Deux universitaires camerounais, MBEMBE et TEDGA, ouvrent la série d'études par une critique acerbe du comportement politique de la jeunesse étudiante et des universitaires diplômés, et par une mise en question de l'institution universitaire en général.

Pour MBEMBE, dont c'est le deuxième ouvrage (1), «Les institutions universitaires africaines semblent avoir surtout conduit à un formidable gaspillage des ressources humaines et à des destructions culturelles dont le coût reste difficile à chiffrer», quant aux étudiants «nombre d'entre eux sont devenus des techniciens dociles et constituent aujourd'hui des relais dans ces bureaucraties qui assurent la gestion indigène

du capitalisme...» (p. 65). MBEMBE ne croit plus que de l'université puisse sortir une force de combat contre les bureaucraties capitalistes car il lui «paraît illusoire de penser que l'université puisse échapper, comme par miracle, à la domestication pour devenir réellement un espace de liberté et de créativité» (p. 68).

MBEMBE étend sa critique à l'ensemble du système éducatif africain et à travers lui à «l'Etat africain délinquant». Le parti unique et l'Etat autoritaire sont les principaux responsables de la crise de l'Afrique noire. MBEMBE développe sa critique par une analyse des formes idéologiques et culturelles du pouvoir politique, mais il n'aborde pas, sinon superficiellement, le problème des bases économiques des régimes politiques, c'est-à-dire leur dépendance à l'égard des puissances impérialistes et le rôle des bourgeoisies nationales. Sur ce point le livre nous laisse sur notre faim. Les concepts de mode de production capitaliste et de classes sociales ne sont pas utilisés par l'auteur. On peut deviner que celui-ci est proche des thèses marxistes, mais qu'il craint d'en utiliser le vocabulaire par un phénomène d'autocensure, si fréquent dans le monde universitaire actuel, où la crainte de la «langue de bois» est devenue à son tour une forme de terrorisme intellectuel.

La richesse du livre est ailleurs. Elle réside dans la description très concrète de la réalité particulière de l'Afrique. L'auteur montre comment les Africains, coincés entre leurs traditions et la violence de l'exploitation économique, vivent leurs contradictions et leurs épreuves et survivent dans un chaos apparemment irrémédiable. Voici un échantillon de la finesse de son observation sociologique :

*«Dans la diversité des situations sociales que vivent les jeunes marginalisés naissent souvent des oppositions entre eux. Les formes de dépendance ancienne sont réinterprétées. Des relations de clientèles s'établissent entre les plus forts et les plus faibles. L'offre de sécurité se transforme souvent en rapports d'exploitation qui se démultiplient. Les dépendances sont, ici, multiformes : dépendances personnelles, rapports de parenté et de clientèle, dépendances religieuses s'enchevêtrent au milieu des tensions.*

*Mais en même temps naissent et se développent de nouvelles formes de protection sociale, de sécurisation, de transferts de revenus, d'organisation de la survie. Jeunes travailleurs indépendants, salariés, apprentis, aides familiaux, travailleurs intermittents, travailleurs à la tâche, chômeurs, « cols blancs », il existe parmi eux des différenciations, des inégalités, des conflits. La misère et la pauvreté ne sont pas vécues de manière uniforme. Les stratégies pour survivre sont plurielles. Elles se recourent, s'affrontent, se retrouvent et divorcent.*

*La religion de la réussite individuelle se répand ici plus qu'ailleurs.*

*Corollaire à elle se développe une idéologie de la chance et de la compétition qui fixe des limites au rôle des associations d'entraide et met à nu certaines des ambiguïtés des néo-fraternités. Face à l'école et à l'emploi, la malchance, la sorcellerie et la jalousie sont appelées à la rescousse des schémas explicateurs de l'échec. Les destins sont interprétés en termes religieux. La haine familiale est parfois suffisante pour justifier les échecs.» (p. 148).*

La critique de TEDGA est centrée sur l'enseignement supérieur africain dont il dresse un bilan très sombre : enseignants sous-qualifiés, détournements de fonds, corruption des procédures, inadaptation des programmes et de la pédagogie, chômage des diplômés ; toutes les critiques habituelles adressées à l'université sont formulées. Cependant l'analyse est sommaire et les conclusions sont superficielles. Ce que TEDGA dit de l'université africaine pourrait être appliqué à l'Europe, y compris le chômage des diplômés et la pauvreté des moyens. La spécificité africaine est ailleurs comme l'a démontré MBEMBE.

Cependant l'ouvrage de TEDGA est utile parce qu'il fournit de précieuses informations sur les établissements d'enseignement supérieur, sur les effectifs d'étudiants, sur les coûts et les budgets, sur les salaires des enseignants, sur l'aide et la coopération extérieures, etc... De ce point de vue il a sa place dans le projet «Afrique 2000» de l'Harmattan, même si l'essentiel de la crise de l'université africaine doit encore être dit.

L'ambition du livre de J.M. MIGNON est encore plus restreinte : fournir une information documentaire sur l'histoire de la situation actuelle des organisations de jeunesse en Afrique. On devine que les sympathies de l'auteur vont vers les formes anciennes, c'est-à-dire pluralistes et coloniales, de ces organisations, et que le monolithisme actuel lui fait peur. Mais son objectivité ne peut que rarement être prise en défaut. La qualité de l'information demeure évidente. Le sujet étant peu exploré, l'ouvrage a également sa place dans le projet «Afrique 2000» de l'Harmattan.

Benoît VERHAEGEN

(1) MBEMBE a publié en 1984 également aux Editions l'Harmattan, sous le titre : *Le problème national camerounais*, les principaux écrits de RUBEN UM NYOBE, le dirigeant nationaliste camerounais tué dans le maquis en 1958.

*Aliénation ou autogestion,  
le dilemme de notre temps*

Victor LEDUC

Editions La Brèche - PEC - Paris - 1989 - 220 pages

Victor Leduc est un personnage hors du commun. Militant au PCF dès le début des années 30, résistant, directeur de l'hebdomadaire *Action* de 44 à 49, oppositionnel après 1956, exclu en 1970, membre du PSU après 1973 pour aboutir, en 1988, au Mouvement des rénovateurs communistes.

Parallèlement à cette activité politique, dont il a rendu compte dans un livre intitulé *Les Tribulations d'un idéologue*, (Syros, 1986), Victor Leduc est un producteur d'idées, un combattant du front théorique. *Aliénation ou autogestion* est un recueil d'articles publiés (ou refusés pour deux d'entre eux) entre 1965 et 1988, recueil qui a le mérite de restituer la démarche de l'auteur dans sa cohérence, au-delà d'interventions ponctuelles inscrites dans la conjoncture.

D'une manière qui apparaît a posteriori comme élégamment pédagogique, les deux termes de l'alternative qui fait le titre de l'ouvrage sont d'abord traités séparément, pour déboucher dans les derniers articles proposés sur leur opposition dialectique.

Le versant « aliénation » nous renvoie aux débats de la fin des années 60, qui avaient vu Althusser et ses amis vouer le concept d'aliénation aux gémonies de l'idéologie pré-marxiste, et affirmer que si on le trouvait encore dans *Le Capital*, c'était par oubli - une négligence, en quelque sorte. Au contraire, Leduc nous montre comment ce concept est tout autre chose qu'un fourre-tout : il est possible de lui donner une signification cohérente avec l'élaboration marxienne, en comprenant que ce n'est pas d'une essence métaphysique que l'homme aliéné est déposé, mais bien de ce qu'il produit, à savoir des objets bien sûr, mais aussi des rapports sociaux, des idées, des institutions, des forces politiques.

Cette thèse, qui appartient au courant marxiste qu'on a parfois qualifié de néo-hégélien, voit dans le marxisme un humanisme intégral, à la suite de György Lukacs ou de Lucien Goldmann. Pour en revenir au débat des années 60, Leduc se retrouve du même côté de la polémique que Garaudy ; mais avec recul, il est permis de mesurer à quel point Leduc, pourtant nettement moins chéri des media, l'emporte en profon-

deur sur son illustre et ex-dirigeant. Le concept d'aliénation s'avère fécond pour analyser une autre réalité, celle du mode de fonctionnement stalinien de l'organisation politique ; on y découvre une double aliénation, celle du militant à l'égard du dirigeant, porteur de la Vérité, et celle, symétrique, du dirigeant à l'égard du Parti, demiurge de l'Histoire.

Deuxième versant : l'autogestion, à qui le reproche fut souvent fait d'être une auberge espagnole, reproche que Leduc réfute avec ardeur. L'expérience yougoslave, les tentatives de théorisation par Kardelj font partie du paysage. L'incompatibilité de l'autogestion et du capitalisme est affirmée avec force, ce qui nous éloigne forcément des théorisations désinvoltes qui ont fleuri au cours des années 70, notamment au PS français. On prendra plaisir à lire au passage l'intervention de l'auteur à un colloque de Cerisy, en 1982, qui met bien en valeur l'apport de Lucien Goldman à cette conception exigeante de l'autogestion.

Enfin, le moment de la synthèse dialectique, où l'on ne sera sans doute pas étonné de côtoyer Rudolph Bahro. L'autogestion, ouverture sur le possible, comme l'a écrit Henri Lefebvre, pensée comme la forme possible de dépérissement de l'Etat, lui-même condition du dépassement de l'aliénation politique vécue par les dominés des sociétés capitalistes développées comme par ceux des sociétés post-staliniennes. Tout un programme, en somme, et particulièrement d'actualité en ces temps de crise générale du mode de production étatique-soviétique, alors qu'il semble tellement difficile de trouver une porte de sortie socialiste.

On aura sans doute senti, à la lecture de ce compte-rendu, la sympathie que m'inspire l'auteur, et l'intérêt que je trouve dans les thèses qu'il développe. C'est un itinéraire intellectuel qui évite la facilité qu'on voit se dessiner en lisant *Aliénation ou autogestion*, à mille lieues des modes parisiennes, et en creusant son sillon, Leduc parvient à nous convaincre que le dilemme qu'il nous expose est bien celui de notre temps.

P. G.

Nous avons repris dans *Toestanden* de juin 1989  
le compte-rendu ci-après :

*Beyond Perestroïka*  
E. MANDEL

Editions PEC - La Brèche - Paris - mars 1989

C'est bien volontiers que j'ai accepté la proposition de *Toestanden* de commenter le dernier livre de Mandel sur «L'URSS de Gorbatchev».

Non seulement en raison du sujet, mais aussi en raison de l'auteur. En effet, Ernest Mandel et moi nous nous connaissons de longue date. Et en dépit de nos points de vue souvent bien divergents, en dépit aussi des tabous trop longtemps de mise, nous avons dialogué à plus d'une reprise. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois, nous avons participé ensemble à différents débats sur des sujets proches du thème de son livre.

Comme il était prévisible, ces débats furent parfois fort vifs, mais cela ne nous empêche pas, lors des récentes élections européennes de soutenir l'un et l'autre, en Flandre, la même liste «Regenboog» (arc-en-ciel).

Mais venons-en au fait.

Je ne surprendrai personne en relevant que le livre de Mandel est solidement charpenté, bien écrit et étayé par des données nombreuses, puisées à des sources diverses mais le plus souvent très valables.

Prenant appui sur ces données, il propose une vision de l'origine, du développement et de l'avenir du processus de réformes fondamentales en cours qui ne manque certes pas de cohérence. Cette cohérence tient en premier lieu à l'attention qu'il accorde à un grand nombre de données de fait et au talent avec lequel il se sert, pour les interpréter, d'un ensemble de concepts partagés par «tous les marxistes». Cependant (mais Mandel préférerait que je dise «d'ailleurs») la cohérence interne de son analyse a beaucoup à voir avec la fermeté de son attachement aux concepts spécifiques qu'il a puisés chez Trotsky, en tant que dirigeant de l'opposition de gauche au sein du PCUS dans les années '20 et que, fondateur de la «Quatrième Internationale» dans les années '30.

Aussi, tout en procédant à une évaluation très «balancée» des changements actuels en URSS, Mandel assortit celle-ci d'appréciations et de «prédictions» qui prêtent davantage à controverse. Ainsi pour lui, il est pratiquement établi - et la citation de Trotsky in fine de son ouvrage en dit long à ce sujet- que les réformes radicales mises en oeuvre par Gorbatchev et ceux qui l'entourent ne peuvent pas atteindre les objectifs visés (ou en tout cas proclamés). C'est qu'aux yeux de Mandel, ces réformes, qui sont l'émanation d'«une aile de la couche supérieure de la bureaucratie» (ou encore de la nomenklatura) auraient essentiellement pour objet de préserver les intérêts matériels et le pouvoir détenus par ladite couche.

Pour lui, c'est bien parce qu'il s'agit d'une «révolution par le haut» que la mise en oeuvre de la «perestroïka» proprement dite (réforme économique) se heurte à d'aussi énormes difficultés; que la glasnot et la revalorisation (du rôle) des Soviets connaissent de sérieuses limites et enregistrent même certains reculs; et last but not least, que l'équipe Gorbatchev préconise un mode de coexistence et de coopération avec les «bastions du capitalisme mondial» qui met l'accent davantage sur les problèmes communs de l'humanité que sur les «objectifs de classe révolutionnaires» du monde du travail et des masses opprimées du tiers monde.

Pour dépasser ces limites, il faut à ses yeux que le processus actuel débouche sur (ou se transforme en) une révolution politique «par en bas», et plus précisément au départ de la classe ouvrière des grandes entreprises. Encore faudrait-il que cette révolution «par en bas», règle son compte, non seulement à l'aile conservatrice de la «couche supérieure de la bureaucratie» (et avec les alliés de cette aile aux différents échelons de l'appareil du parti, de l'Etat et des syndicats), mais encore à cette couche supérieure prise dans son ensemble.

E. Mandel met en même temps l'accent sur la contradiction d'après lui insurmontable entre les aspects de la perestroïka qui tendent à une réinstauration poussée des mécanismes du marché et l'octroi (l'obstention) d'une ample mesure d'autogestion démocratique aux producteurs (des ouvriers aux ingénieurs...) dans les entreprises, voire jusqu'au niveau du développement planifié général du pays.

A l'instar de beaucoup d'autres observateurs et analystes -marxistes et non marxistes, E. Mandel considère qu'il existe un dilemme insurmontable entre un développement planifié et l'attribution (ou l'acceptation) d'une fonction régulatrice importante aux mécanismes de marché. Et cela même dans une société où les grands moyens de production et

d'échange sont propriété sociale. Selon lui, ce dilemme doit être tranché en faveur d'une croissance planifiée démocratique où le rôle du marché se verrait limité presque exclusivement à la petite et moyenne production de biens de consommation et au secteur des services.

En revanche, pour ce qui est de la grande production, il s'attache à définir un système qui combinerait une autogestion poussée «à la base» avec une croissance régulée uniquement par des mécanismes de planification. Mais il ne parvient guère à offrir de cette combinaison une esquisse un tant soit peu claire, pour ne rien dire de sa crédibilité.

Je suis convaincu, quant à moi, que si l'esquisse de Mandel apparaît si peu convaincante, c'est dû, non pas à un quelconque «manque d'imagination» mais bien au choix de prémisses erronées. Le dilemme entre planification autoritaire «sans marché» et recours (ou résignation) total(e) aux lois du marché, est en effet parfaitement surmontable, par une combinaison entre gestion et planification démocratiques d'une part, et recours contrôle aux mécanismes du marché tant à l'intérieur que vers l'extérieur, d'autre part, ceci toutefois à la condition que cette combinaison s'applique à un territoire (pays ou groupe de pays) suffisamment vaste. Il est vrai qu'il n'existe guère d'exemple d'une application réelle -sans même parler d'efficacité- de semblable combinaison. Et les évolutions récentes des «modèles» yougoslave ou encore hongrois, telles que Mandel les évoque, ne vont pas précisément dans le sens d'une combinaison de ce type, pour ne rien dire de leurs chances de réussite...

Cependant, et ce n'est pas Mandel qui me contredira sur ce point, les principales puissances capitalistes elles-mêmes imposent aux mécanismes du marché, des limites variables selon les circonstances: qu'on songe, pour ce qui est des Etats-Unis, non seulement aux années de la première et de la seconde guerre mondiale, mais encore au «New Deal» de Roosevelt dans les années trente.

C'est que, dans la mesure où chaque monopole, trust ou banque pourrait ne prendre en compte que ses propres intérêts immédiats, les intérêts à moyen terme du capital financier pris dans son ensemble s'en trouveraient rapidement compromis...

Du reste, où trouver de par le monde -Est comme Ouest- une société industrialisée et urbanisée quelle qu'elle soit, où le pouvoir politique donne *complètement* libre cours aux mécanismes du marché, où il renonce à *toute* intervention régulatrice sur la base de critères autres que les choix de chaque producteur (ou groupe de producteurs) de marchandises ou de services pris à part?

Tant que les économies resteront essentiellement fondées sur l'échange de biens et de services et qu'elles auront recours à l'argent comme moyen de paiement et d'accumulation, le vrai problème sera de savoir et de déterminer comment, sous l'autorité de qui et en fonction de quels choix et de quels intérêts, la fonction régulatrice «purement économique» du marché sera stimulée, corrigée, contrôlée, voire contrariée par l'intervention régulatrice «pour le compte de la société» du pouvoir politique.

Compte tenu de ce qui précède, toute action qui se fixe pour but d'assurer la démocratisation radicale et le développement harmonieux d'une société moderne, doit accorder autant d'attention à la formation des décisions et des structures qui concernent la société prise dans son ensemble qu'à celles qui concernent strictement l'économie et les entreprises. Ou, autrement dit, elle doit apporter autant de soin à la promotion des droits et de l'activité «polyvalente» de ses citoyens qu'aux droits et activités des travailleurs comme tels.

\* \* \*

Outre les considérations forcément schématiques qui précèdent sur le dilemme «plan/marché» auquel Mandel accorde une place essentielle dans son analyse, je voudrais encore suggérer brièvement au lecteur, les «pistes de réflexion» ci-après: Est-il bien si certain que «l'aile moderniste de la haute bureaucratie», autrement dit Gorbatchev et ses partisans au sein de l'«appareil», ne sont en fin de compte que les défenseurs (voire les prisonniers?) des intérêts matériels et autres de la dite couche supérieure, par opposition à ceux de la population (travailleuse)? Il est difficile de nier qu'en matière de démocratisation politique à tout le moins, les intéressés ont surmonté un obstacle après l'autre. Y compris depuis la mise sous presse du livre de Mandel, ils ont franchi de nouveaux pas pour que la pression de la base et de la société civile s'exerce à l'encontre de la résistance des secteurs conservateurs de cette même couche bureaucratique, celles-là même qui cherchent à préserver l'appareil du parti. C'est ce dont témoigne, notamment, tout le processus des élections pour les Soviets.

Deux réflexions supplémentaires à ce propos:

- n'est-ce pas Mandel lui-même qui, lors d'un débat avec L. Martens et le soussigné (au camp d'été 1988 de Elcker-Ik et Oxfam) a admis que les dirigeants du PCUS «n'ont pas encore coupé définitivement le cordon ombilical qui les rattache au marxisme», qu'ils portent sur la société et ses problèmes «un autre regard que les capitalistes» et qu'ils ne constituent pas une nouvelle classe dominante?

- à cela s'ajoute que, dans son livre, il expose que la venue au pouvoir de Gorbatchev et de ses partisans s'explique dans une large mesure de par le développement impressionnant des connaissances et de la formation de larges couches de travailleurs et de citoyens de l'Union soviétique, ainsi que par l'apparition d'une intelligentsia particulièrement large, et étroitement liée à de vastes secteurs de cette même population travailleuse.

En réunissant ces deux éléments, n'est-il pas légitime de réfléchir à une «traduction» -assurément libre- en direction de la réalité soviétique contemporaine, du célèbre passage du «Manifeste communiste» où Marx et Engels écrivent: «De même que jadis une partie de la noblesse passa à la bourgeoisie, de nos jours une partie de la bourgeoisie passe au prolétariat, notamment cette partie des idéologues bourgeois qui se sont haussés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique»?

En d'autres termes, est-il déraisonnable d'envisager, de manière analogue et à plus forte raison, qu'il existe bel et bien un espace pour le passage d'une partie de la couche bureaucratique du côté de la population laborieuse, et particulièrement «ceux des idéologues de cette couche qui se sont haussés etc...»?

C'est là sans doute ce qui permet raisonnablement de penser qu'une solution pourra être trouvée «avant qu'il ne soit trop tard», pour ce que Mandel appelle «les limites de la glasnost» (et cela notamment en matière de pluralisme politique et idéologique, lequel ne se confond pas nécessairement avec un pluripartisme) ainsi que pour la contradiction qu'il voit entre une glasnost «poussée» et une perestroïka se fondant davantage sur des mécanismes de marché.

Toutefois, ce qui constitue sans doute l'aspect le plus contestable du livre de Mandel, c'est sa vision de la politique étrangère de Gorbatchev et de ses partisans. A lui seul, cet aspect exigerait un examen approfondi, car bien que Mandel n'en ait pas fait le thème central de son ouvrage, c'est l'aspect de la matière traitée qui a les implications les plus directes sur nos...» situations» (ndlr: en néerlandais «toestanden»). Certes, Mandel exprime une appréciation positive sans équivoque -mais comment pourrait-il en aller autrement- sur la façon tout à fait nouvelle dont l'équipe actuellement au pouvoir à Moscou traite les problèmes du désarmement ainsi que sur le retrait des troupes soviétiques en Afghanistan. De même, il prend très nettement ses distances à l'égard des jugements unilatéralement négatifs de certains «superrévolutionnaires» de tradition stalienne ou maoïste.

En revanche, il se montre des plus réservés au sujet de la manière conséquente dont Moscou conduit désormais sa politique de coexistence et de coopération pacifiques avec le monde capitaliste développé, ainsi qu'au sujet des propositions tendant à un abord commun des «problèmes globaux» auxquels l'humanité se trouve confrontée pour la première fois:

- les atteintes sans précédent du milieu naturel;
- le fossé grandissant entre le Nord et le Sud de la planète;
- la série grandissante de plaies sociales et de maladies graves qui ne connaissent pas de frontières.

Il va jusqu'à exprimer la crainte, que cette politique pourrait s'accompagner, dans le chef de Moscou, de pressions en vue d'amener des mouvements révolutionnaires, voire des courants anticapitalistes dans le mouvement ouvrier de la sphère d'influence capitaliste, à faire aux «puissants de ce monde» des concessions inacceptables.

C'est d'ailleurs dans cet esprit qu'il consacre à la question des relations du PCUS avec les partis communistes et sociaux-démocrates de la sphère citée, quelques considérations particulièrement schématiques.

Sur ce chapitre, je me bornerai à deux réflexions sommaires:

- Marx et les plus importants de ses successeurs ont souvent insisté sur le fait que la domination de la bourgeoisie dans un pays donné (ou un groupe de pays donnés) ne serait sérieusement mise en cause que le jour où les forces qui la contestent s'avèreraient plus capables qu'elle-même de proposer des solutions aux problèmes d'ensemble de la société correspondante. Mais ce raisonnement ne vaut-il pas davantage encore, à l'égard des problèmes vitaux auxquels sont confrontés aujourd'hui et à la fois, tous les peuples du monde?
- L'Europe occidentale n'a sans doute pas connu, après la deuxième guerre mondiale de mouvement social plus important que le mouvement de la paix des années 70 et 80; c'est lui qui a su imposer aux «quartiers généraux de l'impérialisme» les concessions les plus significatives.

Est-il dès lors si absurde de penser, qu'il existe davantage de possibilités pour avancer en direction d'une transformation de la société dans un sens socialiste, en «misant» sur une interaction dynamique du mouvement ouvrier, des «autres» mouvements sociaux et du mouvement de la paix (autour de thèmes comme l'économie de paix, le non-alignement européen, «le désarmement pour le développement»; qu'en comptant sur la seule «action de classe» du mouvement ouvrier stricto sensu?

Je terminerai par là mes réflexions critiques sur le dernier ouvrage d'E. Mandel. Il ne les appréciera vraisemblablement pas toutes, même si je me suis efforcé de les exprimer dans un esprit de dialogue constructif. Et cela, en ayant en vue les défis cruciaux auxquels se trouve confrontée la gauche alternative toute entière, aujourd'hui et chez nous. C'est dans le même esprit que je me suis abstenu d'aborder quelques thèmes plus abstraits, comme celui de la nature socialiste ou non de la société soviétique contemporain, ou encore cette controverse, que je pensais dépassée par les faits depuis longtemps, au sujet du «socialisme dans un seul (ou dans quelques) pays».

Pour ma part, et compte tenu de nos points de départ fort différents, j'ai certainement apprécié le fait que Mandel considère explicitement les récents développements en URSS comme un élément essentiel d'amélioration de la situation et des perspectives pour l'humanité tout entière. En même temps, je me félicite de ce que l'ouvrage de Mandel, tout comme une série d'autres ouvrages traitant du même sujet crucial, contribue à coup sûr à stimuler la réflexion créatrice, et la discussion constructive à ce propos. Puisse cette critique en être une preuve parmi d'autres.

Louis Van Geyt  
juin 1989

*Dernière minute*

COLLOQUE INTERNATIONAL  
**LA CULTURE ET LE MULTIPLE**

organisé par la Ligue de l'Enseignement  
et de l'Education permanente  
(Tél : 02 511 25 87)

Deux thèmes :

***La culture, universalité et diversité***

***La culture, l'individu et le groupe***

avec notamment I. Ramonet, J. Crikillon,...

le 2 décembre 1989 de 9 à 17 h  
au Centre Culturel Jacques Franck - 94 bld de Waterloo -  
1060 Bruxelles

**toudi - culture et société,**  
tome 3

Depuis trois années maintenant, autour et alentour de la mouvance du *Manifeste pour une culture wallone*, José FONTAINE réussit la gageure de réunir des collaborations nombreuses et diverses.

J'ai pu, dans cette troisième parution, vérifier que l'ambition de TOUDI : « devenir un instrument de référence pour la compréhension des phénomènes culturels, sociaux et économiques contemporains » était plus pleinement remplie encore que lors des deux précédents tirages.

Mettant en valeur la citoyenneté, T. HAUMONT, dans la préface, clame avec force l'espoir d'un espace de libre circulation des idées et des débats.

Le texte in extenso du discours de J.M. DEHOUSSE au Congrès du P.S. du 5 mai 1988 nous introduit au coeur du débat qui a agité 1988 : le fédéralisme, la réforme de l'Etat, la Wallonie dans l'Europe 93. C'est une prise de position lucide d'un socialiste wallon et courageux.

De Joseph HENROTTE à José FONTAINE, en passant par Pascal ZAMBRA, la thèse est nette : nous ne sommes pas dans un Etat fédéral, le grand marché n'est pas l'Europe.

Pour l'un, l'Exécutif wallon n'est qu'une lourde députation permanente confinée dans des compétences matérialistes. La coupure par rapport à tout ce qui peut toucher la vie des gens l'isole des réponses à apporter aux aspirations populaires. Si l'aspiration des Wallons à devenir une région d'Europe est légitime, les conditions concrètes de la formation européenne sont insensées. Les financiers, les marchands ont agi sur les superstructures. Les aspirations des Régions et des Etats, des forces sociales, ne sont nullement prises en cause. L'aspiration de l'Europe doit partir des conditions concrètes, des compromis économiques et sociaux à réaliser.

Une deuxième séquence regroupe sous le titre « Identité » des contributions de J.M. KLINKENBERG, Rossano ROSI, Robert NEYS et Jacques DUBOIS.

Je retiendrais de mon ami J. DUBOIS deux passages significatifs sur les rapports dialectiques qui fondent la culture et l'économie... l'identité : « Sans douter du rôle primordial de l'économique (...) nous pensons que l'accès d'une région à l'autonomie relève largement de son affirmation symbolique, donc de sa capacité d'imposer une image à travers une dynamique culturelle. »

« Un peuple se reconnaît dans des traditions laborieuses. La question est de faire échapper les unes et les autres à la grande dévaluation... » (la perte de sens).

André LANGE dans une rubrique « Echos » intitulée «Hegel refoulé, Marx incompris au XIXe en Belgique » plonge dans les racines de l'inculture philosophique du territoire qui s'appellera Belgique en 1830. Il y montre que le poids démesuré des appareils de l'Eglise est parvenu à étouffer le vif débat qui s'esquissait, « (...) la philosophie allemande étant remplacée par l'enseignement d'un curé de campagne institué professeur de philosophie ».

« L'incontournable grandeur d'un événement impossible à banaliser » : le bicentenaire nous fait entrer dans le chapitre « Ailleurs ».

Robert DEVLEESHOUWER, puis Paul DELFORGE, montrent tous deux la profonde lame de fond populaire qui a porté la Révolution. Si elle fut française (appropriée comme telle de manière symbolisée), la révolution a été de fait « occidentale » et « atlantique », sortant des colonies anglaises d'Amérique, se prolongeant par la Suisse, les Pays-Bas, la Principauté de Liège, l'Irlande, l'Allemagne Rhénane...

José FONTAINE nous restitue un PLISNIER inattendu, poète, philosophe aux côtés de Rousseau et de Kant.

J.J. HEIRWEGH et A. SOBOUL s'attachent à l'histoire de la révolution en France et en Wallonie. L'Histoire, vue d'en bas, dans les oppositions du mouvement populaire à la bourgeoisie et dans les contradictions internes du mouvement populaire. Loin des grands noms, loin des assemblées révolutionnaires et des Comités, le peuple paysan, les sans-culottes sont réinvestis du rôle primordial qu'ils ont joué et qu'ils joueront en 1848 et en 1871.

Dans « Ailleurs » toujours, nous trouvons une réflexion intéressante d'Emile DELFERRIERE sur les frontières, et deux coups d'oeil en Flandre de Denise VAN DAM et de Christian DUTOIT.

Lambert MENDE O et Colette BRAECKMAN dénoncent (eux) sans concession les compromis multiples, les complaisances inacceptables des bourgeoisies et de la bourgeoisie belge avec le régime zaïrois et son Ministre Président.

« Liberté, nations et socialisme en URSS » de José FONTAINE s'inspire largement de « URSS, une société en mouvement » de J.M. CHAUVIER. A contre-courant des propagandes classiques, José Fontaine montre toute la complexité et toute la dynamique des sociétés soviétiques. Pour lui, les bases constitutionnelles ont laissé s'épanouir de larges autonomies qui aujourd'hui libèrent les énergies, même si elles apparaissent « un peu dans tous les sens ». Je livre cette phrase de José Fontaine à notre méditation : « Au demeurant, peut-on penser que l'absolutisme politique serait condamnable, et que l'absolutisme économique ne pourrait être considéré que comme légitime ? »

Je souhaiterais que l'histoire lui donne raison quand il conclut que « sur les chemins de la liberté et du socialisme, l'URSS est en passe de nous précéder à nouveau »...

Enfin, cet ouvrage de référence pour tous les militants de Wallonie s'achève sur une rubrique « Débats » où nous retrouvons avec plaisir les signatures de J.M. ROSIER, P. GILLIS, J. LOUVET, E. BAUSSART, A. FINK et l'apostille de José FONTAINE en l'honneur du regretté Jean-Marie TOURNEMENNE.

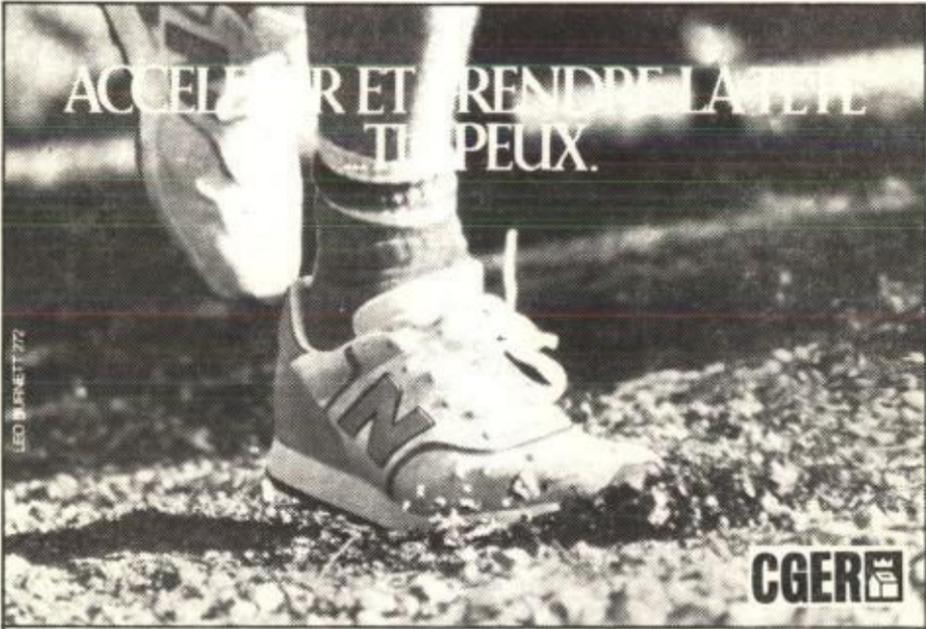
Pour ne pas alourdir cet écho, je n'ai pas cité tous les auteurs ; qu'ils ne m'en veuillent pas ... ils sont victimes de la relevance. C'est globalement que j'encourage chacun à mettre *TOUDI* dans sa bibliothèque. Au gré des événements, un soir de luttes ou de débats, chaque lecteur y retournera.

La pratique s'éclaire de la théorie, de l'histoire, de la poésie, de la sueur et des drames de ceux qui ont fait et feront cette Wallonie enracinée, fière du champ social qu'elle a ouvert, même si il lui appartient encore de cimenter dans l'ouverture son identité et sa citoyenneté.

Tous mes vœux accompagnent José FONTAINE et *TOUDI* 1990.







ACCELERER ET PRENDRE LA TETE  
TU PEUX.

LEO BARNETT 772

**CGERE** 

— TES EQUIPIERS BANQUE + ASSURANCES —

Les *Cahiers Marxistes* sont déposés dans les librairies suivantes:

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44  
Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

CERCLE D'EDUCATION  
POPULAIRE  
rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO  
rue de la Régence 53  
4000 Liège

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE ANDRE LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

L'ILE LETTREE  
6914 Redu

LE LIVRE INTERNATIONAL  
Bd. Lemonnier 171  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE DERIVE  
rue des Augustins 17  
5200 Huy

LIBRAIRIE LEFEBVRE  
Rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

CLUB ACHILLE CHAVEE  
rue d'Abelville 34  
7100 La Louvière

TROPISMES  
Galerie des Princes 5-11  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE L'AVENIR  
Rue St Léonard 102  
4000 Liège

Editeur Responsable : Pierre Gillis

Adresse : 20 av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles - Tél : 02/514.53.52